

**Initiative
Spotlight**

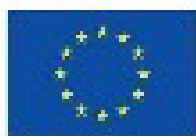
*Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles*

Mali, Afrique

Rapport d'avancement narratif annuel

1^{er} janvier 2019 – 30 septembre 2023

Initiée par l'Union Européenne et les Nations Unies





Intitulé du programme et numéro du programme

Programme Titre : Programme National de Prévention et de réponse aux violences faites aux femmes et aux filles MALI/AFRIQUE

Bureau MPTF Numéro de référence du projet : 100111641

Pays, localité(s), zone(s) prioritaire(s)

Mali/ Régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, San, Nara, Kita, Bougouni, Koutiala et le District de Bamako

Organisations bénéficiaires

PNUD, UNFPA, UNHCR, UNICEF, ONU FEMMES

Coût du programme (US\$)

Budget total approuvé selon le document de programme national/régional Spotlight : 25,714, 286 USD

Contribution des agences: 3,921, 313/ USD

Financement Spotlight et contribution des agences

Noms du RUNO	Spotlight Phase I (+ II) (USD)	Contributions des Agences UN (USD)
PNUD	3,071, 802	575,538
UNFPA	9,419, 594	679,937
ONU FEMMES	5,762, 163	255,513
UNICEF	6,549, 740	2,341, 187
UNHCR	910,987	69,138
TOTAL	25,714, 286	3,921, 313

Partenaires clés

Ministères clés :
 Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale ; Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille ; Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme ; Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile ; Ministère de la Santé et du Développement Social ; Ministère de l'Éducation Nationale; Ministère de la Jeunesse et des Sports, chargé de l'Instruction Civique et de la Construction Citoyenne ; Ministère des Affaires Religieuses, du Culte et des Coutumes ; Ministère de l'Économie et des Finances ; Ministère de la Communication, de l'Économie numérique et de la Modernisation de l'Administration ; Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation ; Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population ; Ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme.

OSC :
 TAGNE, Consortium CAEB-IWENE, Consortium Mouvement pour la Paix, ASDAP, APSEF, ASSAFE, AMSOPT, CROIX ROUGE ESPAGNOLE, PACINDHA, APDF, SINI SANUMAN,

Autres :
 Office de Radiodiffusion et Télévision du Mali (ORTM)

Date de fin : 30.09.2023
 Date de début : 01.01.2019

Rapport soumis par :
 M. Alain Noudéhou
 DSRSG/RC/HC
 Email : noudehou@un.org

TABLER DES MATIÈRES

Liste des acronymes

Résumé exécutif

Changements contextuels et état de la mise en œuvre

Gouvernance et coordination du programme

A. Comité national de pilotage (COFIL)

B. Groupe National de Référence de la société civile (GNRSC)

C. Coordination inter agences, comités techniques et autres mécanismes de gouvernance

D. Utilisation des outils inter agence de la réforme des Nations Unies

Partenariats de programme

A. Gouvernement

B. La société civile

C. Délégation de l'Union européenne

D. Coopération avec d'autres entités des Nations Unies

E. Autres partenaires et mobilisation des ressources (le cas échéant)

Résultats

A. Capture des transformations à travers les résultats

B. Capture des changements au niveau des résultats

Résultat 1 : Cadre législatif et politique

Résultat 2 : Renforcement des institutions

Résultat 3 : Prévention et changement de normes sociales

Résultat 4 : Services de qualité

Résultat 5 : Qualité des données

Résultat 6 : Renforcement des mouvements féminins

Rapports sur la Santé Reproduction (RS)

Les bénéficiaires

Défis et mesures d'atténuation

Leçons apprises et nouvelles opportunités

Pratiques innovantes, bonnes pratiques

Communications et visibilité

Messages

Événements médiatiques et de visibilité

Campagnes

Histoires d'intérêt humain

Témoignages

Vidéos

Durabilité

ANNEXES

LISTE DES ACRONYMES

SIGLES	SIGNIFICATION
CNDH	Commission Nationale des Droits de l'Homme
COVBG	Comité d'Orientation pour l'abandon des Violences Basées sur le Genre
CLOS	Comité Locaux d'Orientation et de Suivi
CROS	Comité Régional d'Orientation et de Suivi
DNP	Direction Nationale de la Population
DUE	Délégation de l'Union Européenne
EDS	Enquête Démographique et de Santé
GBVIMS	Système d'Information sur les violences basées sur le genre
GRNSC	Groupe de référence national de la société civile
INSTAT	Institut National de la Statistique
MAECI	Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale
MGF	Mutilation Génitale Féminine
MPFEF	Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille
ODD	Objectif du Développement Durable
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONU FEMMES	Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
OSC	Organisations de la Société Civile
PDSEC	Plan de développement, social, économique et culturel
PTN	Pratiques Traditionnelles Néfastes
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PNVBG	Programme National Violences Basées sur le Genre
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
FNUAP	Agence des Nations Unies pour la Population
UNICEF	Agence des Nations Unies pour l'Enfance
SNU	Système des Nations Unies
SR	Santé de reproduction
RCO	Bureau du Coordonnateur Résident
UE	Union Européenne
VBG	Violences basées sur le genre

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Porté principalement par l'Union Européenne (UE) et les Nations Unies, le programme Initiative Spotlight met en œuvre un nouveau type de partenariat conjoint qui vise à aboutir à une contribution réelle dans la lutte contre les violences basées sur le genre et les pratiques néfastes. En unissant leurs moyens et leur expertise, ces deux organisations internationales ont ainsi pu bâtir des synergies et lancer un mouvement en faveur d'une élimination des violences faites aux femmes et aux filles, au Mali. Mis en œuvre par cinq Agences des Nations Unies au Mali, le programme Initiative Spotlight a proposé une nouvelle vision de lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles - cela à travers six piliers d'intervention portant aussi bien sur les aspects suivant le cadre législatif et politique, le renforcement des institutions, la prévention et le changement des normes sociales, l'offres de services de qualité, la qualité des données et le renforcement des mouvements féminins.

La mise en œuvre de ce Programme a été très intense et émaillée par de nombreux défis. En effet, le contexte politico-sécuritaire, les sanctions imposées par la CEDEAO et l'UMOA ainsi que la pandémie de la Covid 19 ont quelque peu impacté la qualité des résultats obtenus sur le terrain.

Les efforts déployés ont donné des résultats encourageants, avec des avancées significatives réalisées malgré les circonstances. La détermination à promouvoir une société égalitaire et sans violence a permis de surmonter les difficultés et d'obtenir des résultats tangibles. A travers des partenariats renforcés et une mobilisation communautaire accrue, le Programme Initiative Spotlight a réussi à ouvrir des opportunités pour un avenir plus positif pour les droits des femmes et des filles au Mali. Ces réalisations, bien que le résultat d'un voyage exigeant, soulignent la capacité de l'équipe à surmonter les défis complexes et à avancer vers une société plus inclusive et bienveillante pour tous.

En ce qui concerne le pilier 1, la mise en œuvre du plan de renforcement de capacités des députés élaboré en 2019 a été quelque peu bouleversé à cause de l'instabilité politique qui a conduit à la démission de l'Assemblée Nationale en 2020. A cela se greffe la réticence de nombreux leaders religieux et traditionnels très influents notamment le Haut Conseil Islamique à l'adoption d'une loi spécifique contre les Violences Basées sur le Genre. Toutefois, des plaidoyers de haut niveau ont été menés à l'endroit des membres du Conseil National de Transition (CNT) sur la nécessité d'adopter une loi contre les VBG. L'engagement du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme (MJDH) à intégrer la partie répressive de l'avant-projet VBG dans le code pénal en révision est un résultat important des plaidoyers. Des magistrats des auxiliaires de justice ont été formés sur les VBG, y compris les pratiques néfastes. Les changements obtenus à la suite des différents renforcements de capacités des acteurs de la justice ont porté essentiellement sur la prise en compte de la partie répressive des VBG dans le code pénal, l'amélioration du traitement des dossiers des survivantes de VBG dans les tribunaux, des condamnations pour viols et agressions physiques en particulier pour les cas qui sont rapportés à la police. Plus généralement, on observe une évolution dans le débat public, alors que les VBG et les sujets de genre étaient un tabou au Mali, davantage d'acteurs publics prennent la parole sur ces enjeux. Les parties prenantes Spotlight soulignent aussi ce changement. Le programme a contribué à ouvrir la parole sur des sujets sensibles et souvent passés sous silence.

En ce qui concerne le pilier 2, les ministères sectoriels, la Primature, l'Assemblée Nationale et des services techniques déconcentrés ont été évalués du point de vue de leurs capacités institutionnelles et en besoins de renforcement en matière de lutte contre les VBG, VFFF et de promotion de la santé reproductive. Des points focaux genre ont été nommés dans tous les départements ministériels sectoriels. Ils ont bénéficié de renforcement de capacités

sur la budgétisation sensible au Genre pour la prise en compte des besoins spécifiques des femmes et filles dans les planifications. Cette activité a concerné également les collectivités territoriales pour la prise en compte des VBG dans les plans de développement.

Concernant le volet prévention à travers la promotion des normes et valeurs sociales positives, d'importantes activités en lien avec les communautés ont été réalisées. Au moins 3 949 138 personnes ont été touchées par les différentes actions de sensibilisation dont 1 074 140 hommes, 1 215 074 femmes, 728 312 garçons et 931 612 filles. Ces résultats sont le fruit de plusieurs stratégies mises en œuvre par les partenaires d'exécution. Il s'agit, entre autres des causeries éducatives, des émissions radiophoniques, des counselings, des visites à domicile, des projections de film, des activités sportives, des productions théâtrales. Le milieu scolaire a été particulièrement sollicité par les actions de prévention à travers les causeries éducatives dans les espaces sûrs. Au moins 829 clubs de maris et futurs maris ont été mis en place et sont fonctionnels. Des comités de veilles, des comités d'alertes ainsi que 36 espaces sûrs ont été mis en place et sont également fonctionnels à tous les niveaux. Dans les efforts de sensibilisation des communautés, personne n'est laissé pour compte, respectant ainsi le principe de « ne laisser personne de côté » et aligné sur les efforts de réforme du système des Nations Unies. Plus de 180 organisations de la société civile ont été créées pour favoriser le dialogue. La réinsertion socioéconomique des femmes et filles survivantes de VBG sont une réalité dans les zones d'intervention du programme.

En termes de plaidoyer, plusieurs actions ont été mises en œuvre touchant ainsi les autorités politiques et administratives (CNT, CESC, HCT, élus...), les leaders religieux et traditionnels, les médias modernes et traditionnels, etc. Ces différentes actions ont permis de fléchir les positions de nombreux leaders religieux et traditionnels. Les plaidoyers ont également permis, lors de la révision du Code Pénal de 2001, de prendre en compte certains aspects des VBG dans le nouveau Code Pénal surtout sur la partie répressive.

Au niveau de ce pilier 3, des changements im-

portants sont survenus au niveau communautaire, notamment i) la réduction des cas de MGF, ME dans les zones d'interventions du programme notamment l'empêchement de 1043 mariages de filles avant 18 ans ainsi que 1 787 cas des MGF; ii) la réduction des abandons scolaires des filles et les violences contre elles en milieu scolaires attestée par plus d'une centaine d'écoles bénéficiaires du programme ; iii) la réduction des agressions physiques et dénis de ressources dans les couples confirmés par les dires des communautés lors des focus group animés par les missions conjointes de suivi. Aussi, il a été mis en place de mécanismes communautaires (clubs de maris, comité d'éveil et d'alerte, leaders communautaires et religieux...). Ainsi plus de 400 villages ont signé des déclarations d'abandon des MGF contribuant ainsi à réduire considérablement ces pratiques sur les filles.

Dans le domaine de la prise en charge holistique (Services de qualité Pilier 4) des personnes survivantes de violences basées sur le genre, d'importants actes ont été posés. Les capacités d'environ 1 076 prestataires de services ont été renforcées. Ce qui a permis de prendre en charge plus de 3 821 personnes survivantes de VBG. Au moins 10 One Stop Center ont été installés et sont fonctionnels. Un mécanisme de collecte pour constituer une base de données nationale sur les VBG « VBG Kunafoni » est fonctionnel pour la capitalisation des données nationales. Il faut noter qu'en plus des prestataires de services, de milliers de personnes ont vu leurs capacités renforcées dans divers domaines. L'intervention de ce pilier a contribué énormément à la prise en charge holistique des survivantes de VBG en leur offrant un service complet qui respecte les principes éthiques de prise en charge mettant un accent particulier sur la protection contre la stigmatisation et l'accessibilité gratuite des services.

Au niveau du pilier 6, le programme Initiative Spotlight a également produit des résultats majeurs dans le renforcement des mouvements féminins débouchant ainsi sur les changements d'amélioration de l'autonomisation des femmes, permettant de les structurer et de renforcer leur capacité en vue de mener des plaidoyers en faveur de la promotion des droits

des femmes et des filles.

En plus du Groupe National de Référence de la Société Civile qui est une approche innovante au sein des organes de gouvernance du programme Initiative Spotlight. Les réseaux d'organisation de la société civile intégrant les représentants des groupes de personnes faisant face à de multiples formes de discriminations croisées ont vu le jour pour accompagner et soutenir la réalisation des résultats du programme Initiative Spotlight.

Nonobstant ce contexte difficile qu'a traversé le Mali, l'équipe de mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight a fourni des efforts pour exécuter son plan de travail afin d'obtenir des résultats importants qui ont permis d'améliorer de façon significative les conditions de vie des populations dans les zones d'intervention dudit programme, en général, et celles des femmes et des filles en particulier. A cet effet, pour pallier ces difficultés susmentionnées des actions concrètes ont été mises en œuvre par les partenaires d'exécution, les agences et le Gouvernement :

- La promotion du travail à distance ;
- La mise en place des comités de veilles et d'alertes ;
- La création des clubs de maris, de futurs maris et d'élèves, et d'autres plateformes de mécanismes communautaires ;
- La restriction dans les voyages.
- L'usage des outils digitaux par l'équipe du programme pour continuer le travail et par
- les partenaires de mise en œuvre et les mécanismes communautaires pour poursuivre
- les sensibilisations sur les VBG ;

Ces mécanismes ont été une alternative pour mitiger le risque lié au contexte sécuritaire en travaillant à distance et en se rabattant sur les communautés sur place dans les zones à risques mais aussi pour alléger les obstacles liés à la restriction sanitaire durant la pandémie de Covid-19.

I. CHANGEMENTS CONTEXTUELS ET ÉTAT DE LA MISE EN ŒUVRE

Le contexte spécifique dans lequel le Programme Initiative Spotlight a été mis en œuvre reste marqué par la crise sociopolitique et la persistance de l'insécurité dans plusieurs zones d'intervention.

Tout d'abord, il convient de souligner le retard dans le démarrage effectif du programme, principalement dû aux observations de dernière minute formulées par le Gouvernement concernant certaines terminologies du Document de Programme (PRODOC). Un autre aspect tout aussi important concerne la fin du mandat des parlementaires en 2019, ce qui a créé une situation de transition prolongée. Les partenaires d'exécution ont été confrontés à une dynamique de recommencement constant. De plus, il est important de noter les fréquents remaniements ministériels qui ont entravé la progression harmonieuse du programme.

Le démarrage du programme a été marqué par un regain d'énergie des activistes s'opposant à la question de l'enseignement de l'éducation sexuelle complète en milieu scolaire. Cette tension contre le gouvernement et les partenaires au développement, n'est pas restée sans effet sur les thématiques que les VBG et les pratiques néfastes. En effet, la dégradation de la dimension sécuritaire et l'augmentation des cas de contamination à la Covid19 ont rendu complexe la mise en œuvre des activités sur le terrain. En outre, l'absence de l'Assemblée nationale depuis août 2020 a constitué une entrave à la mise en œuvre du plan de travail prévu avec l'institution. Il faut également noter la réticence de certains leaders religieux influents sur certaines questions liées aux violences faites aux femmes et aux filles.

Malgré ces difficultés d'ordre politique, sanitaire, sécuritaire et idéologique, le programme a été mis en œuvre de façon satisfaisante. En effet, la dynamique de la refondation du pays enclenchée par les nouvelles autorités renforce les dispositions de la protection et la prévention de la violence faites aux femmes, aux filles et aux groupes vulnérables. Le programme Initiative Spotlight à travers le partenariat avec d'autres programmes a développé des activités génératrices de revenus pour 2 609

femmes survivantes. Ceci a permis de les insérer économiquement d'améliorer leur résilience face aux aléas liés au changement climatique. Les mesures restrictives de regroupements prises par les autorités maliennes à la suite de la pandémie du COVID-19 ont permis d'explorer de nouvelles stratégies de travail non seulement pour les fonctionnaires relevant du système des Nations unies mais également pour les partenaires d'exécution. Ainsi, les médias de proximité et les réseaux sociaux ont été mis à profit pour diffuser les informations qui peuvent atteindre une large frange des populations dans les zones d'intervention.

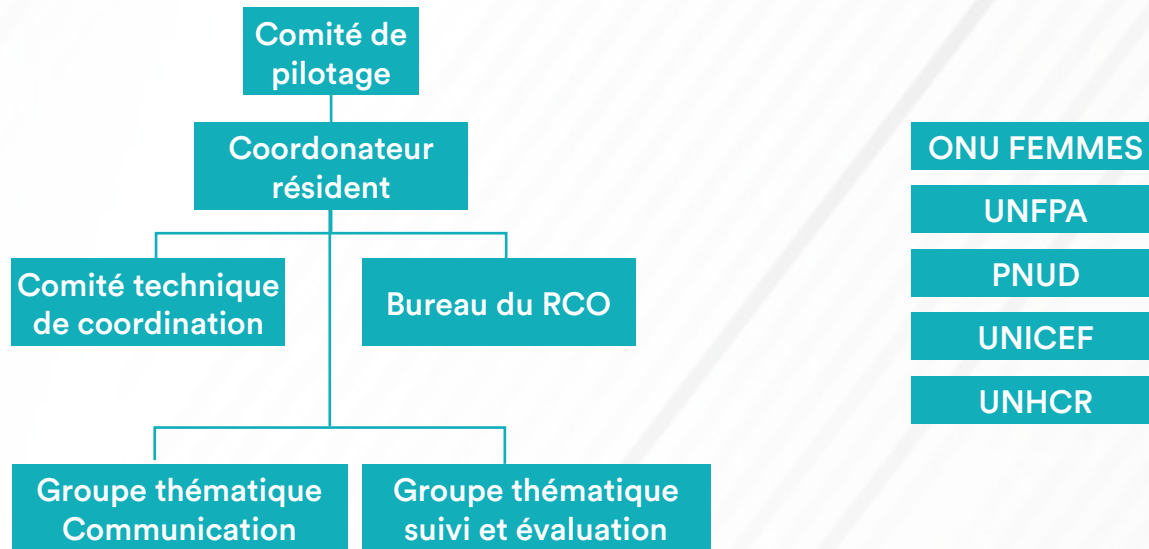
En dépit de ces aléas hostiles à la mise en œuvre du programme Initiative Spotlight, d'importants résultats positifs ont été atteints. Les activités de sensibilisation, d'information et de prévention ont touché directement plus de trois (3) millions de personnes dans les zones urbaines et dans les communautés rurales.

Plus de dix-huit (18) millions de personnes à l'intérieur et à l'extérieur du pays ont également été directement ou indirectement touchées par les vastes campagnes médiatiques et digitales engagées par le programme Initiative Spotlight durant ces cinq (5) années de mise en œuvre (TV, radios, Facebook, Twitter, YouTube, l'application Zéro VBG, Affichages...) Ces différentes plateformes ont été utilisées pour diffuser des films sur les VBG, des photos, des messages, des témoignages d'autorités publiques, religieuses et communautaires sur les VBG et la promotion des droits des femmes, des filles et des personnes faisant face à des multiples formes de discrimination croisées.

De nombreuses communautés dont plus de quatre cents (400) villages ont signé des conventions ou faits des déclarations publiques d'abandon des pratiques de l'excision et du mariage d'enfants. Aussi, environ mille quarante-trois (1043) mariages de filles avant 18 ans ainsi que mille sept cent quatre-vingt-sept (1787) cas de MGF ont été évités. En termes de prise en charge des survivantes de VBG, environ cinq mille huit cent quatorze (5814) personnes survivantes de VBG ont bénéficiées d'une prise en charge holistique dans les One Stop Center.

II. GOUVERNANCE ET COORDINATION DU PROGRAMME

La coordination du Programme a impliqué plusieurs entités à savoir le gouvernement, le comité national de pilotage avec une implication constante de la Délégation de l'Union Européenne, le groupe de référence de la société civile ainsi que les mécanismes de la coordination technique du système des Nations Unies.



a. Comité national de pilotage (COPIL)

Le Comité National de Pilotage est une instance de gouvernance du programme. Il est l'organe suprême d'orientation stratégique du Programme Initiative Spotlight. Il est présidé conjointement par le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération Internationale et le Coordonnateur Résident des activités opérationnelles du Système des Nations Unies au Mali. Les membres qui le composent sont : l'Ambassadeur de la DUE les ministres de l'Économie et des Finances ; de la Santé et du Développement social ; de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux ; de l'Urbanisme de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement Territorial et de la Population; de la Sécurité et de la Protection civile ; de la Solidarité et de la Lutte contre la Pauvreté ; de l'Aménagement du Territoire et de la Population ; de l'artisanat, de la Culture, de l'industrie hôtelière et du tourisme ; de la Communication, de l'Économie numérique et de la Modernisation de l'Administration ; de l'Économie numérique et de la Prospective ; des Affaires Religieuses, du Culte et des coutumes ; de la jeunesse et des Sports, chargé de l'instruction civique et de la construction citoyenne; de l'Éducation Nationale ; de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de

la Famille ; Délégation de l'Union Européenne ; Représentant Résident du PNUD ; Représentant de l'ONU-FEMMES ; Représentant de l'UNHCR ; Représentant du Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) ; Représentant du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) ; et les Représentants du GRN/SC Mali nommés par le groupe lui-même.

Le Comité National de pilotage (COPIL) a été établi pour guider et superviser la mise en œuvre du programme national de l'Initiative Spotlight. Le Comité de pilotage a tenu trois (3) réunions afin de veiller à l'alignement du Programme conformément aux priorités politiques, stratégiques et programmatiques nationales, au cadre de programmation stratégique des Nations Unies (UNDAF+, UNSDCF), aux priorités de l'Union Européenne, d'assurer une communication et une coordination adéquates sur l'Initiative Spotlight au niveau national en relation avec le niveau régional et international, et de valider les recommandations du Comité Technique de Coordination (CTC) et de fournir des orientations stratégiques pour une mise en œuvre optimale du Programme Initiative Spotlight.

B. Groupe National de Référence de la société civile (GNRSC)

La société civile, et plus particulièrement les organisations, les activistes et les défenseurs des droits de la femme et de la fille sont les principaux moteurs du changement dans le travail visant à mettre fin aux VBG. Le Groupe National de Référence de la Société Civile regroupe en son sein onze (11) experts dans les domaines suivants : Masculinités positives, santé publique, santé reproductive (SR), personnes en situation de handicap, leaders religieux, personnes vulnérables. Conformément au principe de “ne laisser personne de côté”, le GNRSC représente une grande diversité de groupes de femmes et de filles, y compris celles confrontées à des formes multiples et croisées de discrimination. Il participe à toutes les rencontres visant à améliorer les résultats du programme Initiative Spotlight.

Le Groupe de Référence National de la Société Civile (GRN/SC Mali) remplit une double fonction en qualité de conseiller de l'Initiative Spotlight d'une part, et d'autre part de partenaire dans la réalisation du Programme. Dans le cadre de ses activités durant les quatre (4) années, et en plus de son rôle dans le Comité de Pilotage, le groupe a fourni des conseils sur les questions d'actualité liées à l'élimination des VFF, y compris les VBG et pratiques néfastes, au niveau du pays, ainsi que sur l'orientation stratégique de l'Initiative Spotlight et les questions de politique pertinentes au niveau du Mali. Il a aussi servi de partenaires dans les activités de plaidoyer et de communication, y compris la diffusion des messages de l'Initiative Spotlight au public, en particulier les jeunes et les médias, fourni des conseils sur les interventions en cours, les possibilités de reproduction à plus grande échelle et la résolution des problèmes. Enfin il continue de servir d'espace interactif et de forum ouvert de dialogue / d'apprentissage entre l'Initiative Spotlight et les organisations de défense des droits des femmes œuvrant dans le domaine de la lutte contre la VFF, y compris les VBG et pratiques néfastes. Les efforts déployés par le groupe de référence ont été particulièrement perceptibles, lorsqu'une réserve a été émise par le gouvernement sur l'acceptabilité de certains aspects du programme auprès de la population. Le groupe de référence a joué un rôle important en matière de plaidoyer auprès des autorités nationales.

Depuis le démarrage du programme Initiative Spotlight, les capacités du Groupe National de Référence de la Société Civile ont été renforcées sur leurs rôles et responsabilités dans le cadre de la mise en œuvre et de la gestion du Programme Initiative Spotlight : Aussi, un partage d'expérience a eu lieu avec le Niger afin de mutualiser et capitaliser les efforts pour l'élimination des violences à l'égard des femmes et des filles. Les membres du groupe participent régulièrement aux missions conjointes de suivi des activités du Programme Initiative Spotlight dans toutes les zones d'interventions et aux activités des agences sur le terrain. Également, le groupe a participé au Global Learning Symposium tenu à Cancun en 2022 qui a réuni les parties prenantes de plus de 25 programmes nationaux et régionaux de l'Initiative Spotlight pour un échange de connaissances mondial et qui a permis de réfléchir sur le parcours collectif et de galvaniser les gains afin de maintenir l'élan pour mettre fin aux violences faites aux femmes et aux filles. En outre, le groupe a bénéficié d'un appui financier s'élevant à 90,286 USD pour assurer une mise en œuvre efficace des activités planifiées. Plusieurs activités ont été réalisées dans le but de renforcer l'engagement et le dynamisme la société civile malienne en faveur de la lutte contre les violences à l'égard des femmes et des filles. Entre autres on peut citer :

1

·l'atelier de concertation et de suivi et d'évaluation participatif a eu lieu à Bamako ;

2

au titre de l'opérationnalisation des activités, les membres ont reçu onze (11) mini tablettes qui ont été remplacées par 09 ordinateurs (laptops), et onze (11) kits de connexion internet ;

3

·des visites de terrain pour la collecte des données qualitatives et quantitatives ont eu lieu dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso et Ségou ;

4

·l'organisation de la journée internationale des hommes engagés ;

5

·la participation à la CSW 67 ;

6

·l'organisation de national Learning symposium dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso et Ségou a permis d'échanger avec les OSC de mise en œuvre du programme et avec les différents acteurs régionaux. Elle a été l'occasion pour les bénéficiaires directs d'exprimer leurs attentes et de faire part de leurs préoccupations à toutes les parties prenantes du programme ;

7

·la communication, plaidoyer et sensibilisation des hommes engagés, la campagne des 16 jours d'activisme, la mobilisation des artistes engagés contre les VBG et les formes de discriminations à l'endroit de toute la population pour leur implication dans la lutte ;

8

·la coordination et plaidoyer au niveau national.

Le Groupe de Référence National de la Société Civile travaille étroitement avec toutes les parties prenantes de mise en œuvre de l'initiative Spotlight à travers des échanges constructifs sur les principaux domaines de travail et les priorités stratégiques qui ont servi de base à un plan de travail.

C. Coordination inter agences, comités techniques et autres mécanismes de gouvernance

Le partenariat inter agence, le comité technique de coordination et autres mécanismes de gouvernance a été dynamique pour la mise en œuvre du programme Initiative Spotlight. Chaque agence est lead ou Colead des piliers. À partir de la 2ème phase, le programme a subi un ajustement majeur, passant de 6 piliers à seulement 3. Les réunions inter-agences se tiennent régulièrement. Les agences travaillent en étroite collaboration avec le Bureau du Coordonnateur Résident, les départements ministériels et les OSC pour l'atteinte des résultats escomptés par le programme. Les partenaires de mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight participent également aux réunions de coordination des cadres de concertation et des sous-groupes de travail « Protection » où les échanges se font sur les expériences en matière des VBG, d'intégration du genre, d'organisation de visite de terrain et de synergie dans les réponses.

L'organisation des séries de rencontres inter agences ont permis de s'accorder sur l'harmonisation des procédures de la sélection des IP, des mécanismes de suivi et évaluation, du système de rapportage, du plan de communication et de visibilité et sur la pérennisation des relations avec la DUE, le gouvernement, les partenaires de mise en œuvre et le groupe de référence. En effet, en plus des rencontres de concertation et d'échanges tenues, les agences ont participé activement aux différentes réunions de CTC.

Le Comité Technique de Coordination sous la co-présidence du Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille et du Bureau du Coordonnateur Résident est composé de ministères clés, des représentants de la Délégation de l'Union Européenne, du GNRSC et des agences bénéficiaires des fonds de l'Initiative Spotlight. Cet organe a pour objectifs d'examiner, d'analyser et de consolider les rapports de mise en œuvre, d'identifier les défis liés à la mise en œuvre et de proposer des solutions, de valider techniquement tous les documents produits en vue de leur soumission au Comité de Pilotage, de faire des propositions sur la bonne marche du Programme dans une perspective axée sur les résultats et sur les synergies d'action, de proposer les meilleures stratégies d'efficacité et d'efficience, d'identifier les potentiels obstacles et de proposer des solutions ainsi que de conduire des missions conjointes de suivi sur le terrain. Les réunions statutaires du Comité technique de coordination se tiennent régulièrement et ont pour objectif de passer en revue les rapports annuels, la note conceptuelle et du budget de la phase II, et la planification des différentes missions conjointes de suivi des activités du programme Initiative Spotlight, les recommandations issues des missions conjointes de suivi ainsi que d'autres documents stratégiques.

D. Utilisation des outils inter agence de la réforme des Nations Unies

Dans l'esprit de la réforme des Nations Unies, les cinq agences impliquées ont proposé une nouvelle manière de travailler en coordination de manière plus efficace et innovante. Ainsi, de façon coordonnée, le PNUD, l'UNFPA, ONU FEMMES, UNICEF et UNHCR, ont posé les jalons pour un changement durable à tous les niveaux de la lutte contre les VBG et les pratiques néfastes. Sous la direction du Coordonnateur Résident (CR) du Système des Nations Unies au Mali, de nombreuses initiatives ont été menées dans le sens de l'efficience et de

l'efficacité dans l'atteinte des résultats. Ainsi, le Business Operations Strategy (BOS) au Mali, représentant un pas important dans la mise en œuvre de la réforme du Système des Nations Unies et à travers le "Delivering As One" (DAO) a permis de renforcer la cohérence et l'harmonisation de certaines activités du Programme. Les opérations communes (Operating as One) ont consisté :

Partenariats de programme

Le partenariat constitue une des conditions pour une mise en œuvre de qualité. Le système de Nations Unies ainsi que l'ensemble des partenaires de développement à travers leurs différentes activités s'attachent à appuyer en priorité la partie nationale. Sur la base des succès engrangés, le Programme a maintenu et consolidé son partenariat avec les anciennes parties prenantes (Gouvernement, Union Européenne, ONG, etc.) et développé de nouveaux partenariats stratégiques. Ces partenariats ont permis de créer une dynamique dans les zones d'interventions du Programme.

Le partenariat développé avec les leaders religieux et traditionnels a permis d'avoir leur adhésion en faveur de la prévention des violences faites aux femmes et aux filles. Cet engagement a également permis au programme Initiative Spotlight de mettre en œuvre le principe de « ne laisser personne de côté » grâce au soutien qu'ils ont apporté aux personnes faisant face à de multiples formes de discriminations croisées.

Les organisations féminines et de défense des droits des femmes ont développé des capacités à organiser des plaidoyers de haut niveau à l'attention des décideurs administratifs, politiques, traditionnels et religieux tant au niveau national que régional.

La collaboration avec les organisations des jeunes a eu comme effet le renforcement de leur engagement personnel pour initier et mener des actions pour la prévention des violences faites aux femmes et aux filles et la promotion des droits à la santé reproductive.

Ces partenariats ont permis de réduire considérablement les cas de VBG particulièrement les cas de MGF, mariages avant 18 ans, violences conjugales. On note que 1 043 mariages de filles avant 18 ans ont été évités ainsi que 1 787 cas des MGF.



mariages avant 18 ans

violences conjugales.

1 043 mariages de filles avant 18 ans ont été évités

1 787 cas des MGF évités

A - GOUVERNEMENT

Le gouvernement est évidemment un partenaire clé dans la mise œuvre du programme Initiative Spotlight. En effet, quel que soit le pilier, l'implication du gouvernement à travers ces structures centrales et déconcentrées reste primordiale. Ainsi les agences d'exécution ont impliqué toutes les structures étatiques dans la mise en œuvre de leurs activités.

En lien avec l'objectif de changement institutionnel et d'information de masse sur les VBG, le programme Initiative Spotlight a noué un partenariat solide et durable avec le MPFEF et les autres ministères clés. Ainsi, à travers un Plan de travail Annuel durant toute la mise en œuvre du programme Initiative Spotlight, ledit

ministère en partenariat avec les autres ministères clés a mené des activités pour l'atteinte des objectifs dudit programme

Dans le cadre de la prise en charge holistique des survivantes de VBG, le partenariat avec le gouvernement a facilité la réalisation des renforcements de capacité des prestataires de l'état sur les VBG notamment les agents des ministères de la sécurité, de la justice, la promotion de la femme et du développement social.

PARTENAIES	VALEURS AJOUTEES
Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération internationale	Pour diriger le comité de pilotage et faciliter l'encrage institutionnel du programme.
Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille	Pour s'occuper de la dimension Genre et VBG du programme ainsi que les aspects institutionnels :
Programme National pour l'abandon des Violences Basées sur le Genre	Pour coordonner, évaluer et suivre les actions de VBG sur le territoire du Mali.
Direction nationale de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille	Pour participer aux actions des différents projets en appui au PNVBG et DRPFEF des régions concernées, et mettre en œuvre le suivi des projets et le rapportage sur les VBG.
Directions régionales de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille	Pour appuyer la mise œuvre des activités du programme au niveau régional.
Service Local de la Promotion Femme Enfant et Famille	Pour appuyer la mise œuvre des activités du programme au niveau local.
Ministère de l'Éducation Nationale	Pour appuyer le programme à travers les activités ciblant le milieu scolaire et la formation des enseignant et l'intégration des VBG dans les curricula d'enseignement.
Direction Nationale de la Pédagogie	Pour favoriser l'atteinte des enseignants, conseillers pédagogiques et les élèves par les actions de prévention et de prise en charge.
Académie d'Enseignement et Centre d'Animation Pédagogique	Pour concevoir des leçons modèles et une charte de bonnes pratiques, les diffuser ainsi que les bandes dessinées sur les MGF et mariages d'enfants.
Ministère de la Santé et du Développement Social	Pour assurer la prise en charge médicale des survivantes et le fonctionnement des One stop center.
Centre de Santé de Référence et centre de Santé Communautaire	Pour assurer les activités de prévention et de prise en charge des cas de VBG.
Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	Pour la prise en charge juridique et judiciaire des survivantes mais aussi pour les besoins de renforcement de capacité des corps judiciaires. Ce partenariat a permis la révision du code pénal prenant en compte la partie répression.
Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile	Pour les besoins de renforcement des capacités des agents de sécurité pour une meilleure prise en charge des survivantes de VBG.

PARTENAIES	VALEURS AJOUTEES
Ministère de l'Économie et des Finances	Partenariat établi dans le cadre de l'appui budgétaire et la collecte des données relatives aux VBG.
Institut National de la Statistique	Pour renforcer les acteurs du système statistique dans la production des statistiques sur le genre, conduire des études et recherches sur les thématiques sur les VBG, diffuser des données produites sur les VBG.
Ministère de l'urbanisme et de l'habitat, des domaines, de l'aménagement du territoire et de la population	Pour assurer le suivi de la prise en compte des questions de population dans les politiques nationales.
Direction nationale de la population	Pour couvrir le besoin de diffusion de connaissance sur les VBG au Mali, ainsi que les activités de recherche/étude et de production de bulletin.

B. LA SOCIÉTÉ CIVILE

Le partenariat avec les organisations de la société civile a été établi pour la mise en œuvre des activités sur le terrain. Elles sont composées d'organisations non gouvernementales nationales, d'organisation de promotion et de défense des droits des femmes et des jeunes, de réseaux de veilles et d'alertes, de réseaux d'écoutes, de témoignages et de conseils pour les femmes et les filles ainsi que pour leur famille. Le programme Initiative Spotlight et ses partenaires de la société civile ont travaillé conjointement pour adopter une approche inclusive afin d'identifier les groupes cibles plus vulnérables, souvent exclus de l'aide humanitaire, en tenant en compte de plusieurs variables de vulnérabilité. Les personnes en situation de handicap, les adolescents en milieux scolaires, les femmes et filles en milieu rural qui vivent avec des séquelles de l'excision sont des groupes que l'Initiative a touchés directement.

Afin de mobiliser ses bénéficiaires les plus jeunes, le programme Initiative Spotlight et ses partenaires ont utilisé l'approche innovatrice consistant à se connecter aux canaux et plateformes de masse, locaux et numériques utilisés par les adolescents/es et les jeunes (comme les émissions de radio, les médias sociaux, U-Report et la communication locale).

La mise en œuvre du programme Initiative Spotlight a contribué au renforcement des capacités des partenaires sur la prévention et réponse aux VBG particulièrement la collecte, le rapportage des résultats, l'analyse des données VBG et la prise en charge des survivantes. Les réseaux de partenariat mis en place ont permis de renforcer les capacités d'autres acteurs au sein de la communauté. Comme leçon apprise ces réseaux contribuent ainsi à la durabilité des interventions du programme.

PARTENAIES	VALEURS AJOUTEES
ONG TAGNE	Pour assurer la mobilisation sociale, améliorer l'état de santé de la femme et de l'enfant, favoriser le développement socioéconomique des femmes, éduquer pour l'abandon de la pratique de l'excision, vulgariser le planning familial, défendre les droits de la femme et de l'enfant, lutter contre le mariage des enfants.
Association pour la Promotion des Droits et le Bien-Être de la Famille (APSEF)	Pour assurer la prévention et la mobilisation sociale au niveau des zones d'intervention.
Association Malienne pour le Suivi et l'Orientation des Pratiques Traditionnelles (AMSOPT)	Pour assurer la prévention et la mobilisation sociale au niveau des zones d'intervention.
La Croix Rouge Espagnole	Pour assurer la mobilisation des acteurs pour le bon fonctionnement et la fréquentation des One Stop Center.
Association de Soutien au Développement des Activités de Population (ASDAP)	Pour promouvoir une meilleure qualité de vie pour les communautés vulnérables à travers la communication, la recherche opérationnelle, les services et la mobilisation des acteurs pour le bon fonctionnement et la fréquentation des One Stop Center.
Association du Sahel d'Aide à la Femme et à l'Enfance (ASSAFE)	Pour contribuer à la mobilisation sociale contre les violences faites aux femmes et aux filles, les pratiques néfastes (MGF, mariage d'enfants) et la promotion de la santé reproductive.
Association du Sahel d'Aide à la Femme et à l'Enfance (ASSAFE)	Assure la mise en œuvre du projet « Mobilisation sociale contre les violences faites aux femmes / filles, les pratiques néfastes (Mutilations Génitales féminines-MGF, Mariage d'Enfants) et la promotion de la santé de la reproduction dans le contexte du COVID-19 dans la région de Ségou et le District de Bamako (Commune I).
Conseil et Appui pour l'Éducation à la Base (CAEB)	Pour assurer la promotion des droits des filles, des femmes, des garçons et des hommes à travers le renforcement des actions en faveur de l'abandon des MGF, du mariage d'enfant et autres formes de VBG.
Mouvement Pour la Paix (MPDL) ONG Internationale	Pour lutter contre les VBG, et assurer la promotion des normes et valeurs sociales protectrices des femmes et des filles contre les VBG y compris les pratiques néfastes (MGF, mariage d'enfant).
Association pour le Progrès et la Défense Des Droits des Femmes (APDF)	Pour la promotion des droits et du bien-être socioéconomique des femmes et des filles à travers des actions de plaidoyers, de renforcement de connaissances et de réinsertion socioéconomique.
Plan International Mali	Pour lutter contre les VBG, les pratiques néfastes et la promotion des normes et valeurs sociales protectrices des filles.
Sini Sanuma	Pour lutter contre les VBG, les pratiques néfastes et la promotion et défense des droits des femmes et des filles.

Pôle des Actions d'Intégration des Droits Humains en Afrique (PACINDHA)	Pour assurer la promotion des normes et valeurs sociales protectrices des femmes et des filles contre les VBG, y compris les pratiques néfastes.
MEDIAS	Pour renforcer le traitement et la diffusion des informations sur les VBG, les droits des femmes et des filles, la santé sexuelle et reproductive et les normes sociales positives.
Association des femmes leaders	Pour assurer la prévention et le plaidoyer pour la promotion de l'abandon des VBG.
Leaders religieux et traditionnels	Pour apporter leurs soutiens aux efforts de lutte pour l'abandon des VBG.
Plateforme des jeunes engagés pour la promotion de la santé reproductive et la lutte contre les Violences basées sur le Genre (PJEP.SR-VBG)	Pour promouvoir l'égalité de sexe et l'équité du genre, le droit des femmes et des jeunes filles, et lutter contre les VBG et pratiques néfastes.
Association des Enfants et jeunes Travailleurs du Mali (AEJT)/ Conseil Consultatif National des Enfants du Mali (CCNEJ)	Pour sensibiliser les adolescents et jeunes sur la Santé de la Reproduction (SR), promouvoir l'abandon des pratiques néfastes (MGF et mariage des enfants) et des autres formes de VBG.
Les communautés bénéficiaires du Programme	La participation effective des leaders communautaires, des autorités, des groupements de femmes, des filles et des garçons constitue un levier important dans l'atteinte des résultats.

C. DÉLÉGATION DE L'UNION EUROPÉENNE

L'Union Européenne est le partenaire clé, stratégique pour la mise en place du Programme Initiative Spotlight. Le partenariat avec la délégation de l'Union Européenne (DUE) a été très dynamique durant toute la mise en œuvre du Programme. En effet, sous le leadership du Coordonnateur Résident (CR), un cadre de collaboration inclusif et participatif entre la DUE et le Système des Nations Unies a été mis en place dans le but d'assurer le succès optimal du programme au Mali. La DUE a non seulement participé financièrement, mais elle a également accompagné les agences et les partenaires impliqués dans la mise en œuvre. Cette collaboration active s'est traduite par la participation

régulière de l'Ambassadeur de la DUE et de ses cadres aux différentes activités liées au programme Initiative Spotlight.

Depuis l'élaboration de la note conceptuelle, en passant par la rédaction du document de programme et du Plan de travail Annuel, dans l'élaboration du plan de réponse à la Covid-19, des rapports annuels et tout autre document stratégique, les contributions de la DUE, du point de vue d'une collaboration renforcée ont toujours été appréciées. Cette contribution a été fort appréciée aussi bien au niveau du positionnement politique du document (Comité National de Pilotage) qu'au niveau technique (Comité Tech-

nique de Coordination (CTC).

La DUE s'est particulièrement impliquée dans les négociations de révision de certaines terminologies du PRODOC, jouant un rôle clé pour la validation des révisions apportées et dans les efforts de plaidoyer vis-à-vis des différentes institutions nationales. Tout au long de la mise en œuvre à travers les différentes rencontres et échanges de messages, la Délégation de l'Union Européenne a encouragé les Nations Unies à interroger les méthodes de travail, les approches stratégiques et les mécanismes de coordination pour faire de l'Initiative Spotlight un Programme véritablement innovant et transformateur. Grâce à des contributions techniques substantielles, la DUE a ainsi participé à la bonne formulation de propositions pour l'amélioration des initiatives prises par toutes les parties prenantes du programme. Ses différents questionnements ont su faire émerger divers éléments favorisant une meilleure coordination et intégration des différents piliers du programme.

Représentée dans tous les organes de coordination du programme, la Délégation de l'Union Européenne (DUE) au Mali a également participé à la sélection des membres du Groupe National de Référence de la Société civile en qualité d'observateur et permis une révision des méthodes de sélection qui reflète une approche plus transparente et efficace.

La DUE a été présente à toutes les cérémonies

officielles du lancement du Programme, de la remise des One Stop Center au Gouvernement du Mali, ainsi que lors des événements de plaidoyer et de célébration des journées internationales de l'élimination des mutilations génitales féminines/excision (6 février) et de la Journée internationale de la femme (8 mars). Elle a également participé activement à la campagne des 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes et aux filles. Par ailleurs, il convient de souligner que la DUE a pris part aux missions conjointes de suivi des activités du programme dans les zones d'intervention et aux lancements de claps de la série télévisuelle sur les VBG. Cette implication continue de la DUE démontre son engagement et son intérêt pour le programme Initiative Spotlight, en renforçant l'efficacité des actions entreprises pour l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles au Mali. Ainsi, à l'occasion des 16 jours d'activisme édition 2022, une session de sensibilisation à l'endroit du personnel de l'UE sur les VBG a été organisée au Musée Muso Kunda. Cette activité a permis de présenter brièvement la Campagne des 16 jours d'activisme (son origine et en quoi elle consiste), de définir ce que sont les VBG (toutes les formes de violences à l'égard des femmes et des filles) et de dresser l'état des lieux au Mali. Également de faire un bref aperçu du programme Initiative Spotlight et de ces réalisations phares au Mali.

D. COOPÉRATION AVEC D'AUTRES ENTITÉS DES NATIONS UNIES (NON-MEMBRES DES RUNO)

La question de lutte contre les VGB étant transversale, la coopération avec d'autres entités des Nations unies est primordiale.

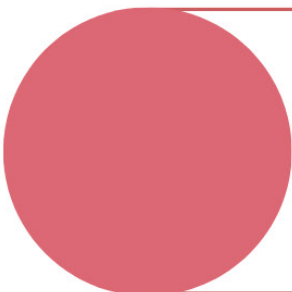
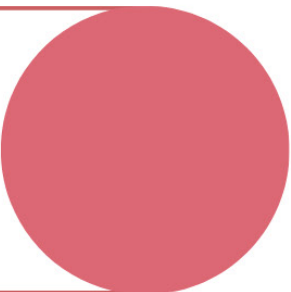
La collaboration inter agence avec les autres entités des Nations Unies (UN Women, UNICEF, UNFPA, UNESCO, UNHCR, ONU SIDA, PNUD, OMS) sur le programme Initiative Spotlight a été poursuivie durant toute la mise en œuvre du

Programme Initiative Spotlight. La question de lutte contre les VGB est un élément fédérateur de plusieurs agences et partenaires techniques et financiers. Ce qui implique la collaboration afin de maximiser les résultats dans le cadre du programme Initiative Spotlight. Les éléments de coopération inter agences ont porté sur les actions suivantes :



la collaboration directe sur le programme pendant les activités de terrain dans les écoles et dans les communautés pendant la sensibilisation,

les actions de lobbying et de plaidoyer conjointes avec un objectif commun relatif à la réduction des VBG, des pratiques néfastes et la promotion de la santé reproductive,



les célébrations des journées internationales avec les objectifs de sensibilisation et plaidoyer (exemple 08 mars, la journée de l'enfant etc.),

la collaboration dans le cadre d'autres projets dont la thématique est proche de celles de l'Initiative Spotlight (collaboration avec plusieurs agences pour influencer sur le rapport national volontaire (VNR)



la tenue des réunions inter-agences au regard de la complémentarité entre les piliers,

les échanges à travers les mails et les visio-conférences.



E. AUTRES PARTENAIRES ET MOBILISATION DES RESSOURCES (LE CAS ÉCHÉANT)

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités de l'Initiative Spotlight, un partenariat fécond avec le gouvernement, la société civile, les agences des Nations unies ainsi qu'avec le secteur privé a été établi depuis le début du programme.

Cette collaboration a été également prolongée aux médias permettant ainsi de faciliter la diffusion des activités médiatiques du programme. A titre d'exemple dans le cadre de la diffusion des messages VBG sur les radios de proximité, un partenariat fécond a été conclu avec les radios et télévisions privées (ORTM, Africable Télévision, Chérifla TV, Renouveau, Mikado FM...). Ce partenariat a permis une

large diffusion des messages pouvant atteindre une grande partie de la population. Certains leaders religieux et traditionnels sont également concernés par la collaboration.

Toujours dans la mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight d'autres fonds des donateurs traditionnels des agences bénéficiaires, tels que du Canada, de la Suède et du Danemark ont été utilisés pour financer des interventions de promotion des normes sociales positives au genre et pour combattre les inégalités entre les sexes afin de créer un environnement équitable pour les filles, et centrée sur les filles.

Résultats

A. CAPTURE DES TRANSFORMATIONS À TRAVERS LES RÉSULTATS

Les réalisations du programme Initiative Spotlight ont conduit à des transformations des normes sociales négatives, au changement de comportement dans les communautés, à l'amélioration du dispositif institutionnel et dispositions juridiques sur les VBG. Elles ont aussi permis d'améliorer très spécifiquement des conditions de vie femmes et des filles au niveau national et communautaire, de renforcer la prévention, la prise en charge des personnes survivantes de VBG et l'insertion socioéconomique des femmes, des filles et des personnes exposées à de multiples formes de discriminations croisées.

Pour obtenir ces changements, le programme a travaillé dans sa phase I sur l'ensemble des six (6) piliers qui le constituaient (cadre juridique et politique, le renforcement des institutions, la prévention et changement des normes sociales, la qualité de services offertes aux survivantes, les données de qualité et le renforcement des mouvements de femmes et dans la phase II sur trois (3) piliers : la prévention et le changement des normes sociales ; la qualité de services offerts aux survivantes ; et le renforcement des mouvements de femmes. Des résultats probants, des transformations et changements positifs ont été obtenus sur chacun des piliers.

CAPTURE DES TRANSFORMATIONS À TRAVERS LES RÉSULTATS

Pilier 2

RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS

La sensibilité au genre des institutions nationale ou locale et de leurs politiques publiques, s'apprécie à l'aune de leur capacité à planifier, budgétiser et financer la réalisation des objectifs d'égalité des sexes ou de la réduction des VBG. Durant la phase I, le Programme Initiative Spotlight a identifié en priorité la nécessité de soutenir les institutions au niveau national et décentralisé à travers une évaluation des capacités institutionnelles des structures en matière de lutte contre les VBG, des actions de renforcement de capacité et la révision d'environ 347 plans de développement communautaire pour intégrer la question du genre et les VBG. Ces acteurs ont été renforcés en grande partie sur la budgétisation sensible au genre dans les institutions, dans les PDSEC et sur les plaidoyers pour favoriser l'adoption de la loi sur les VBG y compris la prise en compte des groupes marginalisés dans les plans de développement.

La réalisation de ces activités ont permis d'induire des changements sur la prise en compte du genre au niveau institutionnel central et déconcentré comme par exemple la nomination des points focaux genre dans une dizaine de départements ministériels, la prise en compte du genre dans les PDSEC des communes la redynamisation des mécanismes multipartites de coordination et le renforcement de la collaboration entre les parties prenantes (Gouvernement, OSC, communautaires, bénéficiaires...) et le Système des Nations Unies sur les questions du genre et les VBG au Mali.

Pilier 4

L'OFFRE DE SERVICES DE QUALITÉ

Le programme Initiative Spotlight a réussi à travers ce pilier d'améliorer considérablement l'offre de services aux survivantes de VBG et pratiques néfastes traditionnelles en se focalisant sur la mise en place des unités de prise en charge « One Stop Center », l'élaboration d'un Standard Opération Procédure (SOP) afin d'harmoniser le référencement et la prise en charge des survivantes, la réalisation de campagnes de sensibilisation pour faire connaître les One Stop Center, l'intégration physique et technique des One Stop Center aux structures de santé (CSREF, CSCOM), la réalisation d'étude de durabilité des One Stop Center, les renforcements de capacités des prestataires de services impliqués dans la prise en charge des survivantes ainsi que le transfert des One Stop Center au Gouvernement en vue d'une appropriation nationale. Ces interventions ont permis des changements importants dans l'accès et la qualité de services essentiels offerts aux survivantes assurant ainsi, une prise en charge holistique de 5 814 personnes survivantes de VBG et parmi elles, 2609 survivantes de VBG en ont bénéficié des AGR selon les données des agences RUNO. La prise en charge englobe l'assistance judiciaire, psychosociale, médicale et de réinsertion socioéconomique. Selon les personnes prises en charge et les informateurs clés interrogés lors des missions conjointes de suivi les prestations des One Stop Center sont bien perçues, bien appréciées et adéquates, grâce entre autres à la gratuité de la prise en charge, à la confidentialité, au suivi de proximité des gestionnaires de cas et au mécanisme de réinsertion socio-économique qui est associé.

Pilier 6

RENFORCEMENT DES MOUVEMENTS FÉMININS

Le programme Initiative Spotlight a contribué à la structuration, au renforcement de capacités techniques et opérationnelles des mouvements des femmes et d'organisations de la société civile de défense des droits des femmes et des filles. Les changements et résultats obtenus à la suite de ces actions se résument autour de la capacité des mouvements féminins à tenir et poursuivre les plaidoyers de haut niveau sur la promotion des droits des femmes auprès des autorités, à mettre en place des stratégies de mobilisation de ressources, à construire des synergies et complémentarités pour faire avancer les questions relatives au genre, au VBG et à la promotion des droits des femmes et des filles au Mali.

Pilier 1

CADRE LÉGISLATIF ET POLITIQUE

Sur le genre et les VBG au Mali, le programme Initiative Spotlight a contribué à travers la mise en œuvre d'une série d'activités aux renforcements de capacités de 125 acteurs de la justice, de l'Assemblée nationale, de 770 agents de la police nationale, et des membres de la commission nationale des droits de l'homme (CNDH), des organisations de défenses des droits des femmes, des leaders religieux et communautaires. Les réalisations de ce pilier durant la phase I ont de plus porté sur l'organisation de campagnes, de caravanes de sensibilisation, d'actions de plaidoyer de haut niveau et de cadres de concertations sur la vulgarisation des textes, lois et projets de loi. Toutes ces actions ont permis de rehausser la compréhension des acteurs nationaux, des OSC, des leaders religieux, communautaires, des mouvements de jeunes et même de l'opinion publique sur les sujets de VBG et le genre. Elles ont également favorisé la compréhension des textes juridiques nationaux et internationaux sur les VBG. Tous ces efforts ont contribué à la relecture du code pénal pour intégrer la partie répressive sur les VBG et de rendre les acteurs influents et l'opinion publique plus réceptifs à l'adoption de loi contre les VBG.

Pilier 3

LA PRÉVENTION ET LE CHANGEMENT DES NORMES SOCIALES

Sur le genre et les VBG au Mali, le programme Initiative Spotlight a contribué à travers la mise en œuvre d'une série d'activités aux renforcements de capacités de 125 acteurs de la justice, de l'Assemblée nationale, de 770 agents de la police nationale, et des membres de la commission nationale des droits de l'homme (CNDH), des organisations de défenses des droits des femmes, des leaders religieux et communautaires. Les réalisations de ce pilier durant la phase I ont de plus porté sur l'organisation de campagnes, de caravanes de sensibilisation, d'actions de plaidoyer de haut niveau et de cadres de concertations sur la vulgarisation des textes, lois et projets de loi. Toutes ces actions ont permis de rehausser la compréhension des acteurs nationaux, des OSC, des leaders religieux, communautaires, des mouvements de jeunes et même de l'opinion publique sur les sujets de VBG et le genre. Elles ont également favorisé la compréhension des textes juridiques nationaux et internationaux sur les VBG. Tous ces efforts ont contribué à la relecture du code pénal pour intégrer la partie répressive sur les VBG et de rendre les acteurs influents et l'opinion publique plus réceptifs à l'adoption de loi contre les VBG.

Pilier 5

DONNÉES DE QUALITÉS

Le programme Initiative Spotlight a contribué à la mise à disposition de données de qualité et actualisées aux acteurs œuvrant sur les thématiques VBG et genre, à l'amélioration de la prise de décision basée sur les évidences et d'appui à la coordination nationale de production et de diffusion de statistiques de qualités sur le genre. Ces résultats ont permis d'améliorer le travail des partenaires et des institutions en termes de ciblage. Ils ont permis et de sensibiliser les décideurs sur la nécessité de disposer des données des données sexospécifiques fiables et de qualité afin d'assurer de manière efficace la mise en œuvre des politiques publiques, des stratégies et des programmes en matière de genre et de VBG au Mali.

Le programme Initiative Spotlight a accompagné le Gouvernement à travers le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille et l'INSTAT à la mise en place de la base de données sur les VBG tenant en compte les indicateurs des documents cadres du pays (Stratégie VBG, ODD, GVBIMS, Programme Conjoint MGF). En outre, 462 acteurs ont été renforcés sur la collecte, l'analyse et la diffusion des données statistiques sur les VBG au niveau national et dans toutes les régions du programme Initiative Spotlight. Les équipements et matériels adéquats ont été fournis pour le fonctionnement effectif de cette base de données. Le programme a également soutenu le développement d'un mécanisme de collecte, d'analyse et de remontée des données. Il faut noter que le processus se poursuit pour améliorer la plateforme avec l'appui de la firme Internationale qui a été commise à cet effet.

La prise en compte de l'esprit de la réforme du système des Nations Unies dans la mise en œuvre de l'Initiative Spotlight a été fondamentale dans l'atteinte des résultats du programme. Il y a eu un niveau de coordination assez important qui s'est concrétisé par des séries de rencontres inter-agences qui ont permis de s'accorder sur l'harmonisation des procédures de la sélection des IP, les mécanismes de suivi et évaluation, le système de rapportage, le plan de communication et de visibilité, sur la pérennisation des relations avec le gouvernement, la DUE et les partenaires de mise en œuvre. Cette collaboration inter agences favorise la durabilité des résultats du programme Certains acquis ou innovations apportés par le programme peuvent être renforcés après la fin du programme Initiative Spotlight par les autres interventions des agences. Cela a été également un élément catalyseur pour l'engagement des fonds d'autres bailleurs pour soutenir les acquis ou contribuer au cofinancement de certaines activités du programme Initiative Spotlight.

En termes de contributions à l'atteinte des Objectifs du Développement Durable le Programme Initiative Spotlight a constitué l'un des leviers fondamentaux pour la mobilisation du potentiel productif nécessaire à l'accélération de l'atteinte des tous les ODD. Au-delà de l'ODD 5 (« Parvenir à l'égalité des sexes et l'autonomisation de toutes les femmes et filles »), le programme a eu des impacts sur d'autres résultats comme l'ODD 1 (réduction de la pauvreté par l'autonomisation économique des femmes) et l'ODD 2 (sécurité alimentaire grâce aux activités de transformation agroalimentaire des femmes et jeunes filles bénéficiaires des AGR), l'ODD 3 (santé et bien-être via les One Stop Center), ou sur les ODD 4 (éducation par la réduction du taux d'abandon des filles en milieu scolaire) et ODD 8 (travail décent et croissance économique)

En effet, la promotion des droits des femmes et des filles ainsi que l'élimination des VFF contribuent à la croissance économique du fait qu'elles ont davantage accès aux ressources, à l'éducation et à des meilleurs emplois (ODD 8). Le programme a permis de renforcer les capacités des institutions en rapport avec l'ODD 16 (paix, justice et institutions efficaces) et également, pour les zones d'interventions en milieu urbain, à l'ODD 11 (environnement plus sûr à travers l'élimination des VFF, et un accès amélioré aux services de base). L'Initiative Spotlight s'inscrit entièrement dans le renforcement du partenariat mondial pour le développement (ODD 17) en réunissant l'ensemble des parties prenantes autour d'un objectif et d'un programme commun et en coordonnant leurs activités. Le Programme Spotlight a aussi un lien direct avec l'ODD 10 (réduction des inégalités) par sa prise en compte des besoins des groupes marginalisés, exposés à de multiples formes de discrimination croisée, en accord avec le principe LNOB.»

Pour conclure, le programme Initiative Spotlight est également en synergie avec l'Agenda 2063 de l'Union Africaine sur les pratiques sociales néfastes (notamment les mutilations génitales féminines et le mariage d'enfants) et les obstacles à la santé et à une éducation de qualité pour les femmes et les filles.

RAPPORTS SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME PARTICIPATIF DE SUIVI, D'ÉVALUATION ET D'ÉTABLISSEMENT DE RAPPORTS (P-MER)

L'intégration du P-MER dans le dispositif de suivi et évaluation du programme Initiative Spotlight a permis d'obtenir les données de qualité, d'assurer une gestion de connaissance des acquis et une meilleure appropriation des instruments de suivi et d'évaluation, et de partage de connaissance par les différentes équipes au sein des agences du SNU ainsi que des partenaires de mise en œuvre. Toute la mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight de 2019 à 2023, les agences bénéficiaires (les RUNO) et les partenaires de mise en œuvre ont pratiqué la méthodologie P-MER dans le cadre des activités suivantes :

- o Pour gérer l'interaction entre les parties prenantes (les OSC, les Communautés, le gouvernement et les Agences du SNU de mise en œuvre) ;
- o Pour assurer le suivi des agences dans la mise en œuvre du programme au niveau communautaire ;
- o Pour identifier et analyser les parties prenantes ainsi que leurs rôles et responsabilités ;
- o Pour effectuer l'échantillonnage géographique des zones d'interventions afin de les sélectionner en fonction des intérêts stratégiques des agences du SNU, du gouvernement, des OSC partenaires de mise en œuvre, de l'importance des interventions dans les localités, et du niveau d'atteinte des résultats ;
- o Pour renforcer les capacités des parties prenantes sur la collecte des données ;
- o Pour appliquer l'approche dans les groupements communautaires mis en place (les Écoles des Maris, les comités d'alertes et de veilles, les clubs des mères protectrices, etc.) afin que les communautés puissent évaluer elles-mêmes leur succès et ou leurs échecs vers l'objectif défini ;
- o Pour impliquer les agences dans la planification, la conception des outils, le partage, leur utilisation ainsi que la création de cadre périodique d'échange sur le programme ;
- o Pour tenir les réunions de suivi du programme entre la DUE et les agences du SNU ;
- o Pour préparer des missions de haut niveau et la collecte des données terrain lors des rencontres avec les partenaires de mise en œuvre et les bénéficiaires directs ;
- o Pour préparer et coordonner les missions conjointes de suivi avec toutes les parties prenantes du programme ;
- o Pour concevoir les questionnaires et les guides d'entretiens individuels et de focus group, questionnaire pour les informateurs clés en vue de collecter les données primaires qualitatives et quantitatives sur la mise en œuvre du programme ;
- o Pour établir des échantillons à enquêter en tenant compte de l'équilibre de la répartition entre hommes, femmes, filles et jeunes et aussi en fonction de leurs statuts socio professionnels ;
- o Pour collecter des données liées à la prise en compte du principe de « Ne laisser personne de côté » ;
- o Pour recueillir des données liées aux leçons apprises, les pratiques innovantes, prometteuses et bonnes.

B. CAPTURE DES CHANGEMENTS AU NIVEAU DES RÉSULTATS

Résultat 1 : Cadre législatif et politique

L'analyse du cadre législatif et politique du pays a permis de constater les insuffisances au niveau des lois et politiques existantes, leur incohérence et souvent leur inapplication. C'est pourquoi, pour mieux impliquer les législateurs dans le processus, un plan de renforcement de capacité des députés a été développé. Il s'agissait d'un plan de renforcement des capacités ciblant les 147 députés et l'administration parlementaire sur les concepts de l'égalité de genre, les VBG et des textes internationaux. Avec la dissolution de l'assemblée, l'équipe de l'Initiative Spotlight a exploré la possibilité de mettre en œuvre ce plan d'action avec la nouvelle autorité jouant office de députés pendant cette transition. Dans le cadre législatif et politique des résultats ci-après ont été obtenus :

Rapport d'avancement narratif annuel

o La contribution à la relecture du code pénal de 2001 prenant en compte la partie répressive de l'avant-projet de loi sur les VBG ;

o L'implication des décideurs politiques et administratifs dans le processus de l'abandon des violences basées sur le genre ;

o L'enregistrement de la signature de la toile d'abandon des VBG par de nombreux membres du Conseil National de Transition (CNT) ;

o L'engagement des membres des Institutions de la République comme le Conseil Économique, Social et Culturel (CESC) et le Haut Conseil des Collectivités Territoriales (HCCT) se sont engagés à soutenir le combat contre les violences au Mali ;

o La prise compte par le CNDH des questions de prévention et de réponse aux violentes faites aux femmes et filles comme priorité dans le cadre de ces activités d'appui et de plaidoyer envers le président, le premier ministre et le parlement ;

o Le renforcement de capacité de 770 agents points focaux de la police sur les outils de planification et d'analyse en matière de prise en charge du genre dans les projets et programmes et sur la budgétisation sensible au genre. Les formations ont également permis une meilleure appropriation des concepts et des étapes nécessaires à une bonne gestion des cas ; une amélioration de l'offre de services aux survivantes des VBG au niveau de la police nationale ;

o 125 acteurs clés de la justice, notamment des magistrats, procureurs et substituts de procureurs ainsi que les greffiers ont vu leurs capacités renforcées pour faire l'analyse, la relecture des textes législatifs en lien avec

l'élimination des VBG ;

o Les capacités techniques et institutionnelles de 1853 acteurs de défense des droits des femmes ont été renforcées sur l'élaboration et la budgétisation des plans d'actions qui intègrent les VBG, les pratiques néfastes, les mariages d'enfants, la santé de la reproduction, le cadre de suivi-évaluation, sur l'élaboration et la validation des outils d'identification et d'évaluation des capacités des acteurs ;

o La mise en place d'une Coalition Nationale de suivi du cadre législatif sur les VBG et pratiques néfastes à Bamako ;

o Des coalitions régionales des chefs religieux, traditionnels, communautaires et défenseurs des droits humains de plaidoyer et suivi du cadre législatif de lutte contre les VBG et pratiques néfastes ont été mises en place dans les zones d'intervention du programme Spotlight et disposent d'un plan d'action ;

o La réalisation de 60 cadres de concertations dans les communes dont les membres sont composés des chefs de villages, des membres du RECOTRADE, des maires, des enseignants, des associations de jeunes, des membres de la CAFO, des agents des centres de santé, les experts communautaires et la coordination pour informer, sensibiliser les communautés de base sur les textes nationaux et internationaux en matière d'élimination des VBG et l'avant-projet de loi contre les VBG, suivre régulièrement les activités sur le terrain et fournir des rapports.

Renforcement de capacité de 770 agents points focaux de la police outillés

Renforcement de capacité de 125 acteurs clés de la justice enforcés

Renforcement de capacités 1853 acteurs de défense des droits des femmes ont été renforcées

réalisation de 60 cadres de concertations dans les communes

Le Programme Initiative Spotlight a identifié en priorité la nécessité de soutenir les institutions aux niveaux national, déconcentré et décentralisé afin qu'elles puissent jouer leur rôle dans le processus des lois et politiques sur les droits des femmes et des filles en général et en particulier dans la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles.

Les capacités des institutions à mettre en œuvre des programmes et stratégies visant à répondre aux VBG ont été évaluées. L'évaluation a permis d'élaborer un plan de renforcement des capacités des institutions nationales et locales en matière de lutte contre les VBG et les VFF au Mali. Au moins 11 départements ministériels, 51 services techniques déconcentrés, la Primature ainsi que l'Assemblée nationale ont été concernés par cette évaluation. Les décideurs ainsi que les acteurs communaux comprennent mieux leurs rôles et responsabilités à accompagner le processus de lutte pour l'abandon des VBG au Mali.



Résultat 2: Renforcement des institutions

Durant la phase I du programme Initiative Spotlight, au moins 347 plans de développement des communes des zones d'intervention ont été révisés avec l'appui des partenaires d'exécution. Au moins 1 368 acteurs et actrices des institutions au niveau central ont vu leurs capacités renforcées dans le cadre de l'élaboration de programmes et de stratégies intégrant la budgétisation sensible au genre pour mieux prévenir et répondre aux violences basées sur le genre et aux pratiques néfastes. On note également le renforcement de capacités des acteurs et actrices de différents mécanismes existants (7 mécanismes dont le PNVGB, CNAPN, CROS, CLOS, AN, la Commission de loi des finances et budgétisation sensible au genre de l'AN et le réseau des femmes parlementaires et anciennes ministres) sur les outils de coordination, de mécanismes de suivi des VBG, pratiques néfastes et à la promotion de la santé reproductive.

Des plaidoyers ont été menés par les organisations de la société civile et qui ont permis de renforcer l'implication des autorités au niveau décentralisé (Gouverneurs, maires, présidents des assemblées régionales) visant entre autres à :

Des plaidoyers ont été menés par les organisations de la société civile et qui ont permis de renforcer l'implication des autorités au niveau décentralisé (Gouverneurs, maires, présidents des assemblées régionales) visant entre autres à :

- o Renforcer l'implication des autorités et leurs suivis de proximité dans les processus d'élaboration de programmes et de stratégies intégrant la budgétisation sensible au genre pour mieux prévenir et répondre aux VBG et aux PN ;

- o S'assurer de l'engagement des autorités à plaider pour l'intégration des VBG, VFF et pratiques néfastes et la promotion de la santé reproductive dans les processus d'élaboration des plans de développement social, économique et culturel.

Ce pilier s'est focalisé sur la prévention et le changement des normes sociales, notamment la transformation des normes de genre mettant un accent particulier sur les problématiques des violences basées sur le genre, des pratiques néfastes y compris la santé reproductive.

Le Programme a travaillé à différents niveaux et par l'intermédiaire de nombreux acteurs (les familles, les écoles, la communauté, les médias, les autorités, les leaders religieux et traditionnels) à partir des approches « transformatrices du genre » et « de communication pour le développement ».

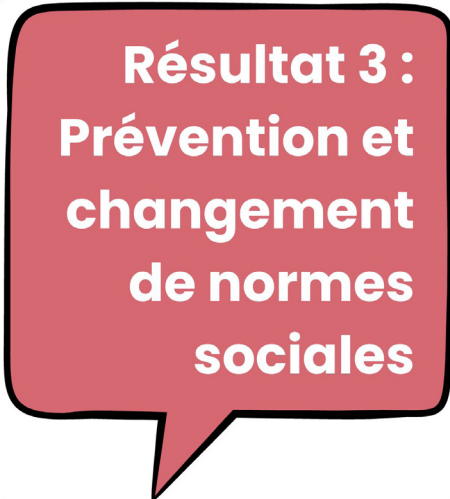
Concernant les activités en milieu scolaire :

Un espace sûr pour que les enfants, filles et garçons, apprennent leurs droits en milieu scolaire secondaire : Les programmes déroulés à l'école (diffusions des chartes de bonnes pratiques, leçons modèles, bandes dessinées sur les MGF et mariages d'enfants, fora de plaidoyers, conférences débats, débats intergénérationnels) ont permis l'amélioration des relations interpersonnelles entre élèves ; entre élèves et enseignants et entre parents et enfants selon les retours d'une Centre d'apprentissage Pédagogique regroupant plus de 100 écoles bénéficiaires du programme. Aussi, les clubs d'élèves (10 personnes dont 50% de filles) signalent des cas de violences aux directeurs et encouragent le respect des dispositifs de la charte de bonnes pratiques. La pair-éducation faite par les clubs d'élèves a permis d'instaurer le dialogue entre élèves, filles et garçons, sur les sujets de VBG et particulièrement sur les questions liées au mariage d'enfants, à l'égalité de genre et l'exercice de leurs droits, y compris les droits à la santé reproductive. Entre outre, les leçons modèles sur les VBG ont été préparées avec les responsables des centres d'animation pédagogique avant d'être dispensées dans les établissements et ont permis aux élèves de renforcer leurs connaissances et compétences pour influencer les changements des comportements au sein de leur famille respective.

Les programmes de prévention des VBG dans les écoles et hors des écoles ont été mis en œuvre avec un focus sur les MGF, le mariage d'enfants et la santé reproductive en impliquant les communautés pour promouvoir un environnement protecteur pour les jeunes femmes et filles. Au moins 696 429 adolescents (filles et garçons) ont participé à des programmes qui promeuvent les normes, attitudes et comportements liés à l'égalité de genre y compris la santé reproductive, la prévention de la Covid-19 et les risques accrus liés à l'augmentation des VBG en milieu scolaire.

La mise en place de 36 espaces sûrs fonctionnels ont permis d'enrôler plus de 1 200 adolescentes pour les sessions de sensibilisation et d'information sur les VBG/SR/VIH dans les Espaces Sûrs. Les capacités de 630 personnes ressources dont 220 femmes, 120 hommes, 210 filles et 80 garçons sont renforcées sur les droits des femmes/ SR/VBG.

Au niveau des activités communautaires : les mécanismes communautaires existant ont été renforcés (écoles modèles ; maris modèles...) afin de rendre plus efficace et dynamique la lutte contre les VBG. Le programme Spotlight a renforcé les capacités de ces différents mécanismes communautaires de lutte contre les VBG mis en place. Cette action a été finalisée avec l'élaboration et l'opérationnalisation des plans d'action avec des objectifs clairs. A titre d'exemple, 2 162 177 personnes ont été directement ou indirectement touchées par les actions de sensibilisation sur les violences faites aux femmes et aux filles, tandis que 516 maris modèles ont été formés et sont aptes à sensibiliser les populations sur les dangers des violences faites aux femmes et aux filles.



Résultat 3 : Prévention et changement de normes sociales

En ce qui concerne la participation des leaders religieux et communautaires : les capacités de 4 399 leaders religieux (musulmans, chrétiens) ont été renforcées en mobilisation sociale en faveur du changement de normes sociales positives. Deux argumentaires religieux (chrétien et musulman) ont été élaborés et ont été utilisés par les leaders religieux pendant les prêches et sermons (dont 53 par les leaders religieux musulmans dans les mosquées et 31 par les leaders religieux chrétiens dans les églises et temples). Au moins 7 279 leaders communautaires ont été sensibilisés sur les VBG et se sont engagés pour accompagner les activités du programme Initiative Spotlight.

Au niveau de du soutien apporté à l'autonomisation économique et au renforcement de la confiance en soi des filles adolescentes (15-17 ans) & jeunes femmes de 18 ans et plus déscolarisées & non scolarisées : Les capacités des adolescentes et jeunes femmes déscolarisées et non scolarisées ont été renforcées sur le leadership, le plaidoyer, la prévention et réponse aux VBG. Grâce à l'Initiative Spotlight ces adolescentes et jeunes femmes constituent un groupe de pression au niveau communautaire de prévention de mariage des filles avant l'âge de 18 ans et des pratiques de MGF. Les membres des groupements d'adolescentes tiennent des rencontres hebdomadaires, elles sensibilisent leurs collègues à travers l'éducation par les paires sur les VBG, MGF, mariages d'enfants et la santé de la reproduction.

En plus de promouvoir leur autonomisation effective, 1016 filles adolescentes non scolarisées ont participé aux activités de promotion de leur leadership combinées aux activités d'autonomisation économique, à travers des formations sur la gestion des activités économiques dans des filières saponification, transformation et conservation des pâtes d'arachide, fonio, et jus) afin de promouvoir leur épanouissement socioéconomique et leur émancipation. Cet épanouissement économique permet de contribuer au financement à des frais de scolarité des enfants (filles, garçons), à la santé familiale, aux événements sociaux et à assurer le transport du village aux structures de santé (One Stop Center) des survivantes de VBG pour bénéficier des soins gratuits.

En termes de résultats, de changement : 1 043 mariages de filles avant 18 ans ont été évité ainsi que 1 787 cas des MGF. Le programme Initiative Spotlight a permis de réduire considérablement les cas de mariage d'enfant et l'exode rural comme en témoignent les habitants dans les différents villages. Selon l'ONG TAGNE « Le constat est que l'autonomisation des adolescentes a considérablement réduit leurs expositions aux mariages avant 18 ans et leurs exodes vers les zones minières et les centres urbains. Ces adolescentes discutent des conséquences de la pratique des mutilations génitales féminines et du mariage des enfants sur la santé de la fille et de la femme dans tous les villages couverts par le projet. ». Elles contribuent à faire empêcher le mariage de leurs camarades grâce la reconnaissance communautaire de leur rôle de jeunes filles leader et aux négociations et médiations avec les familles des filles à risque. Elles peuvent rompre le cercle trans générationnelle de la VBG : selon les données collectées lors des consultations périodiques, elles affirment que leurs filles ne seront pas excisées et ne seront pas mariées avant 18 ans.



Prise en compte de l'équité homme femme dans le choix des participant/es aux formations et l'accès aux ressources : Les femmes sont désignées et participent aux formations autrefois réservées aux hommes. Il a été constaté que les femmes participent activement aux différentes réunions librement. Dans plus de la moitié des villages d'intervention du programme, les hommes ont accepté de céder un lopin de terre aux femmes dans le cadre de leurs activités de maraîchage ou pour en faire un champ individuel. Les femmes affirment qu'elles reçoivent de l'aide des hommes dans ces champs (appui à la confection des planches et à la production des pépinières). Ce qui était impensable il y a 3 ans de cela dans ces villages.

Les hommes appuient les femmes dans les travaux domestiques (équité) : 8/10 des hommes enquêtés ont cherché du bois de chauffage pour leurs femmes. Un jeune homme de Nioumamakan déclare : « grâce au programme Initiative Spotlight, nous sommes en bon termes avec nos femmes qui se sentent aimées et nous avons moins de problèmes avec elles ». Aussi, 5/10 des hommes s'occupent des enfants lorsque les mamans sont occupées à cuisiner. Selon une femme leader du village de Golo : « autrefois, lorsqu'un nourrisson pleurait, les hommes nous grondaient et nous obligeaient pour venir le prendre, mais de nos jours, au lieu de nous appeler, ils prennent eux même soin de l'enfant pour que nous puissions continuer nos tâches ». Une femme leader de Fadjabougou déclare que « actuellement les hommes creusent des puits dans nos jardins pour que nous puissions arroser nos plantes ».

Réduction des disparités de genre entre filles garçons en matière d'éducation : Selon les témoignages des directeurs d'écoles, les interventions menées dans les écoles ont réduit les disparités liées au genre. Selon le directeur qui coordonne tous les directeurs d'école d'un Centre d'Apprentissage Pédagogique de Kati : « les filles sont aujourd'hui plus nombreuses à être inscrites à l'école et à poursuivre leurs études au même titre que les garçons. Les enseignants prônent la justice dans l'environnement scolaire en évitant les stéréotypes dans la répartition des tâches (balayage des classes et nettoyage du tableau). De plus, on note une plus grande valorisation des filles : les adolescentes sont aussi libres de leurs mouvements que leurs homologues masculins. Les parents donnent les mêmes chances aux filles et aux garçons d'aller à l'école ».

Le programme Initiative Spotlight a également contribué à améliorer le statut des femmes et des filles dans la société malienne, grâce à leur implication directe dans la mise en œuvre de l'Initiative, en tant qu'agents de changement, l'appropriation de la part des communautés ainsi que le partenariat avec les Organisations Non Gouvernementale (ONG) féminines engagées dans la promotion et la protection des droits des femmes et des filles. Les données collectées auprès des hommes/maris/pères et des femmes ont enregistré un changement positif de la distribution du travail domestique et reproductif, y compris la collecte de bois pour allumer le feu et l'aide dans l'entretien des enfants.

La masculinité positive est renforcée à travers une meilleure implication des hommes et des garçons dans la réalisation de certaines tâches ménagères jusque-là exclusivement réservées aux femmes et filles notamment la corvée d'eau, le ramassage des ordures, l'entretien de l'enfant, les soins et le suivi de l'éducation des enfants. De plus, la réduction de certaines formes de discrimination à l'égard de la femme se traduisant par la réduction des violences conjugales dans les foyers à travers l'instauration du dialogue permanent entre les parents et entre parents et enfants est aussi très remarquable. Les hommes sont plus réceptifs à la fréquentation des structures de santé par les femmes en termes de soins pré, post, péri natal, suivie de la santé des enfants de 0 à 5 ans et les agressions physiques envers les femmes sont beaucoup réduites. Pour preuve le nombre de cas de violences physiques est relativement faible par rapport à l'année dernière à la même période : « Battre les femmes qui était choses courantes au sein de la communauté se trouve beaucoup réduit de nos jours. Les sensibilisations ont permis de diminuer les agressions physiques envers les femmes ainsi que les insultes entre époux et épouses » selon les directeurs techniques des centres de santé communautaire des communes de Sebecoro, Sagabala, Guihoyo et Nonkon. Les clubs des maris modèles ont largement contribué à l'atteinte de ces résultats

à travers les activités de sensibilisation des hommes.

Au niveau de la stratégie de soutien scolaire aux filles : La mise en œuvre d'une stratégie de soutien scolaire en faveur des mentorées candidates au diplôme d'études fondamentales dans le cadre des activités dans les espaces sûrs, le programme Initiative Spotlight a mis en place une stratégie qui a renforcé les capacités des filles qui ont atteint le niveau D.E.F, en partenariat avec les Centres d'Animation Pédagogique. Cette approche, facteur d'attraction et de motivation, a été très appréciée par les participantes et la communauté entière car elle a contribué à accroître les chances de réussite scolaire des filles en réduisant ainsi le risque d'exposition aux VBG (déscolarisation, mariages d'enfants...). Ainsi 1 885 mentorées ont bénéficié de cette approche, et 553 dont 15 candidates libres ont été admises à l'examen, soit un taux de réussite de 41,52%, plus élevé que le taux sexo-spécifique des filles dans leurs centres respectifs, environ 30%.

En ce qui concerne le renforcement des mouvements des jeunes : afin de faire entendre la voix des jeunes sur les questions qui les concernent, le programme Initiative Spotlight a renforcé les capacités de 2 associations de jeunes à base communautaire, le Comité Consultatif National des Enfants et Jeunes (CCNEJ) et l'Association des Enfants et Jeunes Travailleurs (AEJT), pour assurer le leadership et la participation accrue des adolescentes et jeunes. Ces associations ont encouragé les échanges communautaires en remettant en cause les normes sociales néfastes et les stéréotypes de genre, à travers l'animation de pages Facebook et de groupes WhatsApp. Ce partenariat fécond établi avec le CCNEJ et l'AEJT a permis de créer une page Facebook et un compte Twitter qui a touché environ 12 590 personnes.

Les capacités des Organisations de la Société Civile ont été renforcées sur la collecte et la gestion des données. Ces renforcements de capacités ont permis d'assurer un suivi et un rapportage de qualité des interventions de l'initiative Spotlight.

En ce qui concerne l'accès aux services sociaux de base, on note la fourniture d'un accès à des services appropriés et de qualité aux survivantes de VBG dans les One Stop Center. Les filles et femmes ont reçu des services de prévention, protection et soins sur les MGF, mariages d'enfants, violences sexuelles et physiques et autres types de VBG et de pratiques néfastes. Environ 70 304 personnes ont bénéficié d'interventions de prévention et de soins pour lutter contre le mariage des enfants.

Concernant l'équipement des mécanismes communautaires : les membres des comités et d'éveils et d'alertes sur les VBG ont été équipés avec 600 téléphones mobiles Android intégrant l'application MenEngage remis par programme Initiative Spotlight à travers le MPFEF aux adolescentes et aux jeunes femmes membres des groupements de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou et Bamako pour réduire les MGF, les mariages avant 18 ans et faciliter la prévention, le référencement ainsi que la gestion des cas de VBG.

Au niveau des initiatives de renforcement de capacité des médias : les capacités de plus de 200 journalistes et animateurs de radios ont été renforcées sur le traitement et la diffusion des informations sur les VBG, les droits des femmes et des filles, la santé reproductive, les normes sociales positives et le rapportage des informations sur le genre et les questions de VBG, conformément aux principes directeurs établis pour véhiculer des messages positifs sur l'égalité de genre. Ces formations ont également concerné les communicateurs traditionnels.

En termes de mobilisation sociale, une grande partie de la population est capable d'appréhender les effets néfastes des MGF, du mariage d'enfants, autres types de VBG et de pratiques néfastes. Certaines personnes prennent même position publiquement en faveur de l'abandon de ces pratiques. Au moins 6 619 déclarations publiques de soutien à l'abandon des mariages d'enfants et MGF ont été faites par les personnes influentes des localités d'intervention (leaders religieux,

communautaires, ambassadeurs de bonne volonté, etc.). Les populations ont été sensibilisées à travers une série TV sur les VBG intitulée « Danse inlassable » ou « Don ni Dongoma ». Cette série a été produite et diffusée en langue bamanan avec 53 épisodes abordant entre autres, les thématiques suivantes : mariage d'enfants, déscolarisation des filles, MGF, viol et violence sexuelle, trafic et traite des enfants.

Les journées dédiées aux préventions des violences à l'égard des femmes et filles telles que la commémoration des 16 jours d'activismes contre les violences faites aux femmes et aux filles, la commémoration de la journée internationale contre l'excision, la journée internationale de la femme, la journée de l'Enfant Africain etc. ont été célébrées. Ces journées ont été une tribune importante pour faire des plaidoyers afin d'attirer l'attention des décideurs sur les violences faites aux femmes et aux filles. A titre d'exemple, à l'occasion de la commémoration de la journée internationale du 06 février « Tolérance zéro » aux Mutilations Génitales Féminines a été une occasion pour renforcer les compétences des adolescentes et jeunes filles sur les méfaits des MGF à travers la distribution 500 exemplaires sur la bande dessinée à « Bande à Awa sur les MGF », la diffusion de l'épisode de dessin animé « La bande à Awa », et 500 exemplaires de publication sur les statistiques des MGF.

Avec l'Institut de recherche Overseas Development Institute (ODI), une revue détaillée de la littérature a été faite sur les normes sociales liées à la MGF ou Excision et approches en termes de changement de comportement pour lutter contre la MGF/E et le mariage des enfants. Ce qui permettra de développer un ensemble d'outils contextualisés pour le changement de comportement, qui sera testé puis mis à échelle. Aussi d'autres études sur les thématiques des VBG ont été menées. On peut retenir, entre autres :

- o Étude sur les normes sociales liées à la violence liée au genre, en particulier les mutilations génitales féminines/excisions et le mariage des enfants dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou et le district de Bamako.

- o Étude diagnostique des structures et acteurs producteurs de données sur les violences basées sur le genre, les pratiques traditionnelles néfastes et la santé reproductive dans les zones d'intervention du Programme Initiative Spotlight.

- o Étude sur l'accès des personnes survivantes de VBG à l'information et aux services de prise en charge holistique au niveau des One Stop Center et l'élaboration d'un plan de durabilité pour renforcer lesdites unités.

- o Étude sur la réponse aux violences faites aux femmes et aux filles (qualité, disponibilité et utilisation des services essentiels de prise en charge des VBG, pratiques néfastes et santé de la reproduction).

- o Étude sur les déterminants des violences basées sur le genre en milieu scolaire et universitaire.

- o Guide national de facilitation du Mali en matière de violences basées sur le genre.

- o Étude sur les priorités en santé et reproductive des adolescents et jeunes dans la région de Sikasso.

- o Étude diagnostique des structures et acteurs producteurs de données sur les VBG, les Pratiques traditionnelles néfastes dans les zones d'intervention du programme Initiative Spotlight : Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou et le district de Bamako.

- o Étude sur les déterminants des Violences Basées sur le Genre (VBG) en milieu scolaire et universitaire dans les régions d'intervention du programme Initiative Spotlight au Mali.

S'agissant de l'offre de service aux personnes survivantes notamment leur prise en charge, divers types de services intégrés de prise en charge conjugués à des initiatives de renforcement de capacités ont permis d'obtenir des résultats ci-après :

En collaboration avec l'ensemble des partenaires œuvrant dans le domaine de la prise en charge des survivantes, des SOP (Standard Opération Procédure) ont été élaborés afin d'harmoniser le référencement et la prise en charge des survivantes de VBG. Conformément aux objectifs du pilier 4, le Programme Initiative Spotlight a facilité l'élaboration d'un protocole de prise en charge des personnes survivantes de VBG. Ce document de référence constitue une avancée majeure dans l'offre de service de qualité aux victimes de violences basées sur le genre. Il permettra d'avoir une démarche claire et acceptée de tous sur la prise en charge des personnes survivantes. Le protocole a permis d'améliorer la qualité de l'offre des services et de rendre plus efficace la prise en charge holistique (gratuite) des personnes survivantes de la violence basée sur le genre.

**Résultat 4 :
Services de
qualité**

3 107 prestataires clés intervenant dans la prise en charge holistique disposent des compétences nouvelles pour une prise en charge de qualité grâce à des activités de renforcement de capacité déroulées par le programme Initiative Spotlight.

10 One Stop Center ont été mis en place et sont fonctionnels. Le programme Initiative Spotlight a continué d'accompagner les 10 One stop center mis en place pour leur fonctionnement, tout en renforçant la qualité de l'offre de service et l'acceptabilité par les communautés. Au moins 29 885 personnes ont été directement informées et sensibilisées sur les VBG et sur les services de prise en charge au niveau local. Le dispositif de prise en charge est reparti géographiquement de la manière suivante :

Tableau : Répartition des One Stop Center par régions

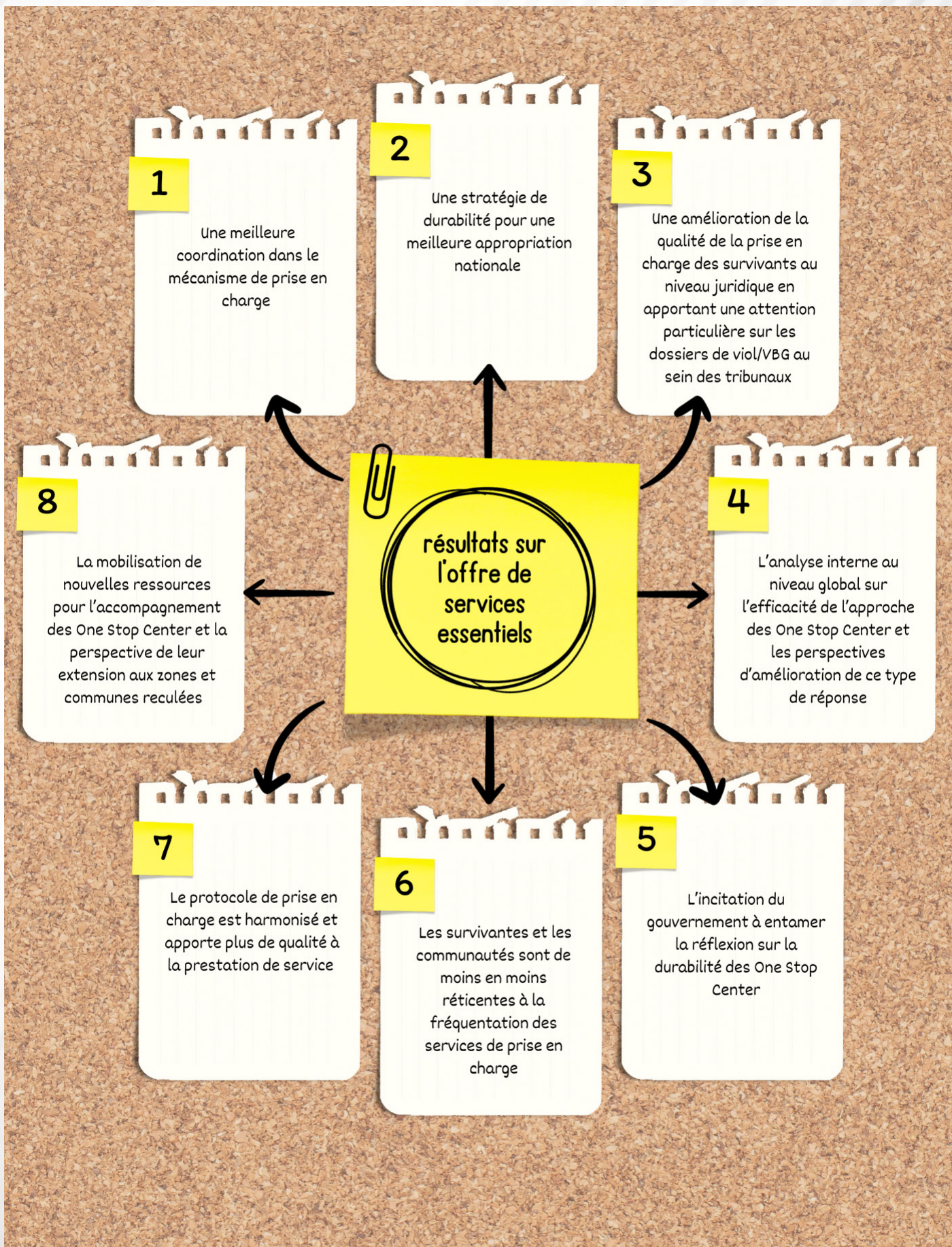
Régions	Quantité	Sites	Statut actuel
Kayes	02	Kayes & Diéma	Opérationnels
Koulikoro	02	Koulikoro & Kangaba	Opérationnels
Sikasso	02	Sikasso & Koutiala	Opérationnels
Ségou	02	Ségou et San	Opérationnels
District de Bamako	02	Communes I & IV	Opérationnels

Au moins, **5 814 personnes** survivantes de VBG ont bénéficié d'une prise en charge intégrée par le programme Initiative Spotlight et ses partenaires à travers les dispositifs d'offre de service appropriés.

275 magistrats et auxiliaires de la justice ont bénéficié de renforcement de capacités dans le cadre de la prise en charge sécuritaire, juridique et judiciaire. Ces formations leur ont permis de mieux prendre en charge les cas de VBG du point de vue juridique et judiciaire.

1 925 leaders communautaires et religieux ont été formés sur le signalement des cas de violences et leur orientation vers les structures appropriées de prise en charge holistique. Ces leaders sont impliqués dans les activités d'information, de sensibilisation des communautés sur les questions de droit des femmes et de VBG et pratiques néfastes.

Pour plus de coordination dans le référencement et la prise en charge des personnes survivantes, le programme Initiative Spotlight en partenariat avec le ministère de la Promotion de la femme, de l'Enfant et de la Famille et d'autres acteurs clés ont organisés plusieurs missions de suivi, rencontres de coordination de la prise en charge des personnes survivantes de VBG et d'un atelier bilan. On note quelques résultats sur l'offre de services essentiels aux personnes survivantes :



Résultat 5 : Qualité des données

Ce pilier du programme Initiative Spotlight qui porte sur la production des données statistiques fiables sur les VBG au Mali a enregistré des résultats encourageants surtout d'ordre organisationnel. On peut évoquer entre autres :

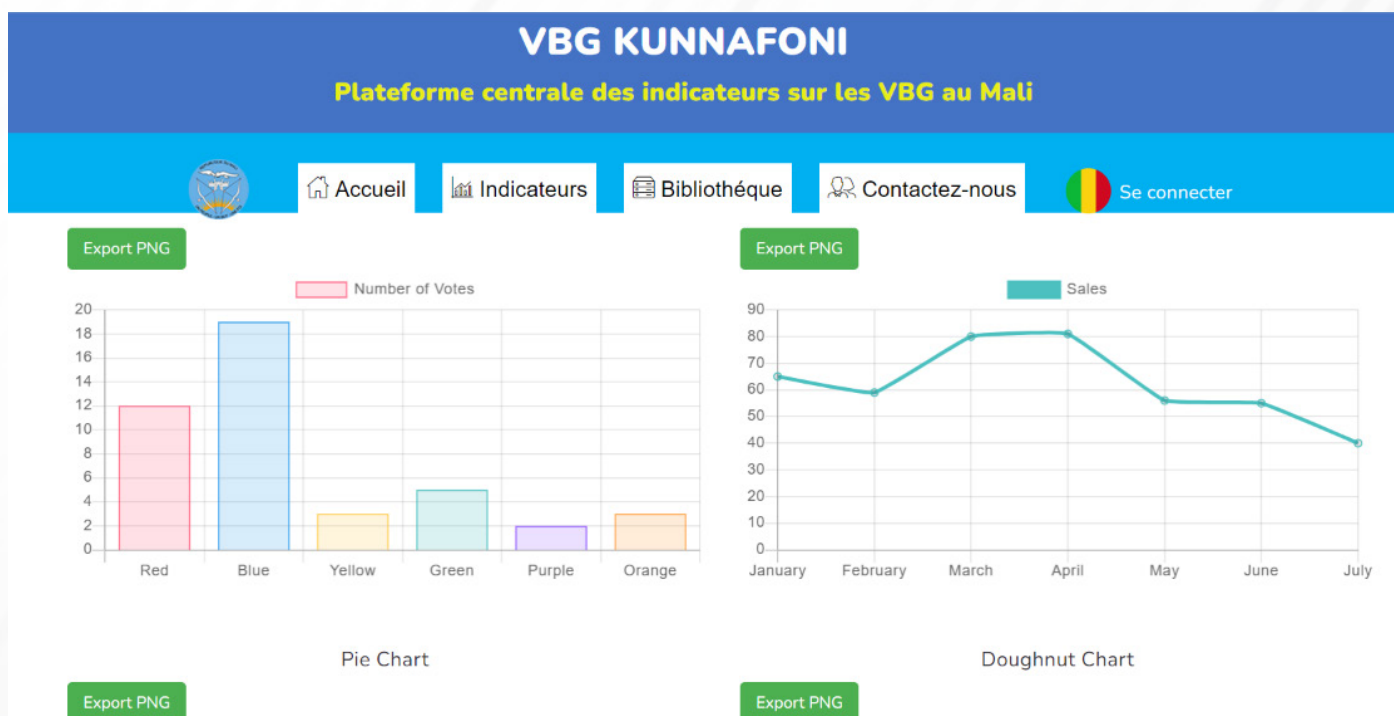
o Les conclusions des Gap sur la production de données VBG sont désormais connues par l'ensemble des acteurs grâce à l'INSTAT. Aujourd'hui, toutes les structures clés impliquées dans la production de données sont engagées dans la dynamique de production de statistique sur le Genre.

o L'engagement de plus en plus grandissant de l'INSTAT pour amorcer la production de statistiques sur les VBG au Mali et le renforcement de ses capacités a été une activité primordiale dans la production des statistiques sur le genre.

o La disponibilité d'une base de données nationale sur les indicateurs VBG au Mali. En effet, cette base de données est un véritable outil d'information sur la prévalence des VBG au Mali et est accessible à tout le monde. Ainsi, décideurs, chercheurs et partenaires au développement disposent désormais d'une plateforme unique où les données sur les VBG au Mali peuvent être centralisées, consultées ou collectées. Les administrateurs ont été identifiés et le processus de formation des acteurs est en cours.

Le lien de la base de données est :

https://srv19.optingov.com/vbd_web_app/public/index.php



462 acteurs des régions sont capables de faire la collecte, l'analyse et la diffusion des données statistiques quantitatives et qualitatives sur les VBG.

Les interventions du programme sur ce pilier 5 ont contribué ainsi à rendre disponible les données fiables pour renforcer les sources existantes de collecte au niveau national comme EDS, MICS et le GBVIMS, à mieux cerner entre autres : la problématique des VBG et mariages d'enfants grâce aux études réalisées ; l'amélioration de la couverture nationale des mécanismes de collecte de l'information sur les VFF, y compris les VBG et pratiques néfastes ; un meilleur ciblage des interventions sur les questions liées aux VBG.



**Résultat 6 :
Renforcement
des
mouvements
féminins**

Afin d'atteindre les objectifs de l'Initiative Spotlight au Mali, il est primordial d'avoir un mouvement de femmes et d'organisations de la société civile renforcées et capables de conduire un plaidoyer de haut niveau auprès des autorités administratives, politiques et communautaires. Pour permettre aux mouvements féminins défenseurs des droits des femmes de jouer pleinement leur rôle, une série d'activités d'appui a été lancée à leur attention.

Un répertoire numérique de plus de 250 groupes de défenses des droits des femmes et organisations de la société civile des zones d'intervention du programme et intervenant dans le domaine de l'égalité de genre et des VBG sous la gestion de UN Women est disponible. La mise en place de ces groupes de défenses des droits des femmes en 05 réseaux dans 4 régions et le district de Bamako disposent d'un plan d'action de lutte contre les VBG en vue d'assurer la promotion de la santé de la reproduction, la masculinité positive, le plaidoyer, la communication et la mobilisation des ressources. Le programme Initiative Spotlight a intégré le principe « **leave no one behind** » à travers la mise en œuvre des interventions du programme. A titre d'exemple, l'Association des Femmes Handicapées (AMAFH), des groupes de femmes faisant face à de multiples formes de discriminations croisées, ont bénéficié d'une remise de kits de dignité et d'une formation de 75 femmes vivant avec un handicap ou le VIH sur le genre et les VBG, contribuant ainsi à la célébration de la journée internationale des personnes handicapées.

La synergie développée entre trois (3) organisations de jeunes partenaires (Organisation Malienne de Psychologie, Musodev et la Plateforme des Jeunes) a permis à 753 jeunes, dont 500 femmes et 253 hommes d'améliorer leurs connaissances sur la santé reproductive, l'hygiène menstruelle et le concept du genre, les VBG et les masculinités positives dans les différentes communes du district et les régions de Kayes, Sikasso, Ségou et Koulikoro dans le cadre de l'appui aux initiatives des jeunes pour la commémoration de la journée internationale de l'hygiène menstruelle. Cette activité a été également l'occasion de rappeler les droits et devoirs des aides domestiques et employeurs et le rôle que l'état central doit jouer dans l'amélioration des conditions de vie de celles-ci.

L'existence d'une application mobile d'information, de sensibilisation et de plaidoyer (l'application ZERO VBG) : Le contenu de l'application **ZERO VBG**, élaboré afin de d'informer, de sensibiliser, de dénoncer, et d'alerter les cas de violence, a été actualisé. De nouvelles informations sont accessibles. Le contenu est disponible dans certaine langue Nationale (Bambara, Peulh, Soninké) y compris quelques techniques de self défense afin de permettre aux jeunes filles et femmes de se protéger contre les agresseurs. L'application est en pleine extension, elle dispose des espaces qui facilitent la mise en relation des survivantes et les spécialités de prise en charge psycho sociale

entre autres fonctionnalités. Environ **1 624 téléchargements** ont été effectués et plus de 15 800 dont 9 000 femmes ont été touchées par les activités de sensibilisation d'information organisées autour de l'application dans les communautés.

Lien de l'application :

<https://play.google.com/store/apps/details?id=com.janngotech.dev.musodev.zerovbg>

L'accompagnement des organisations de jeunes aux niveaux scolaire et communautaire pour former des coalitions nationales, régionales et locales de veille et de surveillance des violences faites aux femmes, pour soutenir et renforcer le plaidoyer en faveur de l'harmonisation de l'environnement législatif du Mali avec les normes et standards internationaux et le changement des normes sociales. Les changements et résultats obtenus à la suite de ces actions de renforcement des mouvements des femmes vont du changement de mentalité à l'endroit des femmes et des filles sur les questions liées au VBG, à la réduction des cas de VBG et l'autonomisation des femmes et des filles. Les impacts majeurs se résument ainsi à :

01

Une réduction des cas de VBG, y compris des mariages d'enfants dans les communautés

02

Un engagement des personnes influentes, leaders religieux et communautaires provoquant un changement d'attitudes positives envers les VBG, mariage d'enfants, MGF

03

Une augmentation considérable de la masculinité positive dans les zones d'interventions réduisant les violences physiques et émotionnelles envers les femmes, filles y compris les personnes exposées à de multiples formes de discriminations croisées

04

Une amélioration des conditions de vie des femmes dans les communautés ciblée grâce au travail sur les normes sociales et les programmes d'insertion économique et d'accès aux services essentiels de prise en charge

05

Une amélioration des connaissances des communautés à briser le silence sur les questions de VBG et engager des dialogues soutenus et de plaidoyer de haut niveau et une plus grande synergie d'action entre les acteurs clés

Rapport sur la Santé Reproductive (RS)

L'ensemble des renforcements de capacités incluent une dimension santé reproductive qui est une thématique nécessaire pour la compréhension des violences basées sur le genre. Cette stratégie a permis d'aborder des sujets sensibles portant sur les VBG, les pratiques néfastes (MGF, mariages d'enfants) sous l'angle plus accepté des conséquences médicales. Le programme Initiative Spotlight et d'autres partenaires à travers le comité technique mis en place par le Ministère de l'Éducation Nationale avaient développé les Termes de Référence nécessaires pour avancer sur le développement de modules spécifiques d'enseignement. La démarche a été ralentie par la volatilité sociopolitique que connaît le pays et la nécessité de faire valider ces TDR par un comité multisectoriel qui avait été créé en 2018 pour travailler sur la thématique.

Compte tenu que la santé reproductive est l'un des secteurs clés des interventions du Programme Initiative Spotlight, les activités dans ce secteur ont effectivement été entreprises durant toute la mise en œuvre dudit programme :

- o Les coachings des jeunes et adolescents sur la santé reproductive : activités de santé maternelle concernant les jeunes et les adolescents ont été menées sur le programme à travers les espaces sûrs mis en place.

- o La prise en charge médicale des survivantes de violences sexuelles : l'une des principales activités des One Stop Center est la prise en charge médicale des cas de violence sexuelle. Ainsi, ces cas entrent dans le cadre de la santé reproductive.

- o L'appui à la réparation et à la prise en charge des séquelles de mutilation génitale féminine (MGF) : Les ONG partenaires sur le terrain font de l'appui conseil aux adultes souffrant des séquelles des MGF. Ces victimes sont orientées vers les One Stop Center pour une prise en charge médicale.

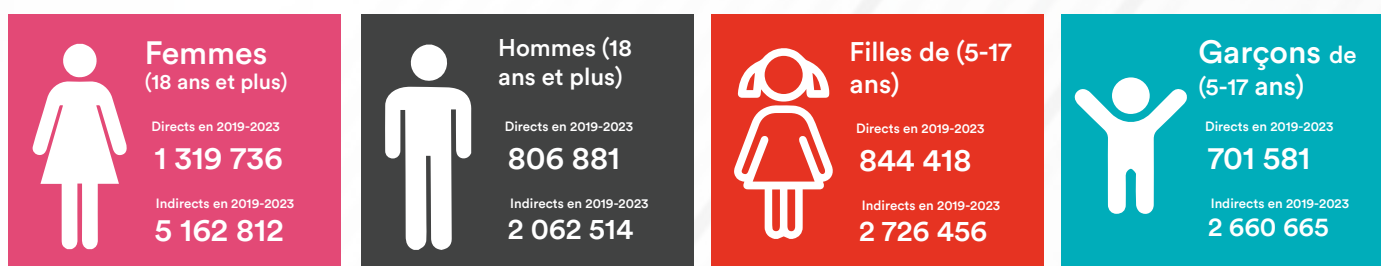
- o Le renforcement des capacités des prestataires de santé sur la gestion clinique des cas de violence sexuelle : la prise en charge médicale des cas de violence sexuelle nécessite une formation adaptée à ces cas.

- o Le renforcement des connaissances des adolescentes et jeunes sur la gestion de l'hygiène menstruelle et la mise à disposition des kits : l'un des défis majeurs des adolescentes et jeunes au niveau communautaire est la gestion de l'hygiène menstruelle d'où la nécessité de renforcement des capacités.

Titulaires de droits (« bénéficiaires » du programme Initiative Spotlight)

Les bénéficiaires

Le programme Initiative Spotlight est conçu pour prévenir et lutter contre les violences basées sur le genre. A ce titre, toutes les couches des communautés sont bénéficiaires des interventions du programme. Cependant, il a ciblé en particulier certaines catégories de la population telles que les femmes, les filles et les garçons se situant dans une tranche d'âge donnée. Durant toute la mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight, les personnes dans les tranches d'âge indiquées ont été largement touchées, comme indiqué dans le tableau ci-dessous :



Total	
Directs en 2019-2023 3 672 616	Indirects en 2019-2023 9 882 680

Données issues des rapports des OSC partenaires et des DRPFEP et sur la base du cumul des bénéficiaires de chaque catégorie

Défis et mesures d'atténuation

Défis/difficultés	Solutions proposées
Risque lié à l'instabilité due au conflit.	L'équipe de mise en œuvre a surtout travaillé avec les informations sécuritaires de UNDSS, et aussi privilégié les zones les moins à risque d'attaque djihadiste/ de déstabilisation.
Insécurité grandissante affectant de nouvelles zones du programme.	Travailler avec les informations sécuritaires fournies par les Nations unies et avec les partenaires sur les terrains.
Les difficultés liées à la réouverture des écoles dans le contexte de crise sanitaire et sociopolitique ont entièrement mobilisé les autorités et acteurs de l'éducation et ont ralenti les activités de diffusion des chartes de bonnes pratiques et le travail sur l'intégration de la santé reproductive dans les programmes scolaires et de formation des maîtres.	Les activités d'information, de sensibilisation et de mobilisation au sein des écoles ont été lancées avec dynamisme dès la réouverture des classes et se poursuivront sur la fin de la Phase I et la deuxième phase, y compris l'élaboration et la diffusion des chartes de bonnes pratiques. Le comité multisectoriel que le M&E sur la question de la SR étant prévue est toujours en attente de confirmation Cependant un suivi constant a été fait pour qu'il se tienne dans les meilleurs délais.

<p>L'insécurité grandissante dans certaines zones d'intervention du projet à travers la présence des bandits armés et djihadistes impactant les partenaires.</p>	<p>Éviter de se déplacer entre les villages d'intervention du projet à certaines heures tardives surtout la nuit - se déplacer toujours en équipe. Recueillir des informations sécuritaires auprès des autorités administratives et leaders communautaires avant de se déplacer. Les partenaires ont dû prendre des mesures spécifiques pour assurer la sécurité de leurs équipes.</p>
<p>Risque d'inadaptation du cadre législatif.</p>	<p>Rapide implication des parlementaires à travers les activités de renforcement du pilier 1 ; cela a permis de préparer le terrain.</p>
<p>Risque d'accès limités aux infrastructures.</p>	<p>Établir des partenariats de mise en œuvre avec les OSC/ONG.</p>
<p>La loi de silence des femmes/filles victimes des VBG.</p>	<p>Mise en place de mécanismes communautaires d'alerte notamment à travers le pilier 3.</p>
<p>Crise mondiale ou régionale empêche la mise en œuvre ou entraîne des circonstances atténuantes.</p>	<p>Pour palier cela le programme a travaillé avec l'expertise locale en la couplant toujours avec les experts internationaux qui travailleront en « home-based »</p>
<p>Risque que l'efficacité du programme soit affectée due aux faibles compétences des IP.</p>	<p>Le processus de sélection des IP a été fait à travers un processus compétitif et transparent par un comité de dépouillement composé de toutes parties prenantes du programme.</p>
<p>Manque d'accès aux nouvelles technologies.</p>	<p>Le programme a initié des méthodes de communication jugées assez stables (création de groupe WhatsApp avec les toutes parties prenantes).</p>
<p>Risque de mauvaise gestion financière.</p>	<p>Un « point focal finance » du programme Initiative a été identifié au sein de chaque agence et a travaillé avec les IP afin qu'ils respectent les procédures administratives et financières des agences respectives.</p>
<p>Disponibilité limitée des données.</p>	<p>Prise en compte par le pilier 5 avec l'élaboration de PTA avec l'Institut National de la Statistique.</p>

Déficit de synergie entre les acteurs	Organisation périodique des rencontres avec le RCO.
Instabilité politique provoquant des changements à la tête des ministères partenaires.	Impliquer les cadres techniques des ministères afin de perpétuer la mémoire des actions en cours. La programmation d'un atelier de planification et de réorientation de certaines activités avec toutes les parties prenantes impliquées dans la mise en œuvre du pilier-2.
Timide engagement de certains acteurs stratégiques dans la lutte contre les VBG à travers les One Stop Center.	Rediscuter le partenariat et les conditions des acteurs impliqués dans la prise en charge des victimes.
Résistance de certaines communautés traditionnellement ancrées dans les pratiques néfastes.	Des études CAP doivent être menées pour mieux comprendre les «Non-dits» afin d'explorer des stratégies appropriées.
Le Covid- 19 avec la fermeture des écoles et l'interdiction des regroupements de masse a limité les activités de communication de masse.	Mettre le focus sur le focus-group discussion prenant au maximum une dizaine de personnes au niveau communautaire. Les partenaires ont adapté d'autres approches telles les émissions sur les antennes des radios de proximité et l'utilisation des outils digitaux.
La montée en puissance des leaders religieux musulmans qui s'opposent à la loi pénalisant les VBG et le relèvement de l'âge du mariage de la fille de 16 à 18 ans.	Intensifier les plaidoyers et les séances d'information des leaders religieux afin qu'ils comprennent la dangerosité des VBG sur la santé de la femme et de la fille.
Arrêt de la collaboration avec l'Assemblée Nationale pour la mise en œuvre du plan de renforcement des capacités des députés.	Attendre la mise en place effective du Conseil National de la Transition, ses différentes commissions et composantes et les profils des acteurs et actrices.
La difficulté de trouver une bonne expertise au niveau national sur certains volets du Programme.	Pour ce point, le processus de mise en place de la base des données a connu un retard dans son démarrage pour des raisons liées à l'indisponibilité des ressources techniques adéquates. Une firme internationale et un consultant international ont été recrutés afin de rendre effectif la mise en place et le renseignement de la base des données.

<p>La réticence de certaines communautés à amorcer le changement de mentalité face à l'excision et aux pratiques néfastes.</p>	<p>La transformation de normes sociales qui constituent généralement les attitudes, les us et coutumes, les stéréotypes, les pratiques nuisibles à la santé de la femme et de la fille nécessitent des investissements de fonds vu la réticence d'un certain nombre de groupes cibles. Il a été mis en place des comités de veille et d'alerte précoce composés des membres des communautés, des espaces sûrs, de clubs de maris et de futurs maris pour une responsabilisation des acteurs et leur implication.</p>
<p>L'influence négative des groupes religieux sur les politiques et décideurs rendant difficile la prise de décision éclairée.</p>	<p>Les leaders religieux et les autres acteurs influents au sein des communautés sont des acteurs indispensables pour la pérennisation des interventions et la forte implication de tous les acteurs sur le terrain. Ces groupes sont des acteurs et des bénéficiaires des interventions du Programme. Ils sont les membres actifs des comités de veille, des espaces sûrs, des clubs de maris et des clubs des futurs maris.</p>
<p>La faible maîtrise des questions de VBG et droits humains par les agents de terrain.</p>	<p>Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme, à travers les activités de transformation des normes sociales et de prise en charge des cas de VBG, plusieurs acteurs ont été formés et renforcés afin de jouer pleinement leur rôle d'acteurs de transformation.</p>
<p>La complexité à rendre opérationnel les One Stop Center vu le nombre d'acteurs à mobiliser.</p>	<p>Pour l'appropriation par les acteurs, il est nécessaire de mettre ensemble tous les acteurs clés (santé, développement social, justice, promotion de la femme). Des concertations et implication de ces acteurs se poursuivent pour la durabilité.</p>
<p>Les coûts élevés n'ont pas permis la diffusion de la série télévisée sur d'autres chaînes que l'ORTM 1 avant décembre 2021. La diffusion sur d'autres chaînes, y compris internationales n'a pu se faire.</p>	<p>Les Nations Unies cherchent à mobiliser des fonds complémentaires afin de diffuser la série sur d'autres chaînes bien suivies au niveau de la région Afrique de l'Ouest. Dans le cadre des 16 jours d'activisme en décembre 2021, la série a été rediffusée sur les chaînes de télévision Africable et Renouveau avec des fonds de l'Initiative Spotlight et des fonds complémentaires de l'UNICEF.</p>

<p>La loi sur le mariage (16 ans) adoptée par l'État entrave l'adhésion à l'idée de 18 ans pour donner sa fille en mariage.</p>	<p>Poursuivre les actions de plaider au niveau communautaire pour influencer les décideurs mais surtout les autorités communales à adhérer à l'idée de 18 ans.</p>
<p>La réaction des leaders religieux contre l'avant-projet de loi contre les VBG a obligé le Programme à ralentir les actions.</p>	<p>Le programme a initié des actions de formation/ sensibilisation et plaider à l'attention des Chefs traditionnels et religieux au niveau communautaire.</p>
<p>La réticence de certains leaders religieux à Didiéni, cercle de Kolokani, région de Koulikoro</p>	<p>Intensifier les interventions avec les leaders religieux et solliciter leur appui pour sensibiliser leurs pairs. La transformation de normes sociales qui constituent généralement les attitudes, les us et coutumes, les stéréotypes, les pratiques nuisibles à la santé de la femme et de la fille nécessitent des investissements de fonds vu la réticence d'un certain nombre de groupes cibles. Des comités de veille et d'alerte précoce ont été mis en place. Ceux-ci sont composés des membres des communautés, des espaces sûrs, de clubs de maris et de futurs maris pour une responsabilisation des acteurs et leur implication.</p>
<p>La disponibilité des institutions cibles de certaines actions, ce qui empêche la mise en œuvre du plan de renforcement des capacités élaboré dans ce sens.</p>	<p>Renforcer la synergie d'action de façon inclusive pour l'ensemble des acteurs de manière à créer une dynamique inclusive pour la bonne mise en œuvre des activités.</p>
<p>Les grèves de certains syndicats de travailleurs de l'administration territoriale et des collectivités ont considérablement ralenti le démarrage des activités selon les planifications.</p>	<p>Revoir l'approche en incluant l'autorité municipale parallèlement à l'administration.</p>
<p>Les défis liés à la coordination avec les services techniques régaliens et les acteurs déconcentrés dans les régions.</p>	<p>Créer des cadres de concertation inclusive et permanente entre les services techniques régaliens et les acteurs déconcentrés dans les régions y compris ceux de la société civile.</p>
<p>La disponibilité d'un certain niveau d'expertise au niveau local.</p>	<p>Le renforcement des capacités de l'INSTAT et la mise en place de la base de données nationale pourront combler ce déficit.</p>

<p>La nécessité de comprendre les changements profonds souhaités par le Programme Initiative Spotlight dans la structure de production de statistiques.</p>	<p>Le Programme travaille avec l'INSTAT afin de s'assurer que cette transformation structurelle soit clairement perçue.</p>
<p>Problème de ressources pour la réinsertion socioéconomique des survivantes.</p>	<p>La complémentarité avec d'autres interventions et la mobilisation de ressources complémentaires dans le domaine des AGR sont des solutions envisagées.</p>
<p>Réduction les règlements à l'amiable des cas de VBG.</p>	<p>Faire prendre consciences des risques liés au règlement à l'amiable des questions de VBG (la récurrence).</p>
<p>Réduire davantage la stigmatisation des survivantes pendant le processus de prise en charge.</p>	<p>Partenariat afin d'intégrer davantage les One stop Center au sein des maternités. Le programme Initiative Spotlight a appuyé le Gouvernement à travers le MPFEF et les centres spécialisés à l'intégration des services des One Stop Center dans les services des structures sanitaires ; à la mise en place d'un comité national de suivi des One Stop Center conformément aux principes directeurs, au renforcement des capacités des personnels des structures clés.</p>
<p>La stabilité de certaines corporations au niveau local au regard de la mobilité du personnel.</p>	<p>La multiplication des renforcements de capacité des acteurs impliqués dans la prise en charge des cas de VBG, il s'agit de la gestion clinique des cas de Viol/ VBG, la prise en charge holistique (accueil, orientation, prise en charge holistique, médicale des cas de VBG).</p>
<p>Les groupements d'adolescents étaient confrontés à la pénurie de matières premières fabrication du savon car certains produits sont inaccessibles (huile de palme, huile palmiste) à cause de l'embargo ce qui a favorisé la réduction de ces produits sur le marché et l'augmentation du coût de production.</p>	<p>Changer d'huile et utiliser des huiles de même qualité disponible sur le marché. Augmenter le prix du morceau de savon à la vente. Certains groupements se sont engagés à faire des champs d'arachide pour faire face à ce problème.</p>
<p>Certaines communautés villageoises dans les cercles de Kati et Kolokani restent toujours réticentes par rapport à l'abandon des MGF et des mariages d'enfants bien qu'elles cohabitent avec plusieurs villages qui ont déjà abandonné ces pratiques.</p>	<p>Les villages réticents recommandent aux projets de leur donner plus de temps de réflexion. Certains villages craignent aussi de s'engager à travers un document écrit dont ils ignorent la portée.</p>

<p>La fin du projet et le retard dans le renouvellement des accords de coopération, fautes de fonds, risque de mettre en mal le processus de changement de pratiques déjà amorcé.</p>	<p>Faire des plaidoyers auprès des donateurs pour la mise à disposition de fonds adéquats pour des programmes à long terme. Anticipation des besoins en liquidité pour la continuité des activités.</p>
<p>La difficulté de trouver une bonne expertise au niveau national sur certains volets du programme.</p>	<p>Pour ce point, le processus de mise en place de la base des données a connu un retard dans son démarrage pour des raisons liées à l'indisponibilité des ressources techniques adéquates. A date, une firme internationale a été recrutée et un consultant international ainsi qu'un consultant national pour la mise place de la base de données, le suivi pour son fonctionnement.</p>
<p>Persistance de certains goulots d'étranglement dans la chaîne pénale pour une prise en charge de qualité des survivantes.</p>	<p>Introduire la question avec les autorités du ministère de la justice afin de trouver une solution durable.</p>
<p>La prise en charge des One Stop Center par le dispositif étatique.</p>	<p>Faire prendre conscience des risques liés au règlement à l'amiable questions de VBG (la récidive).</p>
<p>Le désistement des survivantes pour donner suite à la pression communautaire.</p>	<p>Orienter davantage la sensibilisation communautaire sur cet aspect, afin d'encourager la poursuite des auteurs de VBG.</p>
<p>L'instabilité du personnel des structures impliquées dans le programme, surtout les One Stop Center.</p>	<p>Augmenter le nombre de points focaux par structure afin de pallier les effets de la mobilité sur le mécanisme de prise en charge établi.</p>

Leçons apprises et nouvelles opportunités

a. Leçons apprises

Dans cette section consacrée aux «Leçons apprises», nous mettons en évidence les principaux enseignements tirés de notre expérience dans la mise en œuvre du programme Initiative Spotlight. Ces leçons sont essentielles pour comprendre ce qui a fonctionné, ce qui a contribué au succès et ce qui a moins bien fonctionné ainsi que ce qui peut être amélioré de nos actions en faveur de la lutte contre les violences à l'égard des femmes et des filles. Ces enseignements nous guident vers des approches plus efficaces en matière de lutte contre les VBG.

- o Le théâtre forum (brise-glace) qui permet de provoquer des dialogues sociaux sur les questions sensibles et autres tabous sans heurter la sensibilité des populations ;

- o L'implication des leaders religieux (toutes confessions confondues) a été déclarée efficace dans plusieurs villages pour accélérer l'abandon de pratiques néfastes, limiter les cas de VBG et de mariage des enfants. Cette implication a créé des opportunités de sensibilisation et de plaidoyer dans leurs propres communautés et de communication avec leurs pairs opposants pour en faire des alliés dans la promotion de l'abandon des MGF, mariages d'enfants et autres violences basées sur le genre ;

- o La prise en compte de l'autonomisation économique des adolescentes de 10-17 ans et jeunes femmes de 18 ans et plus à travers le renforcement de leurs compétences sur la prévention et la réponse aux VBG et les filières porteuses est un gage pour la pérennité des actions ;

- o La tenue du cadre de concertation communautaire a permis une meilleure appropriation du programme Initiative Spotlight par les acteurs communautaires ;

- o L'implication active des «migrants de retour» dans les activités de communication pour le changement de comportement est porteuse de fruit ;

- o L'approche holistique utilisée par le programme Initiative Spotlight a facilité l'adhésion des communautés ;

- o Le soutien des autorités politiques, administratives et les communautés à la base contribue à l'appropriation et à la pérennisation des acquis du programme ;

b. Nouvelles opportunités

Au regard de l'environnement de mise en œuvre du programme Initiative Spotlight et d'autres aspects pouvant être perçus comme des opportunités pour le programme, l'on peut citer les éléments ci-dessous :

- o La synergie développée entre les différents réseaux d'organisation de la société civile opérant dans les zones d'intervention du programme ;

- o L'existence des coalitions de leaders traditionnels et religieux favorables à la lutte pour l'abandon des violences basées sur le

- o Les compétitions interscolaires sont un moyen efficace pour accroître la participation des filles et créer l'émulation. Il est donc nécessaire de mettre à échelle cette activité à davantage d'écoles ;

- o L'organisation des missions conjointes d'information auprès de la population et le suivi des activités de mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight a favorisé une synergie d'action entre les acteurs et les institutions dans le but de mieux coordonner les activités et d'atteindre les objectifs dudit Programme ;

- o L'utilisation des espaces sûrs comme étant des cadres très adaptés pour le coaching, counseling des adolescent (e) s sur la santé reproductive et pour assurer l'implication des adolescents ;

- o L'implication des jeunes a été un facteur déclencheur de l'abandon de la pratique des MGF et des mariages avant 18 ans. Ces jeunes abordent sans crainte ces thématiques lors des actions de prévention, ce qui permettra de pérenniser les acquis car ils sont appelés à être des décideurs ;

- o La mise en réseau des OSC est une approche qui favorise une meilleure coordination de leurs actions en faveur de l'élimination des VBG ;

- o Le renforcement de capacités des activistes au niveau communautaire en plus des structures de la société civile peut contribuer à créer un environnement plus protecteur mais aussi à créer un mouvement de base pour pousser l'agenda politique au niveau législatif.

- genre dans les zones d'intervention du programme Initiative Spotlight ;

- o L'engagement des jeunes en faveur de l'atteinte des résultats du programme ;

- o Les engagements pris par les responsables des collectivités régionales à mettre en œuvre au cours de la phase I du programme

Initiative Spotlight est une opportunité ;

- o La transition constitue une véritable opportunité pour rediscuter certains aspects institutionnels afin d'obtenir des changements souhaités ;

- o La relecture du code pénal a donné l'opportunité d'y intégrer certains points sur la répression des VBG et autres types de violences. Le programme Initiative Spotlight a appuyé le programme National pour l'abandon des VBG qui assure le lead dans le domaine sur le plan national. Pouvoir participer à la relecture du code pénal et mener des actions de plaidoyer auprès des acteurs du secteur de la justice favorise la mise en avant et l'intégration des formes de VBG non pris en compte auparavant ;

- o L'existence d'autres programmes travaillant dans les mêmes régions que le programme Initiative Spotlight a permis de renforcer la complémentarité d'actions et constitue un atout pour la durabilité. Dans cette idée on peut par exemple citer le Programme MUS-KOKA, le programme conjoint sur l'élimination des MGF (UNFPA/UNICEF) ;

- o L'existence d'un mouvement national d'abandon des mariages d'enfants et des MGF

encourage les communautés à s'inscrire dans cette dynamique ;

- o L'existence de la stratégie nationale pour l'abandon du mariage d'enfants assortie d'un plan d'action budgétisé est une opportunité pour prendre en compte cette thématique dans les priorités de l'État ;

- o L'existence d'un vivier de leaders traditionnels et religieux favorables à la lutte pour l'abandon des VBG dans les zones d'intervention du Programme ;

- o L'existence d'un cadre de concertation des leaders traditionnels et religieux sur les VBG et le PN dans les zones d'interventions du Programme ;

- o La création de l'Office Nationale de la Santé de la Reproduction (ONASR) et son opérationnalisation ;

- o La disponibilité du Centre National d'Appui à la Promotion de l'Économie Sociale et Solidaire (CNAPESS) ;

- o La dynamique de la refondation entreprise par le Mali pourrait être une opportunité pour rediscuter des faits et fléaux qui affectent les femmes et les filles tels que les violations des droits.

Pratiques innovantes, bonnes pratiques

Durant la période de mise en œuvre du programme Spotlight Initiative, quelques pratiques innovantes ont été identifiées :

- o L'utilisation de l'approche de communication pour influencer l'impact de la religion sur la perception des communautés au regard des VBG : « Dine Baro », une initiative innovante comme nouvelle stratégie de sensibilisation pour concilier la religion et la lutte contre les VBG. Les causeries autour de la religion en lien avec les droits des femmes et des filles les VBG et autres pratiques néfastes sont des stratégies innovantes qui ont montré leurs preuves en termes de résultats au regard des témoignages recueillis des femmes qui ont participé aux sessions.

- o La création d'une application mobile « ZERO VBG », par une association de jeunes femmes a facilité la vulgarisation des campagnes digitales, d'information, de sensibilisation, d'alerte les cas de VBG et par ricochet servir comme espace d'échange pour la prise en charge psycho sociale des survivantes de

VBG.

- o L'élaboration avec les acteurs de l'école des chartes de bonnes pratiques pour prévenir les VBG dans le milieu scolaire est une bonne stratégie. Elle a été bien appréciée par la Coordinatrice Résidente des Nations Unies qui a exprimé lors de sa visite à Kayes sa volonté de voir la pratique de ces chartes mise à échelle.

- o La création de groupes WhatsApp pour les membres des différentes associations défenseurs de droits des femmes et droits de l'homme pour une meilleure communication et une synergie d'action.

- o L'approche la plus illustrée en termes de bonne pratique dans le cadre du renforcement des mécanismes multipartites visant à prévenir et à lutter contre les VBG, les VFF et PN au courant la période de revue a été « l'Homme modèle », qui selon différents ac-

teurs et actrices, a été utilisée dans différents contextes et environnements et a donné des résultats probants quant à l'engagement des hommes dans la prévention.

- o La caravane mobile d'information et de vulgarisation des textes de loi ont été une activité innovante car elle instaure une meilleure façon de travailler avec des partenaires nouveaux et diversifiés.

- o L'une des principales dispositions au cours de l'année pour une meilleure mise en œuvre du programme Initiative Spotlight demeure la protection du personnel des Nations unies dans le cadre de la Covid-19. Ainsi, la fermeture temporaire des bureaux par les Nations unies a en partie, impactée sur la dynamique de l'équipe de coordination du Programme Initiative Spotlight. Ainsi, l'équipe a pu adopter le télétravail comme méthode alternative.

- o La digitalisation des rencontres avec les partenaires fait partie des bonnes pratiques

et innovations apportées dans le cadre du programme Initiative Spotlight. Cette digitalisation s'est concrétisée par l'achat des licences Zoom des ordinateurs et des Sobox pour les partenaires afin de faciliter l'interaction et les échanges en période de Covid-19.

- o La mise en place d'une communauté électronique d'échange baptisée « Yélenkura », un mot bamanan qui fait référence à « Spotlight » a été une initiative salubre. En effet, cette communauté électronique partage des informations en temps réel entre les points focaux sur les forces et les faiblesses des institutions dans le cadre des VBG.

- o L'initiative prise pour la déconcentration des unités de prise en charge holistique des survivantes des VBG (One Stop Center) a permis de rapprocher les communautés vers les structures.

Communications et visibilité

a. Aperçu

La communication et la visibilité jouent un rôle crucial dans le succès d'un programme de grande envergure tel que l'Initiative Spotlight au Mali. A cet effet, plusieurs activités de communication ont été réalisées et avaient pour objectif phare, de mettre en lumière les efforts qui sont consentis dans le cadre du Programme Initiative Spotlight mais aussi et surtout pour susciter chez les communautés clés un changement de comportement positif.

Ainsi, les activités de communication menées dans le cadre du programme Initiative Spotlight au Mali ne se sont pas limitées qu'aux médias traditionnels. Des initiatives novatrices ont été mises en place pour maximiser l'impact et l'engagement de la population. **Des animations interactives** ont été réalisées dans les écoles, les centres communautaires et les espaces publics, offrant des espaces de dialogue et d'échanges sur les violences basées sur le genre. Ces interventions directes ont permis d'impliquer activement les participants, de sensibiliser sur les droits des femmes et des filles, et d'encourager l'adoption de comportements respectueux et non-violents.

Les différents médias utilisés à savoir la radio, la télévision, la presse écrite, les médias en ligne, le bouche à oreille, les sensibilisations publiques, les panneaux publicitaires ont été des canaux efficaces ayant permis d'atteindre un grand nombre d'audiences possibles. Les cibles, diverses et variées (Jeunes, leaders religieux et communautaires, organisations de la société civile, secteur privé, décideurs, gouvernement, communautés, professionnels des médias, etc.) ont été touchées à différents niveaux par des messages clés sur le besoin d'éliminer toutes formes de violences faites aux femmes et aux filles.

Pour la mise en œuvre des activités des piliers 1 et 6, un plan média a été développé. Vu le contexte de la pandémie de la Covid-19, ce plan a principalement porté sur la conception et la diffusion de spots vidéo et radio, la participation à des émissions radiophoniques et la publication de post sur la page Facebook officielle de ONU Mali : www.facebook.com/OnuauMali.

Les articles de presse ont également joué un rôle essentiel dans la diffusion d'informa-

tions précises et percutantes sur les violences à l'égard des femmes et des filles. Des collaborations avec des journalistes et des médias ont permis de mettre en avant les histoires individuelles de survie et de résilience, de dénoncer les actes de violence et de susciter un débat public sur les solutions et les actions nécessaires pour mettre fin à ces pratiques préjudiciables. Les articles de presse ont contribué à élargir la portée du programme Initiative Spotlight et à mobiliser l'opinion publique en faveur de la lutte contre les violences basées sur le genre.

Une autre dimension importante de la communication dans le cadre de l'Initiative Spotlight est l'utilisation de **campagnes de sensibilisation multiplateformes**. Des campagnes visuelles percutantes, telles que des affiches, des panneaux publicitaires et des flyers, ont été déployées dans les zones urbaines et rurales, offrant des messages clairs et forts contre les violences à l'égard des femmes et des filles. Ces campagnes ont été conçues de manière à être accessibles à tous, en utilisant des images et des mots simples mais puissants pour transmettre des valeurs d'égalité, de respect et de non-violence.

Enfin, une composante cruciale des activités de communication a été la **création de partenariats avec des organisations de la société civile**, des leaders communautaires et des groupes de jeunes à travers le **Groupe National de référence de la société civile**. Ces collaborations ont permis de renforcer la portée et la pertinence des messages, en intégrant les voix et les perspectives locales. Les initiatives de communication ont ainsi été adaptées aux besoins spécifiques des communautés, en prenant en compte les réalités culturelles, sociales et économiques, pour une approche plus efficace et durable dans la lutte contre les violences à l'égard des femmes et des filles.

L'une des principales formes de communication adoptées a été les **émissions radios auxquelles ont participé entre autres les représentants de la société civile, les leaders communautaires, religieux ainsi que les organisations des femmes et des jeunes**. La radio joue un rôle central dans la société malienne, en tant que moyen d'information

et de divertissement accessible à tous, y compris aux communautés rurales éloignées. Les émissions radio ont été spécialement conçues pour aborder les questions liées à la violence basée sur le genre, en offrant des informations, des conseils pratiques et des témoignages inspirants. A travers ces émissions, le programme Initiative Spotlight a pu atteindre un large auditoire et susciter des discussions significatives au sein des communautés.

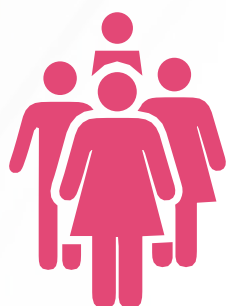
En complément des émissions radio, **la télévision** a été un autre outil puissant pour diffuser des messages de sensibilisation et d'éducation. Des documentaires, des débats télévisés et des spots publicitaires ont été créés pour mettre en évidence les conséquences néfastes des violences à l'égard des femmes et des filles, ainsi que pour promouvoir des relations saines et respectueuses. La télévision a permis d'atteindre un public plus large, en particulier les jeunes générations, et a contribué à changer les mentalités en exposant les réalités des violences basées sur le genre et en encourageant la remise en question des normes sociales préjudiciables. En outre, les activités ayant été couvertes par des médias de proximité et l'ORTM, ont touché au moins 3 000 000 de personnes.

Les réseaux sociaux ont également joué un rôle important dans les activités de communication du programme Initiative Spotlight. Avec l'essor des plateformes en ligne, ces canaux ont offert une opportunité unique de toucher un vaste public, en particulier les jeunes et les populations urbaines. Des campagnes numériques, des vidéos virales, des messages percutants et des témoignages ont été partagés à travers les réseaux sociaux pour sensibiliser, mobiliser et encourager l'engagement des individus dans la lutte contre les violences basées sur le genre.

Le programme Initiative Spotlight a mis en place une stratégie de communication dynamique, en collaborant non seulement avec la presse écrite et les autres médias, mais également en s'engageant activement avec la presse en ligne et les réseaux sociaux. Des plateformes telles que Facebook, YouTube, M7, Mali Actu, Bamada.net, Blo Info, Issalane.com, Lumière Info, Croissance Afrique et Mali Web ont été utilisées pour diffuser des contenus relatifs à la violence ba-

sée sur le genre (VBG). Les statistiques recueillies indiquent que ces publications en ligne ont attiré l'attention de 343 851 personnes, dont 122 419 hommes, 78 932 femmes, 74 260 adolescents et 68 240 adolescentes. Cette portée considérable a permis de toucher un large pu-

blic et de sensibiliser davantage sur les problématiques de VBG, contribuant ainsi à une prise de conscience collective et à l'encouragement d'un changement social positif.



343 851
personnes



78 932
femmes



122 419
hommes



68 240
adolescentes



74 260
adolescents

Aussi, plusieurs conférences-débats dans différentes institutions académiques au Mali. À l'Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako, une conférence-débat a été organisée, attirant un grand nombre d'étudiants et de professeurs intéressés par les questions d'égalité des sexes. L'objectif principal de cette conférence était de sensibiliser la communauté universitaire sur les défis auxquels les femmes font face et de promouvoir l'autonomisation féminine. De même, une autre conférence-débat a eu lieu à l'Institut Polytechnique Rural de Formation et de Recherche Appliquée de Katibougou, dans la région de Koulikoro. Cette fois, le public cible était composé d'étudiants et de professionnels dans le domaine de l'agriculture et de l'environnement. L'objectif était de discuter des opportunités d'autonomisation des femmes dans ces domaines et de promouvoir une plus

grande participation des femmes. Enfin, une conférence-débat a été organisée à l'Université de Ségou, visant à sensibiliser les étudiants sur la lutte contre la violence domestique et à promouvoir des relations saines et égalitaires. Ces conférences-débats ont été des occasions précieuses pour sensibiliser et mobiliser les participants autour de ces questions cruciales, contribuant ainsi à la lutte contre les violences à l'égard des femmes et des filles.

Au cours des quatre années de mise en œuvre du programme Initiative Spotlight (2019-2023), les résultats obtenus en matière de communication sont remarquables. Les chiffres suivants témoignent de l'ampleur des activités menées pour sensibiliser à la problématique des violences basées sur le genre (VBG), des pratiques néfastes et d'autres enjeux clés :



2 871

émissions
radiophoniques



936

débats
radiophoniques



53

émissions
télévisées



88

activités de plaidoyer

796

séances de
sensibilisation

9 561

activités de
Com



57

articles de
presse



94

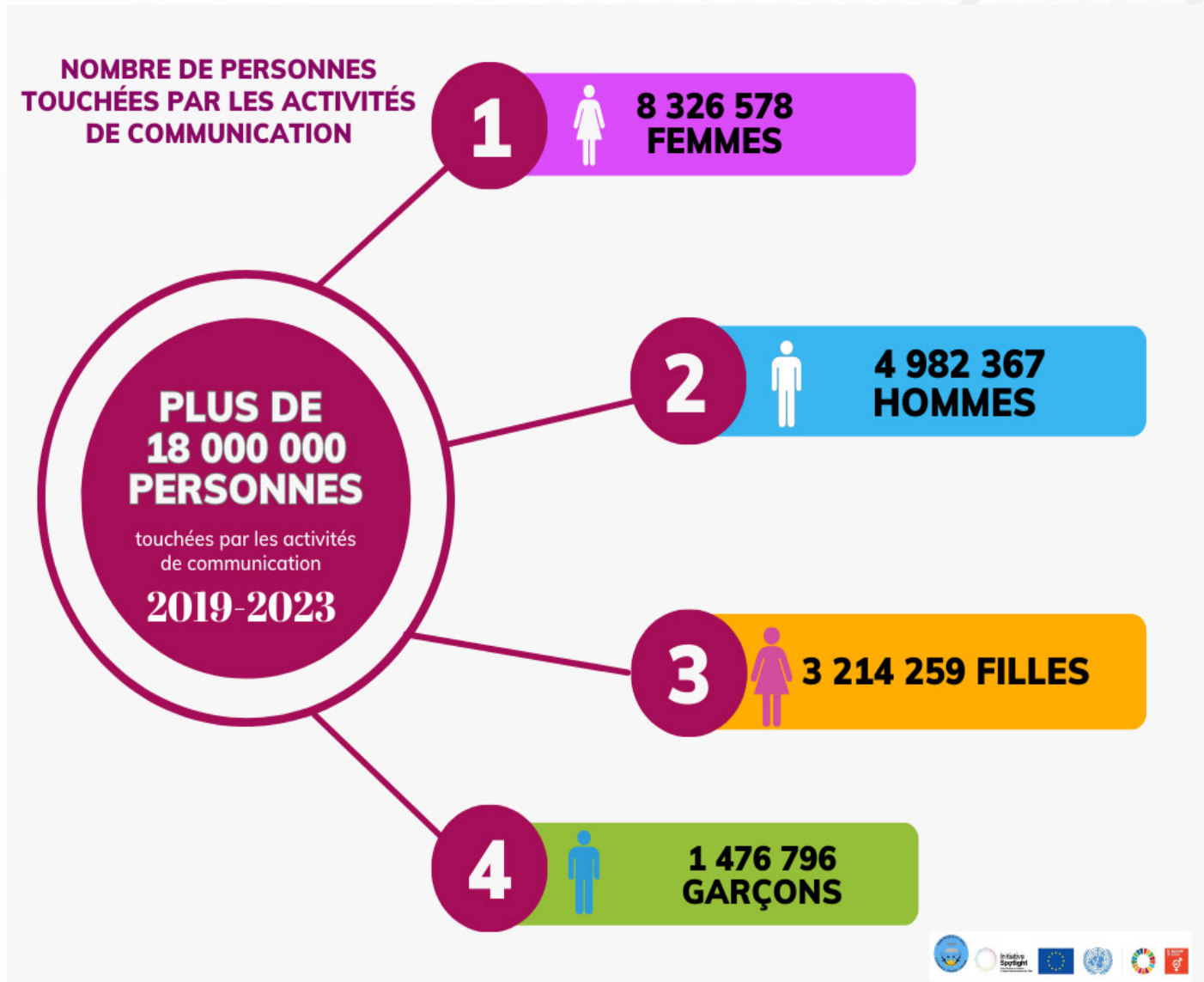
campagnes virtuelles sur
les groupes WhatsApp et
pages Facebook



662

spots radio et télé

Ces efforts de communication ont eu un impact significatif, touchant un total impressionnant de d'environ 18 000 000 personnes. Parmi elles, 8 326 578 femmes, 4 982 367 hommes et 3 214 259 filles, 1 476 796 garçons, ont été sensibilisés aux enjeux cruciaux abordés par le programme Initiative Spotlight. Ces résultats témoignent de la portée et de l'efficacité des différentes campagnes, émissions radiophoniques et activités sur les réseaux sociaux mises en place pour promouvoir un changement positif et durable.



Dans le cadre de l'Initiative Spotlight, la création d'une chaîne YouTube dédiée <https://www.youtube.com/channel/UCRqbTdLVvKOZthaEzsDDeMg> à la diffusion de la série télévisuelle « Danse Inlassable » produite spécifiquement pour cette initiative a connu un grand succès. La série, qui aborde de manière approfondie les problématiques liées aux VBG, a suscité un vif intérêt auprès du public, ce qui s'est traduit par un nombre impressionnant de vues. En effet, plus de 9 000 000 de personnes touchées sur trois chaînes TV (ORTM, Africable et Renouveau TV) et YouTube par la diffusion de la série TV sur les VBG « Danse inlassable ».

Il est également important de souligner que la saison 2 de cette série captivante est en cours de production et sera bientôt diffusée. Cette continuité dans la production et la diffusion de la série témoigne de son impact durable et de la volonté de poursuivre les efforts de sensibilisation et de prévention des VBG ainsi que le changement des normes sociales négatives.

En résumé, les activités de communication et de visibilité menées dans le cadre du programme Initiative Spotlight au Mali, soutenu par l'Union européenne, ont été essentielles pour sensibiliser, mobiliser et favoriser un changement durable. Ces initiatives ont adopté des approches culturellement appropriées, ont utilisé différents médias et ont établi des partenariats stratégiques pour toucher divers publics et remettre en question les normes sociales préjudiciables. La section suivante explorera en détail ces activités, en mettant en évidence les résultats obtenus, les bonnes pratiques et les leçons apprises, afin de guider les futures initiatives de communication visant à éliminer les violences à l'égard des femmes et des filles.

Messages

La section Messages du rapport met en lumière les principaux messages clés diffusés dans le cadre du programme Initiative Spotlight au Mali. Ces messages ont été conçus de manière ciblée, en prenant en compte les différents publics visés, et ont joué un rôle essentiel dans la sensibilisation, la mobilisation et le changement de mentalités. Ils ont abordé les questions des violences basées sur le genre de manière percutante et ont contribué à susciter une prise de conscience collective ainsi qu'à promouvoir des valeurs d'égalité, de respect et de non-violence.

Messages clés pour le grand public

Orientons chaque cas de VBG vers les One Stop Center en vue d'apporter un soutien complet.

Chers parents, le mariage d'enfants a des conséquences graves sur leur santé et les expose à des maladies graves comme la fistule obstétricale et d'autres troubles physiques et psychologiques. Retardons l'âge du mariage afin de permettre à nos enfants d'étudier et de contribuer au développement de nos communautés.

Ensemble, nous pouvons créer une société sans violence où chacun peut s'épanouir.

Les violences faites aux femmes et aux filles ne doivent pas rester cachées, parlons-en ouvertement pour briser le silence.

La protection des femmes et des filles est une responsabilité collective, engageons-nous à mettre fin à la violence.

Chers leaders communautaires et religieux, protégeons toutes les femmes et les filles contre toutes les formes d'agressions physiques ainsi que les maltraitances. Informons-les sur leurs droits.

Les normes sociales néfastes et les stéréotypes de genre doivent être remis en question.

Les communautés peuvent jouer un rôle actif dans la prévention des violences et la promotion de l'égalité des genres.

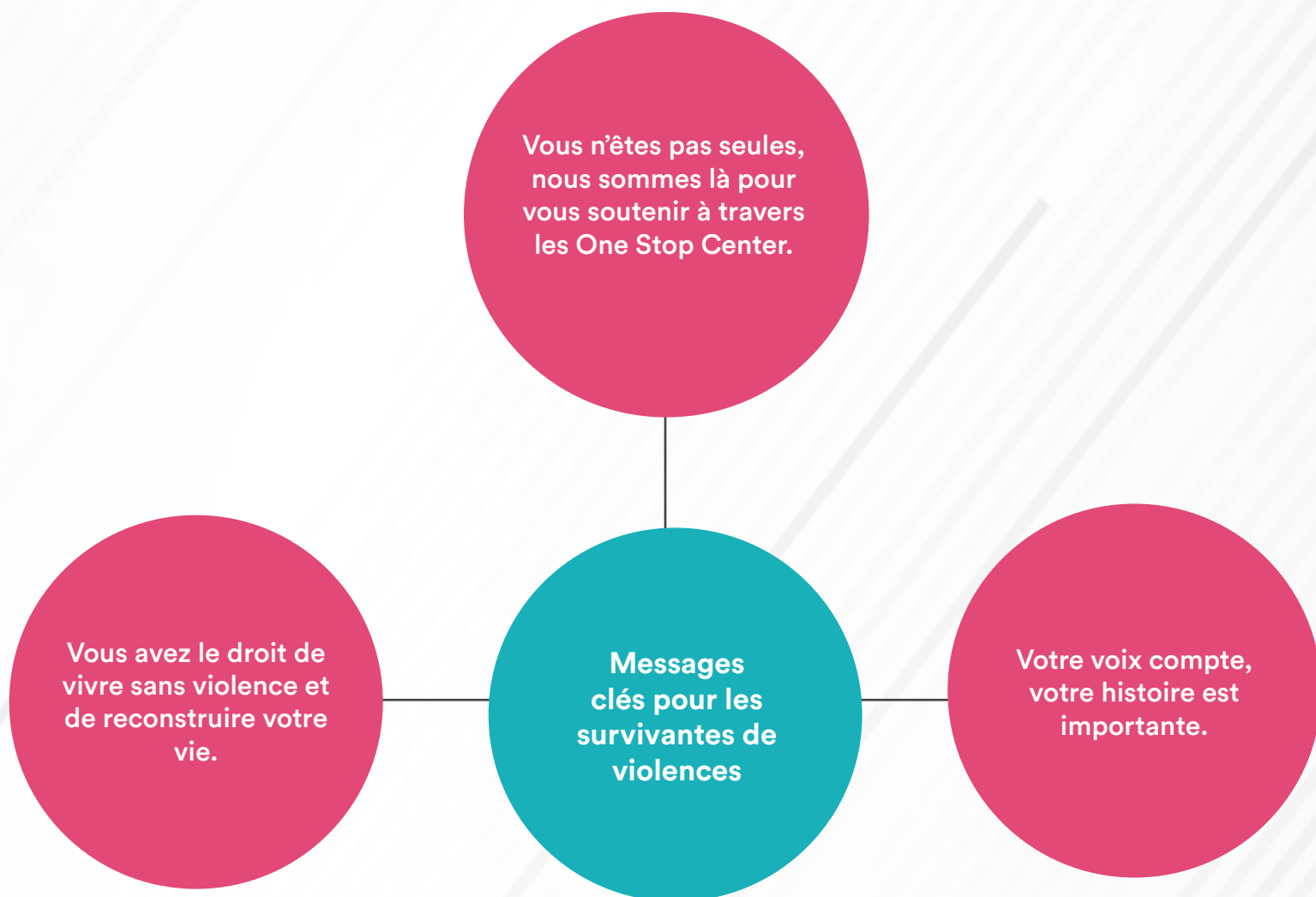
La solidarité et l'engagement communautaire sont essentiels pour créer un environnement sûr et respectueux.

Messages clés pour les décideurs politiques et les institutions

En valorisant notre culture et nos traditions, nous pouvons également remettre en question les pratiques néfastes et promouvoir des relations égalitaires.

La solidarité communautaire est un puissant levier pour protéger les femmes et les filles et pour mettre fin aux violences basées sur le genre.

Ensemble, nous pouvons construire une société où le respect mutuel et l'égalité des genres sont des normes acceptées et valorisées.



Événements médiatiques et de visibilité

Dans le cadre du programme Initiative Spotlight au Mali, des événements médiatiques et de visibilité ont été organisés pour amplifier l'impact des activités de lutte contre les violences à l'égard des femmes et des filles. Ces événements ont permis de mettre en avant les objectifs du programme, de mobiliser la société malienne et de générer un soutien accru des communautés.

L'un des événements médiatiques marquants a été la tenue de conférences de presse et de points de presse. Ces événements ont été l'occasion de présenter les réalisations du programme Initiative Spotlight, d'informer les médias sur les avancées, les défis et les prochaines étapes. Les conférences de presse ont offert une plateforme d'échange et de dialogue entre les responsables du programme, les médias et les journalistes, permettant une diffusion plus large des messages clés et des actions entreprises.

Quelques liens

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/03/27/excision-en-afrique-quand-les-hommes-aussi-veulent-en-finir-avec-les-mutilations-genitales-feminines_6167172_3212.html#xtor=AL-32280270-%5Bwhatsapp%5D-%5Bios%5D

<http://kayeskunafoni.net/2021/07/23/lutte-contre-les-vbg-dans-la-region-de-kayes-les-guichets-uniques-de-kayes-et-de-diema-sont-operationnels/>

<https://www.maliweb.net/echos-de-nos-regions/violences-basees-sur-le-genre-kayes-et-diema-etrennent-leurs-one-stop-center-2937476.html>

http://malijet.com/la_societe_malienne_aujourd'hui/260166-programme-initiative-spotlight-session-de-renforcement-des-capac.html

<https://www.maliweb.net/societe/le-mali-dans-linitiative-spotlight-pour-eliminer-la-violence-a-legard-des-femmes-et-des-filles-2939510.html>

<https://www.maliweb.net/societe/lutte-contre-la-violence-basee-sur-le-genre-spotlight-mali-en-plaidoyer-2856836.html>

<https://www.maliweb.net/societe/lutte-contre-les-violences-faites-aux-femmes-spotlight-outille-les-femmes-et-les-hommes-des-regions-du-mali-des-droits-de-lhomme-2941167.html>

Aussi, à l'occasion de la célébration de la journée Internationale de la Femme le 08 mars, l'Initiative Spotlight en partenariat avec le groupe événementiel « Africa Scène » à travers Bama'Art ont organisé du 05 au 07 mars 2021 sur la place du Cinquanteaire, un spectacle dédié à la fête de la femme. Il s'agissait de sensibiliser les populations sur l'abandon des violences basées sur le genre. Ainsi, trois jours durant, la femme a été magnifiée dans toute sa splendeur. Au cours de ce spectacle, des messages en faveur de l'abandon des VBG ont été délivrés à travers la distribution de dépliants et l'organisation de jeux concours.

En parallèle, des événements de sensibilisation ont été organisés dans différentes régions du Mali pour renforcer la visibilité de l'Initiative Spotlight. Des campagnes de sensibilisation dans les marchés et les espaces communautaires ont été mis en place pour attirer l'attention du public sur les violences basées sur le genre et l'importance de les combattre. Ces événements ont permis de mobiliser la population, d'encourager la participation active des communautés et de susciter des débats constructifs sur les solutions à apporter.

Parallèlement, des collaborations ont été établies avec des personnalités influentes, des artistes et des leaders d'opinion pour renforcer la visibilité du programme Initiative Spotlight. Des campagnes de sensibilisation ont été lancées en partenariat avec des célébrités locales, qui ont utilisé leur voix et leur plateforme pour promouvoir des messages de tolérance, d'égalité et de non-violence. Ces collaborations ont permis d'atteindre un public plus large, en capitalisant sur la popularité et l'influence des personnalités engagées.

En outre, les médias sociaux ont joué un rôle essentiel dans l'amplification de la visibilité du programme Initiative Spotlight. Des campagnes numériques ont été lancées, utilisant des hashtags spécifiques et des contenus viraux pour inciter les utilisateurs des réseaux sociaux à s'engager dans la lutte contre les violences basées sur le genre. Les plateformes en ligne ont permis de toucher un public plus jeune et de faciliter le partage d'informations, de témoignages et de ressources pertinentes.

Quelques photos de personnes influentes lors de la campagne des 16 jours d'activisme



Des tables rondes ont été organisées et enregistrées en langues locales par le studio de production Maliba-Fm et Mikado Fm. Les discussions autour de la table portaient sur la disponibilité des services de prise en charge holistique des cas de VBG. Les médias (presse, écrite, orale, en ligne) ont été impliqués pour la couverture ainsi que la diffusion des informations afin de donner plus de visibilité aux activités du Programme Initiative Spotlight. A titre d'exemple, une table ronde sur les questions relatives aux violences au Mali, et sur les législations en vigueur a été tenue et a permis aux acteurs de débattre sur les enjeux, défis, et perspectives relatives aux questions de violence.

Des caravanes de sensibilisation ont été organisées pour une large diffusion des textes ratifiés par le Mali en matière des droits des femmes et des filles. Ainsi, cinq (5) mini caravanes ont été organisées par les organisations d'acteurs de défense des droits des femmes dans le cadre de la mise en œuvre des activités au niveau du pilier 1 du programme Initiative Spotlight. Les caravaniers ont été reçus par les Gouverneurs de régions pour la remise de messages clés et des kits d'information. Les événements ont été entièrement couverts par l'ORTM diffusés sur les médias sociaux (Facebook, WhatsApp, Twitter...) ainsi que sur les médias locaux et les chaînes TV. Ces mini caravanes ont été réalisées dans les communes ci-après :

Koulikoro : Communes de Koulikoroba, Kangaba et Katibougou ;
Bamako : Communes III, IV et VI ;
Kayes : Communes de Kayes, Samé et Diéma ;
Sikasso : Communes de Sikasso et Koro barrage ;
Ségou : Communes de Ségou, Pelengana, Sébougou et Konobougou.

Quelques liens

<https://twitter.com/unicefmali/status/1659259989414879240/photo/2>

<https://eur03.safelinks.protection.outlook.com/?url=http%3A%2F%2Fwww.facebook.com%2FHCRMali%2Fposts%2F2795372887349466&data=05%7C01%7Cso-rofing.traore%40undp.org%7Cd8c34e8a72314d7e457508db7bc4b612%7Cb3e5db5e2944483799f57488ace54319%7C0%7C0%7C638239857053612442%7CUnknown%7CTWFpbGZsb3d8eyJWljojMC4wLjAwMDAiLCJQIjoiV2luM-zliLCJBTiI6Ikl1haWwiLCJXVCI6Mn0%3D%7C3000%7C%7C%7C&sdata=one%2BPSVm6nKR3Yfo7QpbHBraTuMsS%2Felmy3fHNQHI2c%3D&reserved=0>

Ces événements médiatiques et de visibilité ont contribué à renforcer l'impact du programme Initiative Spotlight au Mali. Ils ont permis de sensibiliser un public plus large, de mobiliser les communautés, de générer un soutien accru et de renforcer la légitimité de la lutte contre les violences à l'égard des femmes et des filles. Ces initiatives ont également créé un momentum positif en faisant connaître les réalisations et les avancées du programme, tout en encourageant une participation active et un engagement continu de la société malienne.

Des matériels promotionnels ci-dessous ont été développés :

Les banderoles et affiches publicitaires ;
Les T-shirts et casquettes avec logo des partenaires ;
Les kakemonos ;
Les Bracelets, pins, pincettes à cravates, mugs et autres goodies et printings pour la communication avec les logos de l'Initiative Spotlight et des partenaires ;
Les spots publicitaires sur les thématiques du programme.

Ci-dessous, le lien Google drive

https://drive.google.com/drive/folders/1gu95r2p5M6EZFqB2MPt8CJRaIfLY1O5D?usp=share_link

https://docs.google.com/document/d/1mWGRkqJB9r9VFcvvbl2TduPHRaiNNOi2/edit?usp=share_link&ouid=114692547173273341637&rtpof=true&sd=true

https://drive.google.com/drive/folders/1VCkeAhabHU3Avw6uc7mlGtfE8iPtRTKI?usp=share_link

https://drive.google.com/drive/folders/1iwvVHhZkxtgkwOWKJ03cGCywSf-sAp9Xy?usp=share_link

https://drive.google.com/drive/folders/1kdSCWJS26pzUG6tfDRNBjl8udLY0CDuL?usp=share_link

Campagnes

La mise en œuvre du programme Initiative Spotlight au Mali a été marquée par le lancement et le soutien de diverses campagnes médiatiques et de sensibilisation. Ces campagnes ont joué un rôle essentiel dans la lutte contre les violences à l'égard des femmes et des filles en mobilisant les communautés, en promouvant des messages de changement social et en encourageant une participation active. Dans cette section, nous examinerons en détail les différentes campagnes, tant virtuelles qu'en personne, qui ont été initiées ou soutenues par le programme Initiative Spotlight, en mettant en évidence leurs objectifs, leur importance et leur impact attendu à long terme.

Campagnes de sensibilisation sur les réseaux sociaux : Le programme a lancé plusieurs campagnes sur les réseaux sociaux pour sensibiliser aux violences à l'égard des femmes et des filles. Les réseaux de jeunes CCNEJ et l'AEJT à travers les groupes WhatsApp et autres médias sociaux ont créé dans le cadre du Programme « Initiative Spotlight » des campagnes digitales sur la santé reproductive, la protection de l'enfant et sur la COVID-19. Les agences de mise en œuvre du Programme ont distribué aux bénéficiaires et partenaires des goodies visant à favoriser la visibilité du Programme. Ces éléments

sont conçus en respectant les spécificités de branding et de visibilité en mentionnant le programme Initiative Spotlight. Ces différentes campagnes digitales ont permis de toucher environ 10 000 000 personnes. Des messages de sensibilisation ont été postés sur Facebook, Twitter, Instagram et relayés par les blogueurs et leurs abonnés.

Campagne nationale de plaidoyer : En mars 2021, sous la coprésidence de Monsieur l'Ambassadeur, Chef de Délégation de l'Union Européenne et de Mme la Représentante Spéciale

Adjointe du Secrétaire Général des Nations Unies pour la MINUSMA, Coordonnatrice Humanitaire et Coordonnatrice Résidente du Système des Nations Unies, une activité de plaidoyer de haut niveau a été organisée. Plusieurs hautes personnalités ont participé à ce plaidoyer : Madame la Ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, les Ambassadeurs des pays de l'Union Européenne, du Canada, des Etats-Unis, et des Chefs d'Agences bénéficiaires de l'Initiative Spotlight. Cette rencontre a été l'occasion de faire le point sur les avancées de la mise en œuvre du programme au Mali, de faire ressortir les défis et de recueillir les impressions des parties prenantes pour la suite des activités.

À travers des efforts de lobbying ciblés, et des engagements médiatiques, visant à promouvoir des réformes politiques et des cadres juridiques pour lutter contre les violences faites aux femmes et aux filles.

Campagne d'engagement communautaire : Conscient de l'importance de l'implication communautaire, le programme a lancé une campagne d'engagement communautaire axée sur le renforcement du pouvoir des leaders locaux, des membres de la communauté et des organisations à agir contre les violences. La campagne comprenait des ateliers de formation, des dialogues communautaires et des initiatives locales qui visaient à remettre en question les normes sociales néfastes, à promouvoir

l'égalité des genres et à favoriser des réseaux de soutien au sein des communautés. En mobilisant les ressources communautaires et en promouvant une approche ascendante, cette campagne a contribué à des efforts durables, dirigés par les communautés, pour prévenir et répondre aux violences faites aux femmes et aux filles.

De même, une campagne d'information et de dissémination des textes de loi contre les VBG et des instruments de droits des femmes et VBG a été lancée au niveau de la Faculté des Sciences Économiques et de Gestion et de la Faculté des Langues Appliquées et des Sciences Humaines avec plus de 1000 participants dont 715 étudiantes sous la présidence du Maire délégué de la commune V et en présence des responsables universitaires et des notabilités traditionnelles. Toutes les campagnes ont été lancées par des élus locaux. Les participants ont été reçus par les Gouverneurs de régions pour la remise de messages clés et des kits d'information. Les événements ont été entièrement couverts par l'ORTM.

Durant la période de mise en œuvre du programme, les campagnes phares de communication ont concerné les réseaux sociaux, les groupes WhatsApp, les médias traditionnels et les panneaux publicitaires. Aussi, ont permis de toucher un large public. En plus de ces campagnes, il faut noter aussi :

- Les commémorations des journées internationales « tolérance zéro aux MGF » ;
- Les commémorations des journées internationales de la femme ;
- Les commémorations des journées internationales de la jeune fille ;
- Les commémorations des 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes et aux filles aux niveaux national et déconcentré ;
- Les commémorations des journées internationales des personnes vivant avec handicap ;
- Les caravanes d'information et de vulgarisation des lois & textes d'application relatifs aux thématiques des droits des femmes & filles.

Histoires d'intérêt humain

La mise en œuvre des activités du programme a permis de récolter d'émouvantes histoires, témoignages et citations à partager avec les partenaires, les décideurs, les médias, etc. Ci-dessous quelques histoires à intérêt humain :

Liens Histoires à intérêt Humain

<https://www.unicef.org/mali/en/stories/now-i-do-not-cut-my-children>

<https://www.unicef.org/mali/en/stories/go-see-my-father-they-intend-give-me-marriage>

https://docs.google.com/document/d/1-hNxglzOM1fAj7KyHpapLr0q2YscdVNZ/edit?usp=share_link&ouid=114692547173273341637&rtpof=true&sd=true

https://docs.google.com/document/d/1XAQmaggM55zX47BK7alpHDI8PKJaZR1xt/edit?usp=share_link&ouid=114692547173273341637&rtpof=true&sd=true

https://docs.google.com/document/d/1rqCzQDslehCOOwt40mZ2pUDPvwxxMgxm/edit?usp=share_link&ouid=114692547173273341637&rtpof=true&sd=true

https://docs.google.com/document/d/10YYo7XtyKFseknbQ_ujMJnODB95CBxwR/edit?usp=share_link&ouid=114692547173273341637&rtpof=true&sd=true

Témoignages

Au cours de la mise en œuvre des différents piliers, quelques témoignages importants ont été recueillis :



Mme Mbaranga Gasarabwe, ancienne Représentante Spéciale Adjointe du SG des Nations Unies pour la MINUSMA, Coordinatrice Humanitaire et Coordinatrice Résidente du Système des Nations Unies au Mali : « Je voudrais faire un plaidoyer spécial pour que les violences que nous observons dans les couples et les foyers cessent »

M. Bart Ouvry, ancien Ambassadeur Chef de Délégation de l'Union Européenne au Mali : « Si nous voulons que nos mams et nos filles jouent leur rôle dans notre société, nous leur devons du respect »



Dr Jean-Pierre Baptiste, ancien Représentant de l'OMS au Mali : « Le poids du patriarcat, les stéréotypes sexistes qui relèguent la femme à un statut social inférieur combinés au profond enracinement dans les mentalités et le silence qui entoure la pratique, font que les VBG persistent et sont justifiées par la grande majorité de la population malienne sans distinction de sexe, d'âge, de religion et de statut socio-économique »

Dr Aissata Kassa Traoré, ancienne Ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille : « Au Mali, le silence autour des cas de violences que subissent les femmes et les filles contribue à l'impunité des auteurs et à la stigmatisation des victimes. Chères femmes et filles du Mali, si vous êtes une survivante de violence, trouvez de l'aide auprès des forces de l'ordre ou allez au centre de santé de votre quartier. Ne restez pas dans le silence »



Cherif Madani Ousmane Haidara, Président du Haut Conseil Islamique du Mali : « De nombreux hadiths du Prophète paix et salut sur lui (PSL) portent sur le respect de la femme. Le Prophète lui-même aurait déclaré lors de grands discours que personne ne peut plus respecter sa femme que celui qui est grand ». L'imam ira même plus loin en affirmant que « C'est Dieu lui-même qui prend soin de quiconque protège les femmes. »



Abbé Fernand Coulibaly, représentant de la Conférence Episcopale du Mali, les enseignements de la bible disent : « La femme n'est pas une esclave, encore moins une marchandise, prenons soin d'elles, traitons-les comme nous nous traitons et aimons-les comme nous nous aimons nous-mêmes. Ne leur faisons pas ce que nous n'aimerions pas qu'il nous soit fait ». L'Abbé rappellera un adage bambara qui dit « une âme peut être plus âgée qu'une autre, une force peut être plus grande qu'une autre mais aucune âme n'est supérieure et ne vaut mieux qu'une autre. Une âme sort d'une autre, et c'est parce que la femme est l'âme qui donne vie que l'on l'appelle mère. Une femme doit être respectée par peur et par la connaissance de Dieu.

»



M. Mahamadi DAOU, Chef section enseignement fondamental, Académie d'Enseignement de Ségou : « Cette formation a été très pertinente et vient à point nommée. Nous avons été bien outillés sur le concept genre, les VBG et l'élaboration de programme et budget sensible au genre. Il faut signaler que cette formation nous a permis de relever l'équivoque entre le genre et le sexe. Grâce à la méthodologie participative utilisée par le facilitateur, les participants ont contribué efficacement aux débats. Ce qui a permis au facilitateur de découvrir les besoins spécifiques de chaque localité et les difficultés liées à la prise en compte du genre dans l'élaboration des programmes sectoriels et des PDSEC. Je lance un appel à chacun des participants à mettre à profit les connaissances acquises au cours de cette formation dans leurs différents départements et services pour qu'ils prennent désormais en compte l'aspect genre dans l'élaboration de leurs programmes et budgets pour une société juste et inclusive. Nous remercions les Nations Unies et ses partenaires techniques et financiers pour cette belle initiative »



Djelika HAIDARA, 5ème adjointe au Maire de la commune urbaine de Ségou : « Cette formation a été d'un apport inestimable pour moi. En effet, nous avons beaucoup appris de ce que nous ignorions sur les notions genre, les VBG et la budgétisation sensible au genre. Le facilitateur était à la hauteur et personnellement j'ai beaucoup appris sur le genre. En retour, je m'engage à sensibiliser les membres de ma communauté sur ce que j'ai appris durant ces jours de formation. Entant que Maire chargé de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille, je vulgariserai le contenu des modules dispensés. Pour cela, nous comptons sur les partenaires pour la multiplication de ce genre de formation à d'autres niveaux. Je m'engage aussi à tout faire pour sensibiliser mes pairs, les autorités locales et les décideurs de ma commune afin qu'ils intègrent les questions du genre dans le nouveau PDSEC »



Mme Fatimata S. Alamine, Directrice de la maison de la femme, de l'enfant et la famille de Koulikoro. Il est intéressant de noter que la maison de la femme est un service public qui a été appuyé avec une unité de prise en charge des survivantes VBG par le programme de Spotlight. Le HCR a travaillé avec elle pour la caravane mobile à Koulikoro qui a démarrée de la maison de la femme sous son leadership. Son témoignage est le suivant : « mon parcours d'activiste pour les droits des femmes trouve sa source dans le fait déjà que moi-même je suis femme et je peux me mettre à leur place. Je ressens ce qu'elles ressentent face aux difficultés. Je veux mettre les femmes à l'aise. L'objectif de la caravane était de sensibiliser beaucoup la population de Koulikoro à travers des messages tout au long de la campagne. Lors des messages on a insisté sur les violences faites aux femmes et aux filles. Si la population même prend en main le sort de nos enfants en particulier nos filles je crois que ça va aller. Il faut aussi que la jeunesse se met au cœur du changement. Si la jeunesse accepte alors il y aura un changement. Ça sera un plaisir pour moi de faire un suivi dans les prochains mois pour voir si les gens ont bien intégré les messages. »



PHOTOS

Durant la mise en œuvre des activités par les partenaires du Programme Initiative Spotlight, quelques photos ont été prises. Ces photos qui font la visibilité des actions menées sur le terrain, constituent aussi un support promotionnel de sensibilisation sur les questions de violences faites aux femmes et aux filles.



Cérémonie de lancement du programme Initiative Spotlight



Inauguration du One Stop Center de la Commune IVVBG



Réunion de COPIL au MAECI



Séance de causerie sur les VBG



Mission de haut niveau du Comité de pilotage de l'Initiative Spotlight

Liens quelques photos :

<https://mali.un.org/fr/27321-lancement-du-programme-initiatives-spotlight-au-mali> https://eur03.safelinks.protection.outlook.com/?url=https%3A%2F%2Fdrive.google.com%2Fdrive%2Ffolders%2F1tjQSMSxf_VTMkB1ct1ikl14pUyIW7SiQ&data=05%7C01%7Csorofing.traore%40undp.org%7Cd8c34e8a72314d7e457508db7bc4b612%7Cb3e5db5e2944483799f57488ace54319%7C0%7C0%7C638239857053924917%7CUnknown%7C-TWFpbGZsb3d8eyJWljoimC4wLjAwMDAiLCJQljoiv2luMzliLCJBTil6lk1haWwiLCJXVCI6Mn0%3D%7C3000%7C%7C%7C&sdata=UTRcMFGqz2KC65uLvVmt1VTxYSxaucyl-clfYq2mcdIE%3D&reserved=0

<https://eur03.safelinks.protection.outlook.com/?url=https%3A%2F%2Fweshare.unicef.org%2FCS.aspx%3FVP3%3DSearchResult%26VBID%3D2AM4WR574EH8&data=05%7C01%7Csorofing.traore%40undp.org%7Cd8c34e8a72314d7e457508db7bc4b612%7Cb3e5db5e2944483799f57488ace54319%7C0%7C0%7C638239857054237403%7CUnknown%7C-TWFpbGZsb3d8eyJWljoimC4wLjAwMDAiLCJQljoiv2luMzliLCJBTil6lk1haWwiLCJXVCI6Mn0%3D%7C3000%7C%7C%7C&sdata=OqaYqUHtyR8phPyJq01XD%2BqhEjL3XweJoSv5miFETj0%3D&reserved=0>

https://eur03.safelinks.protection.outlook.com/?url=https%3A%2F%2Fdrive.google.com%2Fdrive%2Ffolders%2F1tjQSMSxf_VTMkB1ct1ikl14pUyIW7SiQ&data=05%7C01%7Csorofing.traore%40undp.org%7Cd8c34e8a72314d7e457508db7bc4b612%7Cb3e5db5e2944483799f57488ace54319%7C0%7C0%7C638239857054393635%7CUnknown%7C-TWFpbGZsb3d8eyJWljoimC4wLjAwMDAiLCJQljoiv2luMzliLCJBTil6lk1haWwiLCJXVCI6Mn0%3D%7C3000%7C%7C%7C&sdata=G9ngbGQFg5ORsnMw%2FOMnfV7KY2sXz74A%2FDEo0UOOTr4%3D&reserved=0

Quelques liens vidéo

- https://drive.google.com/file/d/1JXwynxYRXk3re5eN78-P_iGnNp2wG5en/view?usp=share_link

- https://drive.google.com/file/d/1gIOUJIT7nyC9_GXo_s2K1UZCzciwN7sz/view?usp=share_link

- https://drive.google.com/file/d/1XSkozfb2pW-tQ5uYfnEfxwwd9Tm3UlcR/view?usp=share_link <https://www.facebook.com/HCRMali/videos/390722818848387/?t=85> <https://fb.watch/7cTE7y45EQ/>

- <https://eur03.safelinks.protection.outlook.com/?url=https%3A%2F%2Fweshare.unicef.org%2FCS.aspx%3FVP3%3DSearchResult%26VBID%3D2AM4WR574EH8&data=05%7C01%7Csorofing.traore%40undp.org%7Cd8c34e8a72314d7e457508db7bc4b612%7Cb3e5db5e2944483799f57488ace54319%7C0%7C0%7C638239857053768683%7CUnknown%7C-TWFpbGZsb3d8eyJWljoimC4wLjAwMDAiLCJQljoiv2luMzliLCJBTil6lk1haWwiLCJXVCI6Mn0%3D%7C3000%7C%7C%7C&sdata=6a5oiOVQOLG1gP0H%2FlqzU1npPgY1JhmyZ6BhmRfPrU8%3D&reserved=0>

Quelques éléments pour la cérémonie de clôture :

https://drive.google.com/drive/folders/1DoMxHVdsWjRnFLRccldHgBOQ4YvD3Vv2?usp=share_link

DURABILITÉ

- o les acquis aux niveaux juridiques et institutionnels sur le genre et les VBG existant et ceux apportés par l'initiative Spotlight,
- o les progrès obtenus en matière de transformations des normes sociales dans les communautés reposant sur les changements des rapports sociaux plus positifs et de la mentalité sur le genre et les VBG,
- o le renforcement, l'augmentation du nombre et l'encrage des mécanismes communautaires (clubs de maris, comité d'éveil d'alerte, clubs scolaires, mères protectrices, alliance leaders communautaire et religieux...) qui en assurent en partie l'appropriation locale et communautaire,
- o les départements ministériels et services déconcentrés de l'État (santé, justice, MPFEF, sécurité...) assurent l'appropriation nationale, pour l'institutionnalisation de l'offre de services essentiels de prise en charges à travers les One Stop Center intégrés aux structures sanitaires étatiques.
- o la collaboration entre les parties prenantes et le développement de synergie de travail entre acteurs de VBG,
- o Les acquis, les résultats d'étude sur les VBG, les renforcements de capacité, des outils et méthodes de production, de diffusion et d'administration des données de qualité sur le genre et les VBG,
- o L'existence de la stratégie de durabilité du programme Initiative Spotlight.

En outre, la durabilité se repose également sur les renforcements des mouvements des femmes et des OSC, leur mise en réseaux, les coalitions et alliances mise en place dans le cadre du programme Initiative Spotlight pour influencer les politiques et textes liés au genre et aux VBG. Elle repose aussi sur les synergies et partenariats et les mobilisations de ressources au niveau des agences du SNU pour intégrer la continuité des acquis dans leurs interventions. A ce titre plusieurs fonds externes au fond du PIS ont été associés pour contribuer à l'atteinte non seulement de certains résultats du programme mais aussi d'intégrer la continuité dans leurs stratégies de mobilisation de ressources

Dans le cadre de la durabilité des actions du programme, à titre d'exemple le bilan des One Stop Center a été fait par l'ensemble des acteurs impliqués dans le processus. Ce qui a permis de dégager les forces, faiblesses, défis et opportunités afin de prospecter des pistes de solution pour leur pérennisation. Des réflexions sont en cours pour que l'Etat accorde une ligne budgétaire exclusivement dédiée à la lutte pour l'abandon des VBG au Mali. Il est aussi demandé au Ministre en charge de la Justice et des Droits de l'Homme de s'impliquer davantage afin de diligenter les dossiers au niveau des juridictions.

ANNEXES

Annexe A : Cadre de résultats

https://docs.google.com/document/d/1fLuYzsnErCj2LmSibNzUx4TfGbroTRrW/edit?usp=share_link&ouid=114692547173273341637&rtpof=true&sd=true

Annexe B : Matrice des risques

https://docs.google.com/spreadsheets/d/11ofVsYo78BlplrpKicppwMiqc1H7mZAe/edit?usp=share_link&ouid=114692547173273341637&rtpof=true&sd=true

Annexe C : Rapport d'engagement des OSC

https://drive.google.com/file/d/1slccSVoNyU0iL4x-Ss5v_PKsL19ZES8x/view?usp=share_link

Annexe D : Modèle de rapport sur les pratiques novatrices, prometteuses ou bonnes

https://docs.google.com/document/d/1fLuYzsnErCj2LmSibNzUx4TfGbroTRrW/edit?usp=share_link&ouid=114692547173273341637&rtpof=true&sd=true

Annexe E : Aucune annexe E

Annexe F : Actifs/Équipement/ Fournitures majeures

https://drive.google.com/file/d/1RU0mxevs5Dnh7-SIJR13iBH2kcl67Vaf/view?usp=share_link



Initiative Spotlight

*Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles*



**Initiative
Spotlight**
Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles



Annex A 2023

Outcome 1 Summary table

Outcome Indicator	Baseline	Results for Reporting Period (2023)	Cumulative	Target	Reporting Notes
Indicator 1.1 Laws and policies on VAWG/HP in place that adequately respond to the rights of all women and girls, including exercise/access to SRHR, and are in line with international HR standards and treaty bodies' recommendations.	Legal age of Marriage				
	0.75	N/A	0.75	0.5	
	Parental Authority in Marriage				
	0.5	N/A	1.00	0.5	
	Parental Authority in Divorce				
	0.5	N/A	0.50	0.5	
	Inheritance rights of Widows				
	0.5	N/A	0.50	0.5	
	Inheritance rights of Daughters				
	0.5	N/A	0.50	0.5	
	Laws on Domestic Violence				
0.75	N/A	0.75	0.75		
Laws on Rape					
0.5	N/A	0.50	0.5		
Laws on Sexual Harassment					
0.75	N/A	0.75	0.25		
Indicator 1.2 National/and/or sub-national evidence-based, costed and funded action plans and M&E frameworks on VAWG/HP are in place that respond to the rights of all women and girls and are developed in a participatory manner.	National level				
	Evidence-based, Costed, Participatory Development	N/A	Evidence-based Costed Funded M&E framework Rights of all women & girls Participatory Development	Evidence-based, Costed, Participatory Development	
	Sub-National Level				
	Does not apply/ there is no plan	N/A	Evidence-based Costed Funded M&E framework Rights of all women & girls Participatory Development	Does not apply/ there is no plan	
Indicator 1.3 Laws and policies are in place that guarantee the ability of women's rights groups, autonomous social movements, CSOs and women human rights defenders/feminist activists to advance the human rights agenda.	Yes	N/A	Yes	Yes	
Output Indicator	Baseline	Results for Reporting Period (2023)	Cumulative	Target	Reporting Notes
Developed or Strengthened					
Indicator 1.1.1 Number of draft new and/or strengthened laws and/or policies on ending VAWG and/or gender equality and non-discrimination developed that respond to the rights of women and girls facing intersecting and multiple forms of discrimination and are in line with international HR standards, within the last year.	0	0	1	1	
Indicator 1.1.4 Number of women's rights advocates with strengthened capacities to draft legislation and/or policies on ending VAWG and/or gender equality and non-discrimination, within the last year.	0	0	250	210	
Indicator 1.1.5 Number of Parliamentarians and staff of human rights institutions with strengthened capacities to advocate for, draft new and/or strengthen existing legislation and/or policies on ending VAWG and/or gender equality and non-discrimination and implement the same, within the last year.	Parliamentarians				
	0	0	28	50	
	Women Parliamentarians				
	0	0	9	15	
	Human Rights Staff				
0	0	234	65		
Women Human Rights Staff					
0	0	124	19		
Indicator 1.2.1 Number of evidence-based national and/or sub-national action plans on ending VAWG developed that respond to the rights of all women and girls, have M&E frameworks and proposed budgets within the last year.	National				
	1	0	5	1	
	Sub-National				
	0	0	7	0	
Indicator 1.2.2 Number of key government officials with strengthened capacities to draft and costed action plans on ending VAWG and accompanying M&E frameworks, within the last year.	Government Officials				
	0	0	173	76	
	Women Government Officials				
	0	0	73	22	

Indicator 1.3.1 Number of draft laws and/or policies developed that guarantee the ability of women's rights groups, CSOs and women human rights defenders to advance the human rights agenda, within the last year.	0	0	1	2	
Government Officials demonstrate awareness					
	0	0	210	76	
Indicator 1.3.3 Number of key government officials with increased awareness of human rights standards and obligations and strengthened capacities to develop laws and policies that guarantee the ability of women's rights groups, CSOs and women human rights defenders to advance the human rights agenda, within the last year.	those Officials who participate in developing laws & policies				
	0	0	60	32	
	Women Government Officials demonstrate awareness				
	0	0	10	23	
	Women Officials who participate in developing laws & policies				
	0	0	60	12	
Women Human Rights Defenders demonstrate awareness					
Indicator 1.3.4 Number of women human rights defenders with strengthened capacities to contribute to the development of laws and policies that guarantee the ability of women's rights groups, CSOs and women human rights defenders to advance the human rights agenda.	0	0	200	210	
	Contribute to developing laws and policies				
	0	0	200	65	

Outcome 2 Summary table

Outcome Indicator	Baseline	Results for Reporting Period (2023)	Cumulative	Target	Reporting Notes
Coordination Mechanism?					
Indicator 2.1 Existence of a functioning regional, national and/or sub-national coordination and oversight mechanisms at the highest levels for addressing VAWG/HP that include representation from marginalized groups.	No	No	No	No	
Is there a national budget allocation?					
Indicator 2.2 Percentage of national budget being allocated to the prevention and elimination of all forms of VAWG/HP.	No	N/A	Yes	Yes	
	What is the percentage of national budgets being allocated?				
	0%	N/A	0.26%	0.60%	
Health					
Indicator 2.3 Extent to which VAWG/HP is integrated in 5 other sectors (health, social services, education, justice, security, culture) development plans that are evidence-based and in line with globally agreed standards.	Medium	N/A	High	High	
	Education				
	Low	N/A	Medium	Medium	
	Justice				
	Low	N/A	Medium	Medium	
	Security				
	Low	N/A	Medium	Medium	
Social Services					
No Integration					
N/A	N/A	Medium	Low		
Culture					
No Integration					
N/A	N/A	Low	Low		
Output Indicator	Baseline	Results for Reporting Period (2023)	Cumulative	Target	Reporting Notes
Indicator 2.1.1 Number of institutions that develop strategies, plans and/or programmes to prevent and respond to VAWG, including for those groups of women and girls facing intersecting and multiple forms of discrimination.	0	0	3	12	
Indicator 2.1.2 Internal and external accountability mechanisms within relevant government institutions in place to monitor GEWE and VAW/HP.	No	N/A	Yes	Yes	
Health					
0	0	2	0		
Education					
0	0	2	0		
Justice					
0	0	1	0		
Security					
0	0	1	0		
Social Services					
0	0	1	0		
Culture					
0	0	1	0		
Government Officials					
Indicator 2.1.8 Number of key government officials with strengthened capacities to integrate efforts to combat VAWG into the development plans of other sectors, within the last year.	0	0	1,873	42	
	Women Government Officials				
	0	0	540	21	
Indicator 2.2.1 Multi-stakeholder VAWG coordination mechanisms are established at the highest level and/or strengthened, and are composed of relevant stakeholders, with a clear mandate and governance structure and with annual work plans, within the last year.	Composed of relevant stakeholders, With clear mandate and governance structure, With annual work plans	N/A	Established at the highest level Composed of relevant stakeholders With a clear mandate and governance structure With annual work plans	Composed of relevant stakeholders With a clear mandate and governance structure With annual work plans	

Indicator 2.2.2 Proportion of national and sub-national multi-stakeholder coordination mechanisms in place that include representatives of groups facing multiple and intersecting forms of discrimination.	3	0	3	3	
Indicator 2.2.3 Number of national and sub-national multi-stakeholder coordination mechanisms that are costed.	4	0	0	3	
National Level Meetings					
Indicator 2.2.4 Number of meetings of regional, national and/or sub-national multi-stakeholder coordination mechanisms, within the last year.	2	0	6	9	
Sub-National Level Meetings					
	2	0	26	6	
Indicator 2.3.1 Number of dedicated and multi-sectoral programmes developed that include proposed allocations of funds to end VAWG, within the last year.	4	0	1	4	
Parliamentarians					
Indicator 2.3.2 Number of Parliamentarians with strengthened knowledge and capacities to hold relevant stakeholders accountable to fund and implement multi-sectoral programmes to address VAWG, within the last year.	0	0	0	90	
Women Parliamentarians					
	0	0	0	12	
Government Officials					
Indicator 2.3.3 Number of key government officials with greater knowledge, capacities and tools on gender-responsive budgeting to end VAWG, within the last year.	0	0	80	70	
Women Government Officials					
	0	0	6	30	
Indicator 2.3.4 Number of women's rights advocates with greater knowledge and capacities on gender-responsive budgeting to end VAWG.	0	0	58	170	

Outcome 3 Summary table

Outcome Indicator	Baseline	Results for Reporting Period (2023)	Cumulative	Target	Reporting Notes
Indicator 3.1 Percentage of people who think it is justifiable for a man to (subject) beat his wife/intimate partner.	47%	47%	47%	45%	According to DHS 2018, 47.00% of MEN think it is justifiable for a man to beat his wife/intimate partner violence. The indicator is not measured in the annual basis because it is a Outcome indicator. The next planned DHS will help to measure this indicator because it is a Outcome indicator.
Female Genital Mutilation					
Indicator 3.2.a) Percentage of people who think it is justifiable to subject a woman or girl to FGM (in areas where FGM takes place)	75%	75%	75%	73%	"According to DHS 2018, 75.8% of WOMEN (15-49 years old) and 74.5 % of MEN (15-49 years old) think it is justifiable to subject a woman or girl to FGM. This indicator is not measured on an annual basis it is a Outcome indicator." The next planned DHS will help to measure this indicator because it is a Outcome indicator.
Child Marriage					
b) Percentage of people who think it is justifiable to subject a woman or girl child marriage.	N/A	N/A	N/A	N/A	Date for child marriage is not available. Earliest available planned for EDMS 2023. The next planned DHS will help to measure this indicator because it is a Outcome indicator.
Output Indicator	Baseline	Results for Reporting Period (2023)	Cumulative	Target	Reporting Notes
Indicator 3.1.1 Existence of a draft now and/or strengthened Comprehensive Sexuality Education in line with international standards	No	No	No	Yes	All efforts with the Ministry of Education to develop keys modules of the program to integrate in the training curricula of teachers health and social workers since 2021 were not successful. For this reason this activity was left.
In-School Programmes					
	0	36,952	136,239	300,000	
In-School Programmes Girls					
	0	19,520	71,538	200,000	
In-School Programmes Boys					
Indicator 3.1.2 Number of young women and girls, young men and boys who participate in either/both in- and out-of school programmes that promote gender-equitable norms, attitudes and behaviours and exercise of rights, including reproductive rights, within the last year.	0	17,432	64,701	100,000	
Out-of-School Programmes					
	0	36,920	309,753	300,000	
Out-of-School Programmes Girls					
	0	23,553	125,269	200,000	
Out-of-School Programmes Boys					
	0	13,367	184,484	100,000	
National or Sub-National					

Indicator 3.1.3 Number of national and/or sub-national programmes developed for inclusion in educational curricula to promote gender-equitable norms, attitudes and behaviours, including targeting young women and girls, young men and boys facing multiple and intersecting forms of discrimination, within the last year.	1	3	11	2	Ongoing dissemination of model lessons on GBV, cartoons on FGM and child marriage, including 'Bande a Awa', in and out of school to prevent GBV.
Indicator 3.2.1 Number of women, men, girls and boys who regularly attend community programmes to promote gender-equitable norms, attitudes and behaviours, including in relation to women's and girls' sexuality and reproduction, within the last year.	0	56,161	2,099,736	600,000	56,161 people (18,750 girls, 12,182 boys, 17,759 women, 7,470 men) regularly attended information, education and awareness-raising sessions on the harmful consequences of GBV and harmful practices in the regions of Bamako, Koulikoro, Ségou and Sikasso. 170,311 (61,926 girls, 42,981 boys, 45,211 women, 20,183 men) participated directly in information, education and awareness-raising sessions on the harmful consequences of GBV and harmful practices in the regions of Bamako, Koulikoro, Ségou and Sikasso. The mass communication strategies used, in particular theater forums, campaigns, intergenerational dialogues and the contribution of members of the community mechanisms put in place (GBV alert awakening committees, model husbands' clubs, school clubs, groups of adolescent girls.) largely contributed to exceeding the expected results for this indicator. Also, funds from other donors have been added to those of the PIS to cover all the villages of the targeted municipalities.
Indicator 3.2.4 Number of communities with advocacy platforms established and/or strengthened to promote gender-equitable norms, attitudes and behaviours, including in relation to women and girls' sexuality and reproduction.	8	685	2,691	600	685 village communities equipped with advocacy platforms to promote equitable gender norms, attitudes and behaviors, including women's and girls' reproductive health. In addition to GBV awareness and alert committees set up in each intervention village and commune, UNICEF and its partners have set up other community platforms such as the clubs of model husbands, model couples, protective mothers and protected daughters, school clubs, groups of out-of-school adolescent girls whose members have been equipped to prevent and respond to GBV. This ensures the sustainability of the interventions even if the Program is over. Also, funds from other donors were added to those of the PIS to achieve these results.
Indicator 3.2.5 Number of campaigns challenging harmful social norms and gender stereotyping, including of women and girls facing intersecting and multiple forms of discrimination, developed and disseminated during the past year.	0	11	21	6	261 communication events including 11 campaigns (4 digital and 7 advocacy campaigns through GBV prevention and response forums in and outside schools).
Indicator 3.2.6 Number of networks of men and boys developed and/or strengthened to advocate against VAWG and stand for promoting gender equitable values and behaviours during the past year.	0	4	39	42	39 pre-established networks of men and boys are functioning and supporting advocacy to change behaviours, attitudes and social norms.
Indicator 3.3.3 Number of news and other media stories/reports that sensitively report on VAWG and GEWE more broadly, in the last year.	0	12	302	18	12 stories and media reports were produced. These stories and media reports sensitively report on VAW/VBG/harmful practices, gender equality and women's empowerment, SR of women and girls, including the increased risks of GBV associated with COVID19, and prevention measures in response to COVID19. UNICEF partner CSOs reinforced the skills of many more media men and women than expected. They have also signed protocols with more media to better communicate on sensitive gender and GBV issues. Also, funds from other donors were added to those of the PIS to achieve these results.
Indicator 3.3.4 Number of journalists with strengthened capacity to sensitively report on VAWG and GEWE more broadly.	0	60	210	55	19 Women journalists are better able to report stories sensitive to VAW, GBV, harmful practices, gender equality and women's empowerment, women's and girls' SRH, including increased risk of GBV associated with COVID19 and COVID prevention measures.
Women Journalists	0	19	57	27	
Indicator 3.3.5 Number of key informal decision makers and decision makers in relevant institutions with strengthened awareness of and capacities to advocate for implementation of legislation and policies on ending VAWG and for gender-equitable norms, attitudes and behaviours and women and girls' rights, within the last year.	0	372	674	100	65 women and 307 men key informal and non-governmental leaders with increased awareness and capacity to advocate for the implementation of laws and policies related to GBV, VAWG, and attitudinal and behavioral barriers to women's rights, including the increased risk of GBV related to COVID19 and prevention efforts. In order to ensure the achievement of the expected results in terms of changing social norms vis-à-vis FGM and child marriage, UNICEF and its partners have strengthened the skills of men and women leaders who are power holders in their communities to advocate for the acceleration of the abandonment of harmful practices FGM, marriages before 18 years and other GBV. Their public positions in favor of the abandonment of these practices have largely contributed to the signing of public declarations of abandonment of FGM and marriages before the age of 18.
Women Decision Makers	0	65	96	50	

Outcome 4 Summary table

Outcome Indicator	Baseline	Results for Reporting Period (2023)	Cumulative	Target	Reporting Notes
	Reported				
	800	18	5,471	200	As the handling mechanism is holistic, the police are systematically informed of these cases.
	Brought to Court				
Indicator 4.2 a) number of VAWG cases reported to the police; b) number of cases reported to the police that are brought to court; and c) number of cases reported to the police that resulted in convictions of perpetrators.	20	21	795	80	Dealing with cases of GBV out of court is still a reality in our communities. Threats and pressure on the victim lead to more retractions.
	Convictions				

	15	15	141	100	The level of conviction of cases that reach the courts is quite satisfactory, thanks to the various capacity-building sessions carried out by the project. Today, GBV cases are being considered in a fairly satisfactory manner, although the severity of the sentences handed down needs to be improved.
MIS					
Indicator 4.3 A dedicated VAWG management information system (MIS) is in place at national level which can measure number of women/girl victims/survivors of violence that have received quality, essential multi-sectoral services.	No	Yes	Yes	Yes	The coordination of stakeholders involved in the fight against GBV, particularly through mechanisms such as GBIMS, provides a genuine framework for the exchange of information on GBV.
Output Indicator	Baseline	Results for Reporting Period (2023)	Cumulative	Target	Reporting Notes
Indicator 4.1.1 A centralized risk assessment system and/or early warning systems is in place bringing together information from police, health and justice sectors.	No	Yes	Yes	No	The One Stop Centers' network of GBV survivor care providers is the mechanism for referring survivors to the appropriate structures (police, medical, legal). These stakeholders have SOPs for referring survivors to the various links in the chain (medical, police, justice, etc.).
Developed					
Indicator 4.1.3 Existence of national guidelines or protocols that have been developed and/or strengthened in line with the guidance and tools for essential services.	No	Yes	Yes	Yes	Since the start of the project, UNFPA and its partners have worked to produce a protocol for the care of survivors which is currently used by all those involved in the care of survivors.
	Strengthened				
	No	Yes	Yes	No	As part of the process of improving the care process (referencing and care), staff regularly work on the SOPs drawn up to make them more functional, based on the shortcomings identified.
Government Service Providers					
Indicator 4.1.4 Number of government service providers who have increased knowledge and capacities to deliver quality and coordinated essential services to women and girl survivors of violence, within the last year.	0	402	1,265	140	Among the 402 people trained, 121 were females Among the 402 people trained, 281 were male
	Women Government Service Providers				
	0	121	594	52	It should be pointed out that this number is becoming increasingly significant as the care of survivors is becoming a module in many training courses, even those that are not primarily intended to be based on GBV. In other words, several state services (protection, social development, health, security) tend to cover the costs. The NGO partners in the SI programme also open their local training sessions to State representatives based in their area of intervention.
Women's Rights Organizations					
Indicator 4.1.5 Number of women's rights organisations who have increased knowledge and capacities to deliver quality, coordinated essential services to women and girls' survivors of violence, within the last year.	0	10	105	100	The work of reinforcing knowledge was done mainly around the 10 organisations/networks set up.
	LNOB				
	0	200	200	0	During this quarter, UNFPA and its partners worked with 10 women's networks operating in second-level areas (circles and villages). Moving towards a deconcentrated level with the response to GBV is a method of targeting women at the local level.
Grassroots					
	0	10	107	70	The 10 organisational networks are all located at grassroots level, i.e. within grassroots communities.....
Number of Networks identified at Baseline					
Indicator 4.1.8 Number of local networks established among authorities and communities to prevent and respond to VAWG that include adequate representation of women and girls facing multiple and intersecting forms of discrimination, within the last year.	0	10	93	40	10 networks set up are essentially women's rights organisations, with a particular focus on the prevention of GBV.
a) Girls with Knowledge of ES					
Indicator 4.2.1 Number of women and girl survivors of violence that have increased KNOWLEDGE of a) to quality essential services, and b) accompaniment/support initiatives, including longer-term recovery within the last 12 months	0	272	4,727	40,000	These figures include the 148 survivors who have been taken into care, as well as others whose capacity has been strengthened through the various networks established.
	a) Women with Knowledge of ES				
	0	564	8,577	40,000	It has to be said that the reduction in this figure compared with the forecast can be explained by the lull in the movement of people fleeing the conflict towards the areas in the south where the Ones stop centre is located. The figure had therefore been overestimated in anticipation of this massive population outflow. Since 2022, a considerable lull has reduced this. It should also be pointed out that this figure relates only to survivors (it does not include any other consideration or type of victim).
	b) Girls with Knowledge of longer term services				
	0	272	6,373	179,000	Among the 564 survivors who have improved their knowledge (including their accounts) we have 564 women Among the 272 survivors who have improved their knowledge (including their accounts) It has to be said that the reduction in this figure compared with the forecast can be explained by the lull in the movement of people fleeing the conflict towards the areas in the south where the Ones stop centre is located. The figure had therefore been overestimated in anticipation of this massive population outflow. Since 2022, a considerable lull has reduced this. It should also be pointed out that this figure relates only to survivors (it does not include any other consideration or type of victim).
b) Women with Knowledge of longer term services					
	0	564	6,177	60,000	
a) Girls with ACCESS to ES					
Indicator 4.2.2 Number of women and girl survivors/victims and their families, including groups facing multiple and intersecting forms of discrimination, that have increased ACCESS to a) to quality essential services and b) accompaniment/support initiatives, including longer-term recovery services, within the last 12 months	0	1,462	7,345	179,000	We note that in this semester the girls and women who have been in the implementation environment with full access to services are about 8705
	a) Women with ACCESS to ES				
	0	7,243	12,673	60,000	the number of women in this category is estimated at around 7243 and for the girls at 1462. Some of them received medical care in addition to psychosocial care in the CSComs and CSREfs in the regions of Bamako, Kayes, Koulikoro, Ségou and Sikasso.
b) Girls with Access to Recovery Services					
	0	1,462	5,125	139,000	We note that in this semester the girls and women who have been in the implementation environment with full access to services are about 8705

b) Women with Access to Recovery Services					the number of women in this category is estimated at around 7243 and the girls at 1462. Some of them received medical care in addition to psychosocial care in the CSComs and CSRs in the regions of Bamako, Kayes, Koulikoro, Ségou and Sikasso.
	0	7,243	13,209	139,000	
Strategies Designed					
Indicator 4.2.3 Existence of strategies for increasing the knowledge and access to services for women and girls, including groups facing multiple and intersecting forms of discrimination.	No	No	Yes	Yes	Yes, the process of mapping and digitising the facilities providing care for Ones stop centres has begun, particularly through the GBV sub-cluster. The aim is to make it easier for survivors to access GBV services.
	Strategies Designed that include LNOB				
	No	No	Yes	Yes	Yes, the process of mapping and digitising the facilities providing care for Ones stop centres has begun, particularly through the GBV sub-cluster. The aim is to make it easier for survivors to access GBV services.

Outcome 5 Summary table

Outcome Indicator	Baseline	Results for Reporting Period (2023)	Cumulative	Target	Reporting Notes	
Prevalence						
Indicator 5.1 Existence of globally comparable data on the prevalence (and incidence, where appropriate) of VAWG/HP, collected over time	Yes	Yes	Yes	Yes	Through GBVIMS and one stop center data. The SI funds have enabled the capacity building of the one-stop shop to inform the GBVIMS. In addition, the national GBV database is being finalized.	
	Incidence					
	Yes	Yes	Yes	Yes	Through GBVIMS and one stop center data. The SI funds have enabled the capacity building of the one-stop shop to inform the GBVIMS. In addition, the national GBV database is being finalized.	
IPV						
Indicator 5.2 Existence of publicly available data, reported on a regular basis, on various forms of VAWG/HP (at least on intimate partner violence, non-partner sexual violence, family violence, harmful practices when relevant, and trafficking and femicide) at country level	No	Yes	Yes	Yes	Through GBVIMS and one stop center data. The SI funds have enabled the capacity building of the one-stop shop to inform the GBVIMS. In addition, the national GBV database is being finalized.	
	FGM					
	No	Yes	Yes	Yes		
Child Marriage						
	No	Yes	Yes	Yes		
Output Indicator	Baseline	Results for Reporting Period (2023)	Cumulative	Target	Reporting Notes	
Indicator 5.1.1 National Statistical Offices has developed/adapted and contextualized methods and standards at national level to produce prevalence and/or incidence data on VAWG						
	No	Yes	Yes	Yes	Yes, workshops and training have been organized to strengthen the capacities of INSTAT and GBV data producers to produce data on the prevalence and/or incidence of VAW, including GBV and harmful practices.	
Indicator 5.1.2 A system to collect administrative data on VAWG/HP, is in place and in line with international standards, across different sectors						
	No/N/a - does not apply	Yes	Yes	Yes	No, not at the level of different sectors. The database is being set up and will allow this data collection.	
National Statistics Officers						
Indicator 5.1.3 Number of National Statistical Officers who have enhanced capacities to produce data on the prevalence of VAWG/HP, and incidence where appropriate, within the last year	0	0	60	55		
	Women National Statistics Officers					
	0	0	15	15		
Knowledge products						
Indicator 5.2.1 Number of knowledge products developed and disseminated to the relevant stakeholders to inform evidence-based decision making, within the past 12 months	1	0	8	5		
Government Personnel						
Indicator 5.2.3 Number of government personnel, including service providers, from different sectors with strengthened capacities on analysis and dissemination of prevalence and/or incidence data on VAWG, within the last year	0	0	45	70		
	Women Government Personnel					
	0	0	20	15		
Indicator 5.2.4 Number of women's rights advocates with strengthened capacities on analysis and dissemination of prevalence and/or incidence data on VAWG, within the last year						
	0	0	0	68		

Outcome 6 Summary table

Outcome Indicator	Baseline	Results for Reporting Period (2023)	Cumulative	Target	Reporting Notes
Indicator 6.2 Extent to which there is an increased use of social accountability mechanisms by civil society in order to monitor and engage efforts to end VAWG	0	5	6	5	The action plans of the 05 networks set up were supported. The implementation of the action plans has enabled the organization of awareness-raising, advocacy and capacity-building activities, which have reached around 2,500 people in the areas covered by the project. An evaluation of the network is currently underway, as is the updating of the CSO directory.

Indicator 6.3 Number of women's rights organisations, autonomous social movements and CSOs, including those representing youth and groups facing multiple and intersecting forms of discrimination/marginalization, report having greater influence and agency to work on ending VAWG	0	200	470	50	200 rights groups and civil society organizations were strengthened. They initiated advocacy sessions for the adoption of the draft law on GBV, which reached around 150 people, including 50 women. This is because the strengthened associations and groups have also initiated training activities for other associations and groups involved in defending women's rights. These included federations and networks of associations. Which includes several associations. Each association, group and federation trained organized feedback sessions on the concepts acquired in the locality where the project was implemented.
Output Indicator	Baseline	Results for Reporting Period (2023)	Cumulative	Target	Reporting Notes
Indicator 6.1.1 Number of jointly agreed recommendations on ending VAWG produced as a result of multi-stakeholder dialogues that include representatives of groups facing multiple and intersecting forms of discrimination, within the last year.	0	202	212	20	The action plans of the 05 networks have been successfully implemented in the program's various intervention zones. Network activities have involved traditional and religious leaders (52) and people facing multiple forms of discrimination (150).
Indicator 6.1.2 Number of official dialogues about ending VAWG with relevant government authorities that include the full participation of women's rights groups and relevant CSOs, including representatives of groups facing multiple and intersecting forms of discrimination, within the last year.	1	17	20	5	A total of 17 community and institutional meetings (advocacy, awareness-raising, capacity-building) were initiated by the networks.
Indicator 6.1.4 Number of women's rights groups, networks and relevant CSOs with strengthened capacities to network, partner and jointly advocate for progress on ending VAWG at local, national, regional and global levels, within the last year.	0	20	277	100	20 CSO have been reinforced and gathered in 5 networks in Bamako and the the regions of Kayes, Koulikoro, Sikasso and Segou to streghen advocacy for the harmonization of national laws with international norms and standards for EAWG
Indicator 6.2.1 Number of supported women's right groups and relevant CSOs using the appropriate accountability mechanisms for advocacy around ending VAWG, within the last year	0	90	345	100	Through the networks set up 90 women's associations and youth groups committed to the promotion of human rights and the fight against GBV and harmful practices relating to GBV, gender positive masculinity.



**ANNEX B - FINAL
PROGRAMME REPORT
RISK MANAGEMENT
REPORT**

Country Programme / Regional Programme: MALI/AFRIQUE

01/01/2019 / 30/09/2023 (entire programme duration)

Instructions: Kindly note how your programme has managed all identified risks over its duration. Please also update the section on "Assumptions" at the bottom of the matrix, as necessary. Please list the risks identified for the entirety of the programme in column A; column F should briefly note if the risk materialized (if it occurred during your programme's implementation); and column G should note how your programme mitigated/addressed the risk (or planned to address the risk).

Risk Assessment			Risk Monitoring:		Did the risk occur? YES or NO If YES, please include a brief explanation of what happened	Addressing the Risk:	Responsible Person/Unit
Risk	Likelihood: Almost Certain – 5 Likely – 4 Possible – 3 Unlikely – 2 Rare – 1	Impact: Extreme – 5 Major – 4 Moderate – 3 Minor – 2 Insignificant – 1	Periodicity	Source for monitoring		Please include the mitigating and/or adaptation measures planned for/taken	
Please include all risks planned for (or faced) over your programme's entire duration							
Contextual risks							

<p>Risque d'instabilité liée au conflit avec forte probabilité d'affecter les zones d'intervention du Spotlight Initiative</p>	<p>Peu Probable-2</p>	<p>Modéré – 3</p>	<p>trimestriellement</p>	<p>ONG partenaires</p>	<p>Yes, la détérioration de la situation sécuritaire en 2021 s'est poursuivie en 2022 et 2023, entraînant des impacts sur la réalisation des résultats du programme en raison de la présence de bandits armés dans les zones d'intervention. Toutefois, les actions des ONG sur le terrain ont contribué à atténuer ce risque.</p>	<p>Le programme Initiative Spotlight au Mali a fait face à des défis sécuritaires persistants, notamment la présence de groupes armés dans certaines zones d'intervention telles que Kayes, Koulikoro, Sikasso et Ségou. Des mesures ont été prises pour atténuer ces risques, notamment en suivant de près la situation sécuritaire, en adaptant la programmation des actions en conséquence, en évitant les déplacements nocturnes et solitaires, en réduisant les déplacements sur le terrain et en redéployant le personnel des OSC dans des zones plus sécurisées. Des partenariats ont également été développés avec des ONG locales pour mener des activités.</p>	<p>Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies, RCO/Experts des agences/M&E Spécialiste Chef d'agence./OSC</p>
<p>Risque d'inadaptation du cadre législatif et politique : Non harmonisation de la législation nationale avec les conventions internationales, non insertion des textes ratifiés dans le journal officiel, la mise en avant des règles de la coutume au détriment du droit.</p>	<p>Probable - 4</p>	<p>Modéré - 3</p>	<p>Trimestriellement</p>	<p>ONG partenaires, structures de l'Etat</p>	<p>L'harmonisation des textes nationaux avec les conventions internationales constitue un défi majeur qui entrave l'avancement de l'agenda de la femme, notamment en l'absence d'une loi spécifique pour sanctionner les mutilations génitales féminines et la non-élévation de l'âge du mariage des filles de 16 à 18 ans. Cependant, des progrès ont été réalisés dans le projet de révision du Code Pénal pour prendre en compte ces infractions dans le cadre des VBG.</p>	<p>"L'avancement de la législation sur les VBG depuis l'adoption du texte de loi en juillet 2017 a été entravé par le contexte politique et législatif, conduisant au retrait du pilier 1 de la phase II du programme. Pour atténuer ce risque, des mesures ont été prises, notamment la mobilisation communautaire pour sensibiliser les acteurs clés, le renforcement des capacités des acteurs de la justice et des institutions et la mise en œuvre d'une feuille de route visant l'adoption de la loi VBG et l'harmonisation de la législation nationale avec les instruments internationaux ratifiés par le Mali."</p>	<p>RCO/Experts des agences/M&E Spécialiste Chef d'agence.RCO/Experts des agences/M&E Spécialiste Chef d'agence.</p>
<p>3. Risque d'accès limité aux infrastructures routières rendant difficile l'accès à certains villages</p>	<p>Possible - 4</p>	<p>Modéré- 3</p>	<p>Trimestriellement</p>	<p>Agences UN d'exécution//Partenaires de mise Œuvre (ONG partenaires)</p>	<p>YES. L'absence de fourniture d'équipements aux partenaires par le Programme Initiative Spotlight a eu un impact négatif sur la réalisation des résultats. Cependant, pour pallier cette situation, les agences ont utilisés leurs propres fonds ainsi que ceux d'autres donateurs afin de mettre à disposition des partenaires les équipements nécessaires pour la mise en œuvre du programme sur le terrain.</p>	<p>Pour faire face aux difficultés d'accès liées au programme en raison des infrastructures routières, plusieurs mesures de mitigation ont été mises en place. Tout d'abord, une communication renforcée avec les partenaires de terrain a été établie, avec des réunions régulières pour maintenir un lien étroit et échanger des informations. De plus, afin de permettre un travail efficace sur le pilier 3 du programme (prévention et transformation des normes sociales), des véhicules adaptés aux zones d'intervention ont été mis à disposition des organisations de la société civile partenaires grâce aux fonds de l'UNICEF. Par exemple, 35 motos ont été fournies aux partenaires pour faciliter leurs déplacements. D'autres équipements adaptés sont également en cours d'achat pour répondre aux besoins spécifiques sur le terrain.</p>	<p>RCO/Experts des agences/M&E Spécialiste Chef d'agence.</p>

Risque d'absence de tribunaux dans les régions pour rendre justice	Presque Certain - 5	Major - 4	trimestriellement	ONG partenaires, structures de l'Etat	Yes, dans les localités dépourvues de juridictions, des tribunaux d'instances et des parajuristes ont été mis en place pour traiter les affaires relevant de la violence basée sur le genre. Ces mécanismes judiciaires de proximité permettent de traiter les cas qui dépassent le niveau des mécanismes communautaires. En cas de besoin, les affaires sont alors référées aux niveaux des communes, des cercles/regions ou au niveau national pour un traitement approprié.	Renforcement de la prise en charge juridique et judiciaire des personnes survivantes de VBG avec les ONG partenaires basées sur le terrain, incluant la sensibilisation et le référencement des cas vers les services appropriés. De plus, des mécanismes communautaires tels que les comités d'éveil et d'alerte sur les VBG, les clubs d'élèves, les clubs des maris et couples modèles, les groupements d'adolescentes et les réseaux de jeunes et d'adolescents sur les réseaux sociaux ont été mis en place pour communiquer sur les VBG, prévenir les cas et référencer les survivantes vers les services de prise en charge. Ces mécanismes communautaires, en collaboration avec les journalistes et communicateurs formés, contribuent à atténuer ce risque.	Experts des agences
Risque de la persistance d'un environnement anti-droits (extrémisme violent, expansion des groupes armés) qui se traduit par une faible capacité d'action des défenseurs des droits, en particulier dans les zones d'instabilité et Persistance de certains groupes religieux qui s'opposent à certaines initiatives visant la promotion des droits des femmes et la lutte contre les VBG	Possible - 4	Modéré - 3	trimestriellement	ONG partenaires, structures de l'Etat	Yes. La crise sécuritaire a exacerbé ce défi puisque bien avant certains leaders religieux très influents s'opposaient à toute idée de législation des MGF/VBG. Yes. L'implication effective des leaders religieux et leur responsabilisation ont permis de faire de ces leaders religieux qui sont influents des acteurs et bénéficiaires des interventions du programme	Renforcement des interventions de sensibilisation et d'information sur les Droits des femmes et la promotion de l'abandon des VBG. Conduite d'étude au niveau locale afin de mieux comprendre les communautés et les questions de VBG avant intervention : Afin d'impacter réellement sur l'environnement d'intervention, des études ont été menées pour mieux comprendre le contexte et utiliser des nouvelles approches d'intervention. Un partenariat stratégique entre le programme Initiative Spotlight et les Associations des Chefs Traditionnels / leaders religieux nous a donné la possibilité de gérer ce risque et d'assurer la poursuite des alliés avec leur engagement et une implication forte du ministère en charge des affaires religieuses soutien des chefs religieux et traditionnels	RCO/Experts des agences/M&E Spécialiste
Les normes sociales et de genre qui imposent aux femmes et filles survivantes de VBG une "loi du silence" limite l'identification et favorise l'impunité des auteurs (reformule) Les normes sociales et de genre qui imposent aux femmes et filles survivantes de VSBG une "loi du silence" limite l'identification et favorise l'impunité des auteurs (reformule)	Probable - 4 - 3	Modéré - 3	trimestriellement	ONG partenaires, structures de l'Etat	Yes. Le fonctionnement des mécanismes communautaires de prévention et réponses aux VBG a contribué à mitiger ce risque.	Renforcement des mécanismes communautaires de dénonciations : la dénonciation des cas des VBG a été démystifiée avec des mécanismes communautaires mis en place et fonctionnels. Les membres des comités d'éveils et d'alertes sur les VBG, les membres des clubs d'élèves, les adolescentes déscolarisées, non scolarisées, les membres des clubs des maris modèles tous/toutes renforcés sur la prévention, la référence, les premiers secours psychologiques assurent la gestion des cas, la dénonciation et la référence des survivantes vers les services de prise en charge appropriés. Les One Stop Center installés plus proches des victimes : Ces centres qui intègrent tous les volets d'accompagnement des survivantes sont installés de sorte à être les plus proches possible des communautés. De même, pour s'assurer de la fréquentation de ces centres par les communautés, l'un des rôles primordial des ONG partenaires est de les sensibiliser. Ces centres qui intègrent tous les volets d'accompagnement des survivantes sont installés de plus en plus proches vers les communautés et des ONG partenaires sensibilisent les communautés pour y recourir. Signature de protocoles d'accord avec les structures de santé à base communautaire pour offrir les services à base communautaire aux survivant/es : En vue de mitiger ce risque, les OSC partenaires de l'UNICEF ont signé des protocoles de partenariats avec les structures de santé à base communautaire. (CSCOM et CSPd) permettant aux	RCO/Experts des agences/M&E Spécialiste
L'insécurité qui peut constituer un risque pour le programme	Possible - 3	Mineur - 2	trimestriellement	ONG partenaires, structures de l'Etat	Yes. Les zones couvertes par le programme ont été moins affectées par la crise. Ce qui a aussi facilité la réalisation des activités	Les différentes interventions couvrent des zones qui ne sont pas directement affectées par la crise d'insécurité. Des partenariats ont été établis entre le programme Initiative Spotlight et les ONGs locales pour atteindre les populations de certaines zones inaccessibles en réadaptant ses stratégies d'interventions. Des partenariats solides avec les ONG locales et les communautés, ce qui a contribué à atténuer les risques de sécurité pour nos programmes. , ce qui a contribué également à atténuer ces risques.	RCO/Experts des agences/M&E Spécialiste

Programmatic risks							
Risques liés au fait de ne pas terminer les activités/atteindre les résultats prévus et de laisser le travail inachevé.	Possible - 3	Modéré - 3	trimestriellement	ONG partenaires, structures de l'Etat	Non . Certaines activités n'ont pas pu être complétées notamment sur les piliers 1, 2 et 5 dû à un contexte politique défavorable menant d'ailleurs à la suppression des piliers mais que les résultats globaux escomptés du programme ont été atteints.	En plus des fonds du programme Initiative Spotlight, les fonds propres de certaines agences notamment UNICEF et les fonds d'autres donateurs de UNICEF ont été utilisés pour compenser le retard dans la mise à disposition des fonds Spotlight. Aussi, les actions du PIS s'inscrivent en droite ligne des actions du plan d'action national VBG et d'autres politiques et plans d'actions nationaux. Aussi, on peut noter à ce niveau la mise en place d'un plan d'accélération pour permettre de respecter les délais d'exécution.L'extension de la fin du Programme Initiative Spotlight au 30 Septembre 2023 a été très utiles pour assurer l'achèvement de la mise en œuvre des activités.	RCO/Experts des agences/M&E Spécialiste
8. Risque que l'efficacité du programme ne soit compromise par la capacité limitées des partenaires de mise en œuvre.	Possible - 3	Mineur - 2	Trimestriellement	ONG partenaires, structures de l'Etat	Yes surtout sur le volet collectes et remontée des données et reportages sur les changements de normes sociales et non sur le processus.	La prévention du manque de capacité des partenaires a été fait à travers : Renforcement des capacités des IPs : Des sessions de renforcements des capacités des partenaires de mise en œuvre du programme pour mieux comprendre les objectifs et résultats attendus ainsi que les guidances en matière de communication et suivi évaluation du programme ont été organisées les 13 et 14 Mai 2020. OSC partenaires ont été formées sur la collecte et la gestion des données : Ce renforcement de capacité a permis d'assurer un suivi et rapportage de qualité des interventions de l'initiative Spotlight. Ainsi, les animateurs, assistants/coordonateurs ont compris l'importance de la gestion d'information, le suivi des indicateurs du projet et leurs rôles respectifs. Ces partenaires se sont familiarisés avec les fiches de collecte des données, les fiches de compilation pour les assistants/coordonateurs et les fiches de monitoring pour le chargé de projet. Les techniques de rapportage sur les changements d'attitudes, de comportements et de pratiques ont été privilégiées pour remplacer les habitudes de rapportage sur le processus. 1-Renforcement de capacités des partenaires à travers des réunions de planification, de cadrage méthodologique, d'animation d'espace de concertation et de suivi de la mise en œuvre des activités. 2- Evaluation et capitalisation des acquis; 3- Gestion des connaissances Les partenaires d'exécution des agences bénéficiaires du programme ont été appuyés et leurs capacités renforcés pour un bon déroulé des activités planifiées. Dans ce cadre la formation sur le suivi évaluation ainsi que sur les procédures financières ont été relâchées.	RCO/Experts des agences/M&E Spécialiste
Les fonds ne sont pas dépensés au niveau optimal en raison des limites et des goulots d'étranglement de la capacité d'absorption au niveau national	Improbable - 2	Mineur - 2	trimestriellement	ONG partenaires, structures de l'Etat	Non. Ce risque n'a pas été constaté	Le risque lié aux dépenses des fonds a été prévu pour être mitigé par : La diversification des partenariats ainsi que l'exécution directe de plusieurs activités par les OSC partenaires et les structures de l'Etat elles-mêmes. Ce qui est une démarche qui réduit en partie. Pour une complémentarité, des fonds d'autres projets et programmes UNFPA ont permis de renforcer les acquis et d'assurer une mise échelle des interventions dans les régions directement affectées par la crise.	RCO/Experts des agences/M&E Spécialiste
Risque de manque de financement pour poursuivre et consolider les résultats du programme des services à la fin du financement de la présente initiative	Possible - 3	Modéré - 3	trimestriellement	ONG partenaires, structures de l'Etat	Yes. Ce risque est constaté maintenant que le programme est sur le point de finir. Ce risque est mitigé par la collaboration avec l'Etat et le fait que les agences peuvent intégrer certains acquis dans leurs interventions avec d'autres bailleurs	Pour la mobilisation de ressources les actions de mitigation entreprises dans la période en question sont les suivantes : Identification de nouveaux créneaux de financements afin de pouvoir mobiliser des ressources complémentaires au PIS. La complémentarité du PIS avec les programmes déjà existants au niveau des agences et le partenariat avec les structures de l'Etat : A la fin du programme Spotlight, l'Etat devait disposer de capacité nécessaire pour continuer d'où la signature de plusieurs partenariats avec les structures Étatiques. Pour les réalisations physiques du programme comme par les One Stop Center, un plan de durabilité a été fait avec l'Etat pour que l'Etat assure l'appropriation une fois le programme fini. Des progrès sont déjà réalisés sur cet aspect avec l'intégration physique et technique dans les centres de santé qui est très avancé. Pour les activités non physique comme les activités de transformation des normes sociales, les agences SNU devraient continuer a mener les initiatives dans ce sens même après la fin du programme.	RCO/Experts des agences/M&E Spécialiste

Capacités et connaissances acquises par les différentes parties prenantes dans le cadre de l'Initiative (gouvernement, société civile, etc.) non traduites en actions de transformation	Improbable - 2	Mineur - 2	trimestriellement	ONG partenaires, structures de l'Etat	Non	Les agences retenues sur la phase II comme pour la phase I ont été responsabilisées pour le suivi de leurs outcomes. Aussi, l'action ci-dessous devait pouvoir réduire l'impact de cela : Mise en place d'un mécanisme de suivi évaluation participatif : 1-Evaluation, capitalisation des acquis, gestion des connaissances et une mise à échelle des bonnes pratiques Le Suivi des effets/outcome aussi bien dans Jotform que dans les Rencontres des points focaux M&E contribuera à réduire ce risque. Le suivi des effets/outcome aussi bien dans Jotform, SMART que lors des rencontres des points focaux M&E a contribué à réduire ce risque.	RCO/Experts des agences/M&E Spécialiste
Le manque général d'accès aux nouvelles technologies réduit les possibilités de partage d'informations, y compris la disponibilité des données et son utilisation	Improbable - 2	Mineur - 2	trimestriellement	ONG partenaires, structures de l'Etat	Non	Compte tenu de la pandémie de la covid19, tous les partenaires ont développé des moyens de communication afin de pallier les difficultés liées à la communication : Utilisation accrue des plateformes pour les réunions et formations (Zoom ; Google meet, Skype, Teams, etc.). Les médias modernes y compris réseaux sociaux sont largement utilisés pour pallier aux risques d'accès aux nouvelles technologies. En ce qui concerne les données, des outils de collecte de données, suivi et rapportage des données ont été conçus pour les OSC partenaires qui ont été renforcées sur l'utilisation de ces outils.	RCO/Experts des agences/M&E Spécialiste
Risque de mauvaise gestion financière, pouvant nuire à l'obtention des résultats	Improbable - 2	Mineur - 2	trimestriellement	ONG partenaires, structures de l'Etat	Non	Pour ce qui est de la gestion financière, on note les actions de mitigation suivantes: Renforcement des capacités des partenaires sur les procédures de gestion financière des agences. En ce qui concerne la prévention contre une mauvaise gestion, plusieurs partenaires ont été recyclés sur la base des constats faits de 2019 à 2023.	RCO/Experts des agences/M&E Spécialiste
Des preuves limitées sur ce qui fonctionne pour prévenir la violence à l'égard des femmes, y compris les PN.	Improbable - 2	Mineur - 2	trimestriellement	ONG partenaires, structures de l'Etat	Non	Afin de jauger le fonctionnement du programme sur le terrain, les actions suivantes ont été entreprises: Des Rencontres d'échanges programmatiques avec les partenaires de mise en œuvre : plusieurs agences ont instauré des rencontres périodiques avec l'ensemble des partenaires afin de faire des états des lieux périodiques. L'organisation de mission conjointe avec toutes les parties prenantes du PIS dans les 4 régions et le District de Bamako.	RCO/Experts des agences/M&E Spécialiste
Institutional risks							
Risque de dispersion des partenaires de mise en œuvre engagés sur d'autres chantiers ou sur	Possible - 3	Mineur - 2	Trimestriellement	ONG partenaires, structures de l'Etat	Non	Le programme prévoit une équipe de mise en œuvre claire pour chaque partenaire.	RCO/Experts des agences/M&E Spécialiste
Disponibilité limitée des données et capacités limitées des institutions étatiques pour développer et analyser les données	Possible - 3	Modéré - 3	Trimestriellement	ONG partenaires, structures de l'Etat	Yes. Les données même si elles sont disponibles sont sur une base quinquennale donc ne permettent pas de mesurer les changements induits par le PIS.	En ce qui concerne les données, le programme a entrepris les actions suivantes : Un état des lieux des données VBG : Avec l'Institut National de la statistique, la problématique des données a été analysée ; Renforcement des capacités des IPs en M&E : Cette action a également été organisée à l'endroit de plusieurs partenaires de mise en œuvre de l'Initiative Spotlight.	RCO/Experts des agences/M&E Spécialiste
La forte rotation des fonctionnaires de l'Etat qui pourrait retarder la mise en œuvre de	Probable - 4	Modéré - 3	Trimestriellement	ONG partenaires, structures de l'Etat	Non	Ce risque a été réduit grâce à l'initiative suivante : La diversité des points focaux ainsi que l'implication effective des Directeurs régionaux a permis d'amoinrir ce risque.	RCO/Experts des agences/M&E Spécialiste
Risque de déficit de synergie entre les différents acteurs se traduisant par une insuffisance de coordination et d'approche intégrées de	Possible - 3	Mineur - 2	Trimestriellement	ONG partenaires, structures de l'Etat	Non . Une synergie d'action existe entre les partenaires qui ont été renforcés sur un outil harmonisé de collecte et reportage de données.	Malgré le contexte de travail à distance, des actions ont été entreprises afin de maintenir l'équipe SI mobilisée : La coordination du RCO comme facteur réduisant ce risque : le Bureau du Coordonnateur Résident a assuré la coordination entre les agences du SNU, avec la partie gouvernementale et l'Union Européenne. Des rencontres régulières ont eu lieu pour le suivi des activités, en plus des Comités de coordination technique, des Comités de pilotage, des missions conjointes et de Haut niveau. Ce travail de coordination a facilité la	RCO/Experts des agences/M&E Spécialiste
Faible application des lois et règlements	Possible - 3	Mineur - 2	Trimestriellement	ONG partenaires, structures de l'Etat	Yes. Les actions sont renforcées pour une application de la	Le programme a amélioré l'égalité des femmes, a protégé les droits des femmes et des filles, en particulier aux services de santé, d'éducation et de protection, et a renforcé	RCO/Experts des agences/M&E Spécialiste

Fiduciary risks

N/A									
-----	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Assumptions: Mise à disposition des fonds spotlight dans les délais ; synergie entre les agences d'exécution et les partenaires de mise en oeuvre, absence de catastrophes naturelles , présence de consultants, d'experts et de personnes ressources sur le plan local.

Final Reporting - Annex C

Reporting Period: Full programme duration

Programme	Mali
CSRG Budget (2022)	\$90,286

Region	Spotlight Programme	Outcome	Output	Name of Recipient UN Organization (RUNO) funding the CSO	Name of Civil Society Organization (CSO)	Type of CSO	Modality of Engagement	Total award amount (USD)	Out of the total amount awarded, how much has been disbursed to the CSO by 31 December 2022?	Is the award or part of the award being sub-granted/co-contracted to other CSOs?	If yes, what percentage of this award is planned for sub-granting or sub-contracting?	What is the estimated number of sub-granted or sub-contracted CSOs?	What percentage of the Award is going to core institutional support to CSOs?	Is this CSO woman-led and/or a women's rights organization (WRO)/feminist CSO?	Is the CSO a new or existing partner?	Vulnerable/ Marginalized Populations Supported by Award											
																Adolescent girls	Elderly women	Indigenous women and girls	LGBTQI persons	Sex workers	Migrant women and girls	Women and girls from ethnic minorities and/or religious minorities	Women and girls living with HIV/AIDS	Women and girls with disabilities	Rural women	Other marginalized groups relevant in national context	
Africa	Mali		1 Output1.1	UN WOMEN	PACINDHA	National	Implementing partner (IP)	\$1,000,879	\$1,000,879	NO	0%	0	2%	NO	Existing	X	X							X	X	X	X
Africa	Mali		1 Output1.1	UN WOMEN	APDF	National	Implementing partner (IP)	\$904,794	\$904,794	NO	0%	0	2%	YES	Existing	X	X							X	X	X	X
Africa	Mali		2 Output2.3	UNDP	SINI-SANOUMA	National	Implementing partner (IP)	\$223,718	\$223,718.38	NO	0%	0		NO	Existing	X	X							X	X	X	X
Africa	Mali		2 Output2.3	UNDP	APDF	National	Implementing partner (IP)	\$223,718	\$223,718.38	Yes	0%	0		YES	Existing	X	X							X	X	X	X
Africa	Mali		3 Output3.1	UNICEF	TAGNE	National	Implementing partner (IP)	\$421,186	\$421,186	NO	0%	0	19%	YES	Existing	X	X							X	X	X	X
Africa	Mali		3 Output3.1	UNICEF	Mouvement pour la Paix, le Désarmement et la Liberté.	National	Implementing partner (IP)	\$296,352	\$296,352	NO	0%	0		YES	NEW												
Africa	Mali		3 Output3.1	UNICEF	APSEF	National	Implementing partner (IP)	\$386,096	\$386,096	NO	0%	0	19%	YES	New	X	X							X	X	X	X
Africa	Mali		3 Output3.1	UNICEF	CAEB	National	Implementing partner (IP)	\$75,141	\$75,141	No	0%	0		YES	New	X	X							X	X	X	X
Africa	Mali		3 Output3.1	UNICEF	ASSAFE	National	Implementing partner (IP)	\$80,128	\$80,128	No	0%	0	0%	YES	Existing												
Africa	Mali		3 Output3.2	UNICEF	TAGNE	National	Implementing partner (IP)	\$38325.81	\$38325.81	NO	0%	0		YES	Existing												
Africa	Mali		3 Output3.2	UNICEF	APSEF	National	Implementing partner (IP)	\$397931.89	\$397931.89	No	0%	0		YES	New	X	X							X	X	X	X
Africa	Mali		3 Output3.2	UNICEF	Mouvement pour la Paix, le Désarmement et la Liberté (MPDL)	National	Implementing partner (IP)	\$403061.33	\$403061.33	NO	0%	0		YES	NEW												
Africa	Mali		3 Output3.2	UNICEF	CAEB	National	Implementing partner (IP)	\$313,717	\$313,717	No	0%	0	0%	YES	New	X	X							X	X	X	X
Africa	Mali		3 Output3.2	UNICEF	ASSAFE	National	Implementing partner (IP)	\$416,058	\$416,058	NO	0%	0		YES	New	X	X							X	X	X	X
Africa	Mali		3 Output3.2	UNFPA	AMSOPT	National	Implementing partner (IP)	\$713,915	\$713,915	NO	0%	0	5%	NO	Existing	X	X							X	X	X	X
Africa	Mali		3 Output3.2	UNFPA	ASDAP	National	Implementing partner (IP)	\$776,554	\$776,554	NO	0%	0	5%	NO	Existing	X	X							X	X	X	X
Africa	Mali		3 Output3.2	UNFPA	CROIX ROUGE ESPAGNOL	International	Implementing partner (IP)	\$117,530	\$117,530	NO	0%	0	5%	NO	Existing	X	X							X	X	X	X
Africa	Mali		3 Output3.3	UNICEF	TAGNE	National	Implementing partner (IP)	\$313,638	\$313,638	NO	0%	0		YES	Existing	X	X							X	X	X	X
Africa	Mali		3 Output3.3	UNICEF	APSEF	National	Implementing partner (IP)	\$223,953	\$223,953	NO	0%	0		YES	New	X	X							X	X	X	X
Africa	Mali		3 Output3.3	UNICEF	Mouvement pour la Paix, le Désarmement et la Liberté (MPDL)	National	Implementing partner (IP)	\$154,452	\$154,452.38	NO	0%	0		YES	NEW												
Africa	Mali		3 Output3.3	UNICEF	CAEB	National	Implementing partner (IP)	\$52,995	\$52,995	NO	0%	0		YES	New	X	X							X	X	X	X
Africa	Mali		3 Output3.3	UNICEF	ASSAFE	National	Implementing partner (IP)	\$25,533	\$25,533.03	NO	0%	0		YES													
Africa	Mali		4 Output4.1	UNFPA	AMSOPT	National	Implementing partner (IP)	\$632,034	\$632,034	NO	0%	0	5%	NO	Existing	X	X							X	X	X	X
Africa	Mali		4 Output4.1	UNFPA	ASDAP	National	Implementing partner (IP)	\$615,539	\$615,539	NO	0%	0	5%	NO	Existing	X	X							X	X	X	X
Africa	Mali		4 Output4.1	UNFPA	CROIX ROUGE ESPAGNOL	International	Implementing partner (IP)	\$488,897	\$488,897	NO	0%	0	5%	NO	Existing	X	X							X	X	X	X



**Spotlight
Initiative**

SPOTLIGHT INITIATIVE

**INNOVATIVE, PROMISING OR GOOD PRACTICES AND KNOWLEDGE PRODUCTION REPORTING
TEMPLATE (ANNEX D)**

COUNTRY/REGION: MALI

REPORTING PERIOD: 01/01/2019-30/09/2023

(Cover Page text: Arial 14 point, bold)

Section A: Innovative, Promising and Good Practices

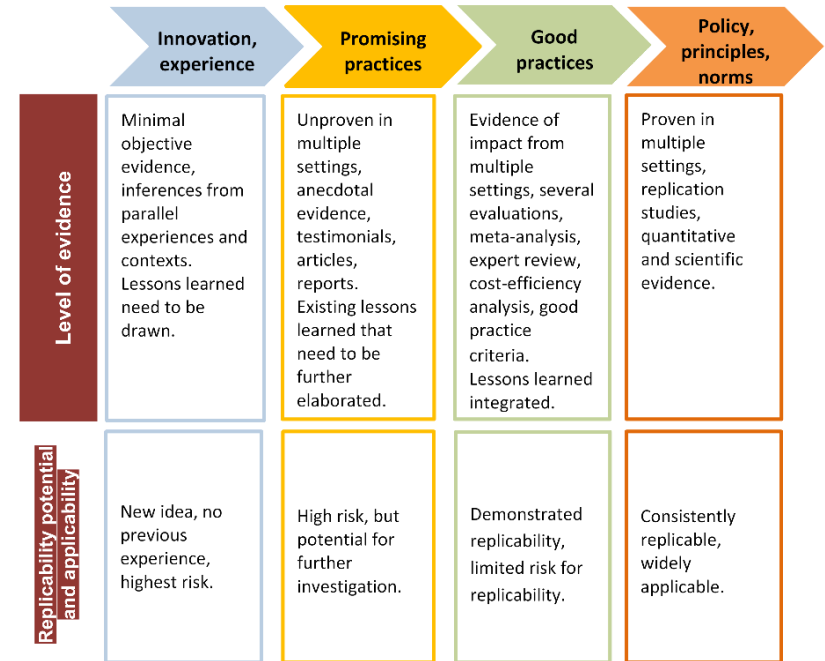
Guidance and Template on Innovative, Promising and Good Practices

As a **Demonstration Fund**, the Spotlight Initiative aims to demonstrate how a significant, concerted, and comprehensive investment in ending violence against women and girls (EVAWG) and gender equality can make a lasting difference in the lives of women and girls and in the achievement of all SDGs. It is thus critical that innovative, promising and good practices, in the field of EVAWG and in the context of implementing a “new way of working”, have the **potential for adaptability, sustainability, replicability and scale-up**.¹ This is both within the UN system and with various stakeholders to maximize the transformative potential of the Initiative. It is critical that these practices are documented and shared widely for uptake and continuous improvement to contribute to the evidence base and eliminate violence against women and girls.

This brief guidance and template ensures a common understanding of “**Innovative, Promising and/or Good Practices**” in the Spotlight Initiative. It provides a set of criteria to determine whether a practice is innovative, promising, or good, as well as a template for documentation. Please see the definitions just below / on the next page for further clarification.²

State of a practice: good practice or promising practice?

The following set of criteria will help you to determine whether a practice is a good practice:



Adapted from Hancock, J. (2003); *Scaling-up for increased impact of development practice: Issues and options in support of the implementation of the World Bank's Rural Strategy*. Rural Strategy Working Paper, World Bank, Washington D.C.

¹ Guidelines on good practices, UNHCR. 2019. Accessible here: <https://www.unhcr.org/5d15fb634>

² Good Practice Template, FAO. 2016. Accessible here: <http://www.fao.org/3/a-as547e.pdf>

Definition of an **Innovative Practice**

An **innovative practice** is a **new solution** (method/idea/product) with the **transformative ability to accelerate impact**. Innovation can entail improved ways of working with new and diverse partners; can be fuelled by science and technology; or can involve new social and business models, behavioural insights, or path-breaking improvements in delivering essential services and products, among other solutions. It does **not** have to involve technology; most important is that **innovation is a break from previous practice with the potential to produce significant positive impact**.³

Definition of a **Promising Practice**

A **promising practice** has demonstrated a **high degree of success in its single setting**, and the possibility of replication in the same setting is guaranteed. It has generated some quantitative **data** showing positive outcomes over a period of time. A promising practice has the **potential** to become a good practice, but it doesn't yet have enough research or replication to support wider adoption or upscaling. As such, a promising practice incorporates a process of continuous learning and improvement.

Definition of a **Good Practice**

A **good practice** is not only practice that is good, but one that **has been proven to work well and produce good results** and is therefore recommended as a model. It is a successful experience that has been **tested and validated**, in the broad sense, has **been repeated and deserves to be shared**, so that a greater number of people can adopt it.

³ Please refer to the "[Spotlight Initiative Guidance on Innovation](#)" for more information.



**Spotlight
Initiative**

Title of the Innovative, Promising or Good Practice	Les théâtres forums comme moyen de communication efficace
Provide a description of the innovative, promising, or good practice. What pillars/principles of the Spotlight Initiative does it address? (When did the activity begin? When will it be completed or is it ongoing?)	<p>Une note synthétique sur les bonnes pratiques adoptées durant l'année 2019 dans le cadre de la mise en œuvre du programme met en évidence le point suivant :</p> <p>L'utilisation des théâtres forum comme un instrument de communication impliquant les jeunes : la question de la sexualité et des violences basées sur le genre (VBG) sont encore des sujets tabous, en particulier pour les jeunes face aux adultes. Cependant, l'utilisation des théâtres forum semble être un outil de communication permettant de dissiper ce blocage.</p> <p>Les théâtres forum, en tant que technique théâtrale participative visant à faciliter le dialogue communautaire sur des questions sociales, en impliquant le public dans la recherche d'actions transformatrices, ont permis de transmettre des messages pour éveiller la conscience collective sur les conséquences des pratiques néfastes et des VBG. La création de la pièce a été proposée lors d'un atelier à un groupe de membres de la communauté, tels que des mobilisateurs communautaires, des élèves du secondaire, des associations de jeunes, des enseignants, des professionnels de la santé, etc. Au cours de l'atelier, les participants ont identifié des histoires réelles de violation des femmes et des filles qu'ils souhaitent changer et ont mis en scène ces histoires. La pièce exposait le problème du point de vue des participants, mais ne suggérait pas comment le résoudre. Grâce à un animateur présent lors de chaque session, les spectateurs ont été encouragés à monter sur scène et à remplacer le personnage dont les droits sont violés, mettant ainsi en pratique leurs idées. Les autres personnages, notamment ceux qui contribuent à la violation</p>





des droits d'un autre personnage, réagissent normalement en contestant l'idée du public et en essayant de reproduire le statu quo de la violation sur scène.

Ce processus de dialogue social et éducatif, résultant des théâtres forum, permet de briser le silence et contribue à susciter des conversations visant à promouvoir la scolarisation des filles, l'abandon des mutilations génitales féminines (MGF) et d'autres formes de VBG.

Les théâtres forum facilitent également la mise en place et l'opérationnalisation des comités villageois d'alerte et d'éveil. Ces comités coordonnent les dialogues sociaux, ce qui témoigne d'une appropriation collective et d'une prise de conscience progressive pour prévenir et prendre en charge les VBG.

Objective of the practice: What were the goals of the activity?

Les objectifs assignés aux bonnes pratiques mentionnées ci-dessus sont nombreux. Cependant, le principal qui peut être évoqué est le suivant : trouver un moyen de communication peu conventionnel et moins choquant sur les questions de violences basées sur le genre (VBG), de santé reproductive et de pratiques néfastes.

La stratégie du théâtre forum consiste à provoquer la réflexion et le débat parmi le public pour évaluer si la stratégie proposée a amélioré la situation et s'il serait réaliste de l'appliquer dans la vie réelle, en dehors de la scène.

Lorsqu'une personne a une autre idée sur la façon dont un personnage pourrait agir différemment pour améliorer la situation, l'animateur invite le spectateur à monter sur scène et à improviser sa stratégie de changement.

Avant la clôture de la séance, l'animateur souligne l'importance de ne pas laisser les stratégies de changement qui ont fonctionné uniquement sur scène, mais de les appliquer dans la vie de la





communauté. Le théâtre forum contribue à former une masse critique de personnes informées et sensibilisées qui agissent comme catalyseurs dans la lutte contre les VBG.

Progressivement, grâce aux théâtres forum, les personnes sensibilisées et informées sur les effets néfastes deviendront des alliés et des acteurs de changement dans leurs communautés respectives.

Stakeholders involved: Who are the beneficiaries or target group of the practice? Describe how all relevant stakeholders were engaged.

Les bénéficiaires de ces bonnes pratiques se divisent en deux types :

Les différents membres de la communauté, notamment les femmes, les hommes, les jeunes et les leaders :

Les bénéficiaires du théâtre forum sont tous les différents groupes de la communauté, ceux qui participent à la création et à l'adaptation de la pièce, ceux qui montent sur scène pour proposer des solutions, ceux qui participent aux débats, ceux qui assistent à la pièce, ainsi que les personnes indirectement concernées qui reçoivent les retours d'information des bénéficiaires directs. Parmi les bénéficiaires, il peut y avoir des survivantes de violences basées sur le genre (VBG) qui, si elles le souhaitent et dans le respect total de la confidentialité, peuvent intervenir sur scène pour proposer des solutions. Il y aura également les auteurs des violations (par exemple, un père décidant de marier sa fille, une exciseuse) qui auront l'opportunité de participer sur scène, mais surtout de réfléchir à leurs comportements.

Les acteurs intervenant dans la prise en charge :

Il s'agit ici des services de prise en charge décentralisés (santé, éducation, soutien psychosocial) et des ONG intervenant dans la prise en charge des victimes de VBG, qui disposent désormais d'un référentiel pour la prise en charge. Ce groupe d'acteurs s'engage dans le théâtre forum en tant que membres de la communauté, en partageant leur expérience par rapport aux survivantes des différentes pratiques néfastes et aux VBG, à l'abandon scolaire, mais aussi en apportant leur propre vécu personnel, ce qui est important pour faciliter leur réflexion interne sur les normes sociales.





**Spotlight
Initiative**

Il est à noter que les différents acteurs intervenant dans les VBG disposent et appliquent un protocole cohérent calqué sur le modèle du ONE Stop Centre, relatif à la prise en charge holistique (assistance médicale, juridique et psychologique), dans le but d'atténuer les souffrances des survivantes des VBG.

What makes this an innovative, promising, or good practice? Identify distinguishing feature(s) that make this an innovative, promising or a good practice in the efforts to EVAWG and/or in the context of the UNDS reform.

L'élément qui fait que cette pratique est considérée comme bonne pratique est le suivant :

Les théâtres forum : Le théâtres forum ont toujours existé, cependant les privilégier dans la communication sur les VBG et pratiques néfastes semble être des brise-glaces au sein des communautés.

L'élément qui fait que cette pratique est considérée comme une bonne pratique est le suivant :

Les théâtres forum : Les théâtres forum ont toujours existé, cependant, les privilégier dans la communication sur les violences basées sur le genre (VBG) et les pratiques néfastes semble être un moyen de briser les tabous au sein des communautés.

Le théâtre forum n'est pas une simple "sensibilisation", il ne repose pas sur une idée de changement déjà préconstruite, mais plutôt sur un dialogue théâtral visant à autonomiser la communauté. Il est basé sur le non-jugement et l'écoute de ceux qui ont une expérience directe de la violation, en particulier ceux qui n'ont pas de voix (le principe du théâtre forum est que les membres de la communauté sont les "experts de leur propre vie"). Il permet une appropriation des stratégies de changement, l'animateur ou l'animatrice ne suggère pas quoi faire, mais invite à chercher ensemble et à tester chaque idée sur scène.

Les stratégies de changement sont incorporées dans le processus par le public sans dire au personnage ce qu'il doit faire, mais en montant sur scène et en le faisant à sa place. Les expériences de la communauté concernant les VBG et les pratiques néfastes sont débattues en utilisant la créativité pour partager et faciliter un processus d'apprentissage collectif qui permet de briser les tabous.





**Spotlight
Initiative**

Les théâtres forum permettent d'informer et de sensibiliser une masse critique au sein des communautés sur les sensibilités, les causes, les facteurs, les acteurs et les conséquences des VBG, y compris les mariages d'enfants et les mutilations génitales féminines.

De plus, ces théâtres forum constituent une pratique prometteuse car ils servent de plateformes communautaires neutres et informelles pour les discussions entre les jeunes et favorisent le dialogue intergénérationnel. Ils servent également de points d'entrée pour ensuite engager systématiquement les communautés à travers des dialogues sociaux approfondis sur l'identification, les manifestations, les acteurs, les facteurs, les conséquences des VBG, la prévention et les services de prise en charge holistique.

Enfin, l'approche du théâtre forum est fondamentale car elle permet de confronter subtilement la résistance des hommes, de certains leaders religieux et communautaires qui ne souhaiteraient pas que la problématique des VBG soit abordée dans les différents cadres communautaires. Ces théâtres forum contribuent à promouvoir des exemples d'attitudes et de comportements nouveaux qui permettent de remettre en question les normes et l'ordre social qui perpétuent les VBG.

What challenges were encountered and how were they overcome?

Un défi dans le choix des messages appropriés pour les théâtres forum réside dans la pression exercée par les courants religieux sur le gouvernement malien, qui est très attentif aux questions de terminologie. Comment mener cette activité de communication sans choquer les sensibilités ?

Comme souligné précédemment, le théâtre forum n'est pas une simple sensibilisation, il ne délivre pas de messages et n'utilise pas un langage qui n'est pas celui de la communauté. Le principe est d'autonomiser la communauté à s'exprimer et à proposer des solutions. Jusqu'à présent, le théâtre forum a été utilisé avec l'ensemble de la communauté. Dans la stratégie de changement des normes sociales, les prochaines étapes consistent à organiser des forums théâtraux avec des groupes de filles et de garçons lors d'ateliers de préparation et de mise en scène, afin de leur permettre de s'exprimer plus librement. Cette approche leur permettra de s'exprimer plus librement et facilitera leur représentation ainsi que leur compréhension de leur rôle en tant que catalyseurs et





**Spotlight
Initiative**

agents du changement. En plus des théâtres forum, les jeunes filles et les adolescents participent à d'autres groupes de discussion homogènes pour favoriser leur liberté d'expression.

Le plus grand défi réside dans l'expansion des chefs religieux qui galvanisent les foules et dont les messages se concentrent sur la perpétuation du mariage des enfants et des mutilations génitales féminines (MGF) en tant que pratiques religieuses à observer. Le théâtre forum offre l'opportunité aux leaders religieux de s'exprimer et de proposer des alternatives qui contribueront à déconstruire les mythes, les rituels et autres croyances religieuses qui prescrivent les VBG.

Outputs and Impact: What have been the results thus far? Do they contribute to long-term impact?

En ce qui concerne la communication à travers les théâtres forum, les messages semblent être bien transmis. Les évaluations périodiques permettront de mesurer les résultats de cette bonne pratique.

Selon les témoignages des différents membres de la communauté, le théâtre forum s'est révélé être un moyen pour le public d'imaginer, mettre en scène et tester leurs stratégies dans un environnement sûr, ludique et sans jugement. L'impact immédiat a été la mise en place et l'opérationnalisation de 305 comités d'alerte et d'éveil villageois et communaux dans les régions de Koulikoro, Sikasso et Ségou. Ces comités d'éveil témoignent d'une appropriation et d'une prise de conscience collective et progressive pour prévenir et prendre en charge (par le biais de référencement) les cas de risques de mariages précoces ou forcés, ainsi que les cas de complications liées aux grossesses résultant des mutilations génitales féminines (MGF) et des mariages d'enfants. La création de ces comités d'éveil démontre l'adhésion des communautés, une appropriation collective et une implication active dans la prévention des VBG et la prise en charge des survivantes, en particulier les mariages d'enfants et les MGF. Ces comités d'éveil ont réussi à sensibiliser les parents et à prévenir 3 cas de mariages d'enfants, à faciliter la réintégration scolaire de 4 filles qui avaient quitté l'école et à prendre en charge 7 cas de grossesses à risque dues aux mariages précoces.





	<p>Les représentations de théâtre forum dans 405 villages/quartiers des régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou et du district de Bamako, suivies de dialogues éducatifs sur les violences basées sur le genre, en particulier les mariages d'enfants et les MGF, ont facilité la sensibilisation de 483 658 personnes, dont 393 639 femmes.</p>
<p>Adaptable (Optional)</p> <p>In what ways can this practice be adapted for future use?</p>	<p>Le théâtre forum est fondé sur l'idée que chaque être humain peut agir et penser avec tout son corps. Il utilise des jeux, des exercices théâtraux et la mise en scène de conflits non résolus pour explorer des stratégies de transformation des conflits. Sur la base de ce principe, il sera davantage utilisé en impliquant les adolescents et les jeunes, afin de leur permettre de trouver leurs propres moyens de transformer leur situation d'oppression liée aux VBG, aux mariages d'enfants et aux mutilations génitales féminines (MGF), sans que des solutions ne leur soient imposées.</p> <p>Il sera également davantage utilisé avec les adolescentes qui souffrent des pratiques néfastes et qui sont les mieux placées pour changer cette situation. La mise en scène sera utilisée comme un espace sûr où les adolescentes, les jeunes femmes et les jeunes hommes pourront mettre en pratique leurs idées de changement. Le public pourra réfléchir aux conséquences souhaitées et non souhaitées de chaque action.</p>
<p>Replicable/Scale-Up (Optional)</p> <p>What are the possibilities of extending this practice more widely?</p>	<p>L'implication des jeunes et des adolescents à la fois en tant qu'acteurs ou comédiens et spectateurs des théâtres forum renforcera leur participation et leur engagement. Ainsi, les adolescents et les jeunes renforceront leurs capacités à dialoguer avec les générations précédentes sur certains tabous et contribueront à l'établissement d'une nouvelle gouvernance sociale qui lutte contre les VBG.</p> <p>L'élargissement de l'échelle et de la portée des dialogues sociaux et des dialogues intergénérationnels constitue la pierre angulaire de la sensibilisation et de l'engagement</p>





	<p>communautaire pour adopter des comportements et des attitudes favorisant l'abandon de la violence sexiste, en particulier le mariage des enfants et les mutilations génitales féminines.</p>
<p>Sustainable</p> <p>What is needed to make the practice sustainable?</p>	<p>Les théâtres forum peuvent également être validés comme un moyen de communication adapté aux communautés. Ils ont de fortes capacités de mobilisation sociale et d'encouragement aux dialogues communautaires. Les théâtres forum et les dialogues sociaux contribuent à poser les bases d'une dynamique ascendante, en favorisant une forte collaboration entre les collectivités locales, la société civile, les différents services techniques ministériels, les élus locaux, régionaux et nationaux, ainsi que les fonctionnaires. Cette dynamique ascendante, à travers la diversité des acteurs impliqués, renforce la durabilité des interventions de transformation des normes de genre au niveau communautaire.</p> <p>De manière durable, les théâtres forum contribuent à promouvoir le changement des normes sociales et à créer une opinion publique favorable à l'adoption d'un cadre législatif de protection et de sanction des incidents de VBG. Une opinion publique positive, résultant des interventions de mobilisation sociale, est durable dans la mesure où elle encourage l'appropriation et prépare différentes couches de la société à intérioriser des attitudes et des comportements spécifiques, en faveur d'une politique et de citoyens respectueux de la loi qui condamnent les VBG.</p>
<p>Validated (for a good practice only): Has the practice been validated? Is there confirmation from beneficiaries/users that the practice properly addressed their needs and is there expert validation?</p>	<p>Des témoignages ont été recueillis après chaque session de théâtre forum, témoignant de l'appréciation des différents membres de la communauté :</p> <p>Le chef de quartier de Fadjiguila déclare : "Le théâtre forum est une œuvre de construction du pays, une action de développement qui, tout en divertissant la population, pose les bases de la transformation des normes sociales. En tant que leaders communautaires, nous avons besoin de ce soutien de la communauté pour consolider nos actions."</p>





Une femme leader de Bankoni insiste : "Les questions relatives à l'excision ne sont plus taboues dans notre société. Cette sensibilisation à travers le théâtre forum nous a permis de comprendre que les conséquences sur la santé de la reproduction sont réelles et que le fondement religieux n'est pas vérifié. L'importance de la scolarisation des filles est une évidence de nos jours. Les mentalités des communautés doivent changer grâce à ces actions de sensibilisation qui doivent être multipliées."

Une étudiante du village de Barakolombougou affirme qu'elle n'a pas subi l'excision et qu'elle se porte très bien. Elle n'a aucun complexe dans la société et bénéficie du soutien de ses parents pour poursuivre ses études. Elle invite les autres parents à mettre fin à la pratique de l'excision et à soutenir les filles dans la poursuite de leurs études.

Le représentant du chef de village de Tiemabougou déclare : "Les conséquences de l'excision et du mariage d'enfants, telles que citées dans le théâtre et bien expliquées par l'agent de santé, sont bien réelles et nombreuses dans notre village. Je suis témoin de plusieurs victimes, dont l'une de mes filles. Il est important de noter que l'excision est un vecteur de transmission des maladies avec des conséquences désastreuses. Nous devons prendre conscience de cette réalité et adopter un changement de comportement pour le bien-être de nos femmes, sœurs et filles."

La déclaration faite par l' élu de Korofina renforce l'importance des dialogues sociaux sur les questions de MGF, de mariages d'enfants et de VBG : "Les pratiques qui portent préjudice aux droits humains doivent être bannies de notre société. En tant qu'élus, nous devons investir nos efforts pour éliminer ces pratiques néfastes et promouvoir le bien-être familial. Le message de cette pièce est compréhensible et la langue appropriée. Je compte sur les personnes présentes, en particulier les adolescent(e)s, pour se joindre à nous en tant qu'acteurs du changement."

Le maire de Banconi déclare : "La présence des responsables locaux que nous sommes - maires, conseillers, chefs de quartiers, RECOTRADE, leaders religieux, leaders femmes, coordination des





**Spotlight
Initiative**

	<p>jeunes - témoigne de notre engagement à accompagner les actions de promotion de l'abandon des MGF, des mariages d'enfants, des viols et autres violences. Nous apprécions le théâtre forum qui est une approche ludique et éducative correspondant à nos valeurs sociétales et à notre culture, car elle ne nous choque pas et est appréciée de tous."</p>
<p>Additional details and contact information: Are there any other details that are important to know about the innovative, promising, or good practice? Please provide contact details of a focal person for this practice as well as any additional materials including photos/videos.</p>	<p>Les théâtres forums ne sont pas nécessairement une nouvelle approche en matière de communication au niveau communautaire. Cependant, le programme Initiative Spotlight analysera leur niveau d'adaptation pour la transmission de messages sur des sujets considérés comme tabous, tels que les VBG.</p> <p>Les personnes à contacter pour obtenir des informations sur cette bonne pratique sont :</p> <p>Aminata Dicko Sangaré : adsangare@unicef.org</p> <p>Irene Turner : iturner@unicef.org</p> <p>Daniela Luciani : dluciani@unicef.org</p>

<p>Title of the Innovative, Promising or Good Practice</p>	<p>Rapprocher les One Stop Centers des communautés</p>
<p>Provide a description of the innovative, promising, or good practice. What pillars/principles of the Spotlight Initiative does it address? (When did the</p>	<p>Une note synthétique sur les bonnes pratiques adoptées durant l'année 2019 dans le cadre de la mise en œuvre du programme met en évidence le point suivant :</p> <p>Comment rapprocher davantage les One Stop Centers des populations/localités les plus pertinentes : la bonne pratique à ce niveau consiste à ne pas se préoccuper uniquement de la disponibilité des</p>





Spotlight Initiative

activity begin? When will it be completed or is it ongoing?)	ressources nécessaires pour l'installation des ONE STOP Centers. Le programme Spotlight Initiative a plutôt adopté une approche basée sur une combinaison de critères, notamment la prévalence des VBG dans les zones concernées, avant de décider de réunir les moyens nécessaires à leur installation. Cette démarche, bien que difficile, permettra d'éviter d'implanter les unités dans des localités où elles ne seraient pas très utiles.
Objective of the practice: What were the goals of the activity?	Les objectifs assignés aux bonnes pratiques mentionnées ci-dessus sont nombreux. Cependant le principal qui peut être évoqué sont : Éviter l'installation anarchique des One Stop Centers dans des localités où ils ne sont pas nécessaires
Stakeholders involved: Who are the beneficiaries or target group of the practice? Describe how all relevant stakeholders were engaged.	<p>Les bénéficiaires de ces bonnes pratiques sont de deux types :</p> <p>Les acteurs intervenant dans la prise en charge : Il s'agit ici des ONG intervenant dans la prise en charge des survivantes de VBG, qui disposent désormais d'un référentiel pour la prise en charge. Auparavant, chaque structure agissait sans norme standardisée et la prise en charge variait selon l'interprétation de chacun.</p> <p>Les survivantes de VBG : Elles constituent également des bénéficiaires indirectes, car elles bénéficieront désormais d'une prise en charge plus professionnelle.</p> <p>De plus, les OSC (Organisations de la Société Civile) et les partenaires bénéficieront également de l'étude menée pour mieux comprendre les questions de VBG/pratiques néfastes, ce qui pourra être utile à toutes les parties prenantes.</p>
What makes this an innovative, promising, or good practice? Identify distinguishing feature(s) that make this an innovative, promising or a good	<p>L'élément qui fait que cette pratique est considérée comme bonne pratique est le suivant :</p> <p>Installation des One Stop Center : En réalité, compte tenu de certaines contraintes (manque de locaux, d'expertise au niveau local, etc.) la plupart des unités de prise en charge installées, se</p>





**Spotlight
Initiative**

practice in the efforts to EVAWG and/or in the context of the UNDS reform.	trouvaient au niveau des chefs-lieux de région car toute l'expertise (agent de sante/police/psychologue) et la logistique étaient concentrées à ce niveau (pas au niveau local). Alors Spotlight est entrain de concevoir une approche qui permettra de déconcentrer l'offre de service (locaux et protocole de prise en charge utilisable partout. Une autre nouveauté dans l'approche est de s'assurer que les survivantes ne soient pas obligées de quitter le centre pour d'autres services mais d'avoir tous les recours possibles dans un centre.
What challenges were encountered and how were they overcome?	Comment réunir le minimum nécessaire en termes d'équipement et de personnel au niveau local sont autant des défis auxquels nous devons faire face. Cependant, des réflexions sont en cours pour établir un lien permanent entre les One Stop Centers des zones urbaines et celles qui sont dépourvues de ces centres.
Outputs and Impact: What have been the results thus far? Do they contribute to long-term impact?	Ces One Stop décentralisés n'ont pas encore été opérationnels au cours de cette première année du programme Initiative Spotlight, ce qui nous empêche d'évaluer les résultats de cette délocalisation dans plusieurs zones. Cependant, les débuts sont prometteurs.
Adaptable (Optional) In what ways can this practice be adapted for future use?	Cette approche pourrait dans le futur, être améliorée afin d'aller dans des niveaux plus déconcentrés que le niveau cercle.
Replicable/Scale-Up (Optional) What are the possibilities of extending this practice more widely?	Plusieurs Organisations de la société civile intervenant dans la prise en charge des personnes survivantes de VBG au niveau local pourront adopter l'approche et l'adapter à leur contexte.





**Spotlight
Initiative**

Sustainable What is needed to make the practice sustainable?	Afin de rendre la pratique durable, il est essentiel d'encourager les communautés au niveau local à dénoncer et signaler les cas de VBG aux unités locales de prise en charge.
Validated (for a good practice only): Has the practice been validated? Is there confirmation from beneficiaries/users that the practice properly addressed their needs and is there expert validation?	La délocalisation des One Stop center vers d'autres localités autres que les chefs-lieux de région, est aujourd'hui un besoin exprimé par l'ensemble des acteurs de prise en charge.
Additional details and contact information: Are there any other details that are important to know about the innovative, promising, or good practice? Please provide contact details of a focal person for this practice as well as any additional materials including photos/videos.	Au total le Mali prévoit de mettre en place 10 One Stop Center ; l'équipe de mise en œuvre prévoit de tirer le maximum de leçons dans l'approche choisie et les innovations faites. La personne contact pour cette bonne pratique est : Nana Mouneissa Faye Toure : ftoure@unfpa.org .
Title of the Innovative, Promising or Good Practice	Accroître la compétence des acteurs de prise en charge grâce à un protocole et au manuel de formation





**Spotlight
Initiative**

<p>Provide a description of the innovative, promising, or good practice. What pillars/principles of the Spotlight Initiative does it address? (When did the activity begin? When will it be completed or is it ongoing?)</p>	<p>Une note synthétique sur les bonnes pratiques adoptées durant l'année 2019 dans le cadre de la mise en œuvre du programme, souligne le point suivant : Comment adopter une Stratégie qui puisse améliorer la qualité de la prise en charge : Comment adopter une stratégie qui puisse améliorer la qualité de la prise en charge. En tant que bonne pratique, le programme Spotlight a développé un protocole de prise en charge et un manuel de formation des prestataires, qui accompagneront le processus de prise en charge des survivantes. Cela représente une nouveauté significative par rapport aux approches classiques de prise en charge.</p>
<p>Objective of the practice: What were the goals of the activity?</p>	<p>Les objectifs assignés aux bonnes pratiques mentionnées ci-dessus sont nombreux. Cependant les principaux qui peuvent être évoqués sont :</p> <ul style="list-style-type: none">• Résoudre le manque de manuel dans ce domaine laissant place à des formations de prestataires de faible qualité• Accroître la qualité de la prise en charge des survivantes grâce à l'existence d'un protocole de prise en charge
<p>Stakeholders involved: Who are the beneficiaries or target group of the practice? Describe how all relevant stakeholders were engaged.</p>	<p>Les bénéficiaires de ces bonnes pratiques sont de deux types :</p> <p>Les acteurs intervenant dans la prise en charge : il s'agit ici des ONG intervenant dans la prise en charge des survivantes de VBG, qui disposent désormais de référentiel pour la prise en charge. Autrefois, chaque structure évoluait sans standard et chacun faisait la prise en charge selon sa compréhension.</p> <p>Les survivantes de VBG : Elles constituent également les bénéficiaires indirectes, car elles auront en face un corps plus professionnalisé pour leur prise en charge.</p>





**Spotlight
Initiative**

	<p>Les OSC/partenaires : l'étude qui est conduite pour mieux comprendre les questions de VBG/pratiques néfastes avant toutes réponses dans la zone d'intervention de Spotlight, servira également aux autres parties prenantes.</p>
<p>What makes this an innovative, promising, or good practice? Identify distinguishing feature(s) that make this an innovative, promising or a good practice in the efforts to EVAWG and/or in the context of the UNDS reform.</p>	<p>Ceci constitue une bonne pratique en soi, car la réponse habituelle fournie par les acteurs de prise en charge des VBG n'était pas encadrée par aucune référence. Le programme Spotlight a donc initié le protocole de prise en charge, ce qui représente une avancée significative.</p>
<p>What challenges were encountered and how were they overcome?</p>	<p>Un défi relatif au protocole de prise en charge était de déterminer quelle approche devait être considérée comme la bonne approche, étant donné que plusieurs structures avaient des approches différentes. Pour répondre à cette question, un protocole de prise en charge a été élaboré et validé par l'ensemble des parties prenantes.</p>
<p>Outputs and Impact: What have been the results thus far? Do they contribute to long-term impact?</p>	<p>Les résultats sont très encourageants car les locaux sont adaptés et l'offre de service semble être plus proche et désormais un consensus existe autour de la prise en charge grâce au protocole.</p>
<p>Adaptable (Optional) In what ways can this practice be adapted for future use?</p>	<p>Tous les acteurs de prise en charge ont apprécié l'approche et peuvent l'utiliser pour des interventions futures.</p>





**Spotlight
Initiative**

<p>Replicable/Scale-Up (Optional)</p> <p>What are the possibilities of extending this practice more widely?</p>	
<p>Sustainable</p> <p>What is needed to make the practice sustainable?</p>	<p>Le Manuel de formation sur la prise en charge, le protocole de prise en charge, ainsi que l'étude qualitative sur les VBG, sont des documents standards qui sont désormais disponibles pour être utilisés en tout temps et en tout lieu lorsqu'il s'agit de VBG, de pratiques néfastes et de santé de reproduction. Ces documents constituent le cadre de référence permanent pour l'ensemble des acteurs intervenant dans la prise en charge, car ils ont contribué à leur élaboration et à leur validation.</p>
<p>Validated (for a good practice only): Has the practice been validated? Is there confirmation from beneficiaries/users that the practice properly addressed their needs and is there expert validation?</p>	<p>L'accompagnement des unités holistiques de protocole de prise en charge ainsi que le manuel de formation sont une approche adoptée et les documents ont été validés par l'ensemble des parties prenantes.</p>
<p>Additional details and contact information: Are there any other details that are important to know about the innovative, promising, or good practice? Please provide contact details of a focal person for this practice as well as any</p>	<p>La personne contact pour cette bonne pratique est : Nana Mouneissa Faye Toure : ftoure@unfpa.org.</p>





**Spotlight
Initiative**

additional materials including photos/videos.

Title of the Innovative, Promising or Good Practice	Comprendre les facteurs sociologiques des VBG avant afin de maximiser les interventions
Provide a description of the innovative, promising, or good practice. What pillars/principles of the Spotlight Initiative does it address? (When did the activity begin? When will it be completed or is it ongoing?)	Une note synthétique sur les bonnes pratiques adoptées durant l'année 2019 dans le cadre de la mise en œuvre du programme, souligne le point suivant : Comprendre les motifs profonds des VBG et pratiques néfastes avant de formuler une réponse pour les adresser : Contrairement à la méthode classique d'intervention sur les VBG, le programme Spotlight a entrepris une analyse qualitative des VBG et pratiques néfastes qui a orienté l'équipe dans la formulation des réponses. Mieux qu'une étude de base, cette analyse qualitative avait une dimension sociologique assez importante (facteur expliquant les mariages précoces, les VBG, etc.).
Objective of the practice: What were the goals of the activity?	Les objectifs assignés aux bonnes pratiques mentionnées ci-dessus sont nombreux. Cependant le principal qui peut être évoqué est : Avoir une réponse bien adaptée à la problématique de VBG/Pratiques néfastes grâce à une étude sociologique fournissant des connaissances solides/ qualitatives sur la question.
Stakeholders involved: Who are the beneficiaries or target group of the practice? Describe how all relevant stakeholders were engaged.	Les bénéficiaires de ces bonnes pratiques sont : <u>Les acteurs intervenant dans la prise en charge</u> : il s'agit ici des ONG intervenant dans la prise en charge des survivantes de VBG, qui disposent désormais de référentiel pour la prise en charge. Autrefois, chaque structure évoluait sans standard et chacun faisait la prise en charge selon sa compréhension.





	<p>Les survivantes de VBG : Elles constituent également les bénéficiaires indirectes, car elles auront en face un corps plus professionnalisé pour leur prise en charge</p> <p>Les OSC/partenaires : l'étude qui est conduite pour mieux comprendre les questions de VBG/pratiques néfastes avant toutes réponses dans la zone d'intervention de Spotlight, servira également aux autres parties prenantes.</p>
<p>What makes this an innovative, promising, or good practice? Identify distinguishing feature(s) that make this an innovative, promising or a good practice in the efforts to EAWG and/or in the context of the UNDS reform.</p>	<p>L'élément qui fait que cette pratique est considérée comme bonne pratique est le suivant :</p> <p>La conduite d'études sociologiques avant l'intervention : Au-delà des Baseline classiques, qui restent très générales, conduire une étude visant à mieux comprendre la problématique des VBG est une approche nouvelle.</p>
<p>What challenges were encountered and how were they overcome?</p>	<p>Pour les études relatives aux VBG et aux pratiques néfastes, les défis portent généralement sur la sincérité des personnes. Afin d'éliminer les biais de réponses/collecte, une méthode plus professionnelle a été utilisée pour garantir des données fiables et objectives.</p>
<p>Outputs and Impact: What have been the results thus far? Do they contribute to long-term impact?</p>	<p>Les résultats se traduisent par l'accroissement du niveau de connaissance de l'équipe de mise en œuvre sur les communautés et les zones d'intervention.</p>
<p>Adaptable (Optional)</p> <p>In what ways can this practice be adapted for future use?</p>	<p>Pour ce qui est de l'étude sur les VBG/Pratiques néfastes, elle doit permettre à l'ensemble des acteurs de mieux cerner les facteurs sociologiques sur lesquels il faut jouer pour avoir l'adhésion des communautés sur les questions de VBG.</p>





**Spotlight
Initiative**

<p>Replicable/Scale-Up (Optional)</p> <p>What are the possibilities of extending this practice more widely?</p>	<p>L'étude pourra être partagée avec d'autres acteurs intervenants sur les questions de VBG. Aussi d'autres acteurs pourraient entreprendre des activités de recherche similaire afin de mieux comprendre les résistances aux questions de VBG dans leurs Zones.</p>
<p>Sustainable</p> <p>What is needed to make the practice sustainable?</p>	<p>Ce document demeure pour toujours, le cadre de référence pour l'ensemble des acteurs intervenant dans la prise en charge, car ils ont contribué à son élaboration et validation.</p>
<p>Validated (for a good practice only): Has the practice been validated? Is there confirmation from beneficiaries/users that the practice properly addressed their needs and is there expert validation?</p>	<p>Il s'agit d'une étude au niveau local dont le rapport a été validé par toutes les parties prenantes.</p>
<p>Additional details and contact information: Are there any other details that are important to know about the innovative, promising, or good practice? Please provide contact details of a focal person for this practice as well as any additional materials including photos/videos.</p>	<p>Les personnes contact pour cette bonne pratique sont :</p> <p>Aminata Dicko Sangaré : adsangare@unicef.org;</p> <p>Irene Turner : iturner@unicef.org ;</p> <p>Daniela Luciani : dluciani@unicef.org.</p>





<i>Titre de la pratique innovante, prometteuse ou bonne</i>	Caravanes mobiles d'informations menées par les jeunes
Décrivez les pratiques innovantes, prometteuses ou bonnes. Quels sont les piliers / principes de l'initiative Spotlight abordés ?	Organisation de caravanes mobiles d'informations et de vulgarisation des lois et des textes d'application relatifs aux thématiques des droits des femmes (Pilier 1). Afin de s'adapter aux mesures barrières covid-19 les campagnes de sensibilisation du Co-lead du pilier ont été transformées en caravanes mobiles menées par des jeunes activistes et acteurs membres des OSC sous le leadership de la direction régionale de la promotion de la femme, de l'Enfant et de la Famille (entité décentralisée du ministère tutelle). Ces caravanes traversent les villes en diffusant l'information sur les textes de loi et font des arrêts dans des endroits stratégiques de la ville. L'implication des jeunes activistes, en plus des structures de la société civile dans ces activités, a apporté une diversité et dynamisme qui n'étaient pas initialement prévus. La dernière caravane organisée, en changeant le format, a rencontré un plus grand succès avec la population que les 2 précédentes qui avaient des formats plus classiques. La pratique a commencé dans le 2ème semestre de l'année 2020 à la suite de la pandémie covid19. Pour les prochaines caravanes au 1 ^{er} semestre 2021, au lieu d'être des grands événements, le Co-lead a appuyé des mini caravanes conçues et organisées par les jeunes activistes et OSC dans leurs communautés respectives. La mise en œuvre se fera simultanément dans toutes les communautés.
Objectif de la pratique	L'activité contribue à améliorer l'environnement législatif à travers l'organisation de caravanes mobiles d'information et de vulgarisation des lois et des textes d'application relatifs aux thématiques des droits des femmes et VBG. Les caravanes visent les associations de défense des droits des femmes, les OSC, les défenseures des droits des femmes mais aussi la population de façon plus large.
Parties prenantes impliquées	Les caravanes visent les associations de défense des droits des femmes, les OSC, les défenseures des droits des femmes, mais aussi la population de façon plus large. Une innovation majeure a été d'impliquer spécifiquement les jeunes femmes et hommes activistes dans leurs communautés dans la mise en œuvre. Ils ont été identifiés à travers la maison de la femme et les associations de jeunes.





**Spotlight
Initiative**

Qu'est-ce qui en fait une pratique innovante, prometteuse ou bonne ?	Ce nouveau format innovant a démontré une grande capacité de transformation et d'accélération de l'impact, car il implique une collaboration avec de nouveaux partenaires diversifiés. Cette innovation a marqué une rupture avec les pratiques antérieures et a le potentiel de générer un impact positif significatif. La caravane mobile déjà organisée a connu un grand succès.
Quels défis ont été rencontrés et comment ont-ils été surmontés ?	Pour le moment, aucun défi n'a été rencontré dans la mise en œuvre, car l'adoption de ce nouveau format (caravane mobile) était une réponse au ralentissement et à l'annulation des activités de sensibilisation de grande envergure en raison des mesures de distanciation sociale liées à la COVID-19.
Résultats et impact	<p>Au niveau du pilier 1, en respectant les mesures barrières de la COVID-19, une caravane composée de plus de 200 personnes, dont 80 femmes et 120 jeunes acteurs des organisations locales de jeunes et des organisations de défense des droits des femmes, a été officiellement lancée par le maire de la ville de Koulikoro. La caravane a débuté à la Maison de la femme et a traversé toutes les places publiques de la ville avant de se rendre au Gouvernorat pour transmettre des messages forts au Chef de l'exécutif de Koulikoro.</p> <p>La caravane a touché environ 8 000 personnes, dont 2 000 cibles directes lors de son passage et 6 000 cibles indirectes grâce à une campagne médiatique parallèle. Ces personnes ont été informées et sensibilisées aux VBG et aux textes de loi fondamentaux pour une meilleure compréhension des droits, ainsi que pour contribuer à leur promotion et à la réduction des VBG. Les autorités locales (le maire et le gouverneur) ont reçu un brassard ORANGE pour les investir en tant que "capitaines" dans la lutte contre les VBG, accompagné d'un kit contenant les lois et textes d'application contre les VBG. Vous pouvez visionner une vidéo de cette activité à l'adresse suivante : https://fb.watch/2pDqS7qa2-/</p>
Adaptable (facultatif)	RAS
Réplicable / évolutif (facultatif)	RAS





**Spotlight
Initiative**

Durable	Les jeunes étaient déjà des activistes engagés dans des initiatives au sein de leurs communautés, mais ils avaient besoin d'une connaissance plus approfondie des textes de loi ainsi que d'autres aspects liés à la réponse et à la prévention des VBG. Le Co-lead a renforcé leurs capacités en leur fournissant une formation, puis leur a accordé des mini subventions pour organiser des mini caravanes dans leurs communautés. Même après la fin du projet, ces jeunes continueront d'être des activistes dans leurs communautés, mais ils auront acquis des connaissances et des expériences qui renforceront leurs actions. Cela permet également de valoriser et de renforcer les jeunes activistes (hommes et femmes), créant ainsi une base solide d'alliés pour le plaidoyer national visant à améliorer le cadre législatif.
Validé (pour une bonne pratique uniquement)	
Détails supplémentaires et information de contact	La personne contact pour cette bonne pratique est : <i>Clarisse Ntampaka</i> : ntampaka@unhcr.org ;





**Spotlight
Initiative**

Titre de la pratique innovante, prometteuse ou bonne	Mise en place d'une communauté électronique d'échange baptisée « Yelenkura » mot bambara qui fait référence à « Spotlight »
<i>Décrivez les pratiques innovantes, prometteuses ou bonnes. Quels sont les piliers / principes de l'initiative Spotlight abordés ?</i>	Dans le cadre de la mise en œuvre du Pilier-2, lors de l'atelier d'évaluation des institutions à Bamako, une communauté électronique d'échange appelée "Yelenkura" a été créée. Le terme "Yelenkura" fait référence à "Spotlight" en bambara, la langue locale. Cette communauté électronique permet aux points focaux de différents ministères de partager en temps réel des informations sur les forces et les faiblesses des institutions en matière de renforcement des capacités pour la lutte contre les VBG. Cette initiative a été lancée en février 2020 et continue d'être un espace d'échange efficace entre les acteurs des différentes institutions.
Objectif de la pratique	Cette communauté électronique partage des informations à temps réel entre les points focaux sur les forces et les faibles des institutions dans le cadre des capacités institutionnelles sur les GBV. Grâce à ce partage, les acteurs et actrices ont une occasion d'attirer l'attention des décideurs sur les gaps et les insuffisances programmatiques sur le VBG, VFF.
Parties prenantes impliquées	Points focaux de différents départements ministériels impliqués dans la mise en œuvre du pilier-2
Qu'est-ce qui en fait une pratique innovante, prometteuse ou bonne ?	La plateforme offre une occasion libre où les acteurs et actrices des institutions expriment leurs points de vue sur les questions de VBG et arrêtent des stratégies.
Quels défis ont été rencontrés et comment ont-ils été surmontés ?	RAS
Résultats et impact	Long-term impact
Adaptable (facultatif)	RAS
Répliquable / évolutif (facultatif)	RAS
Durable	RAS





**Spotlight
Initiative**

Validé (pour une bonne pratique uniquement)	Oui, cet espace d'échange a été validé lors l'atelier des points focaux de différents ministères en Février 2020.
Détails supplémentaires et informations de contact	La personne contact pour cette bonne pratique est : <i>Albert Mirindi</i> : albert.mirindi@undp.org ;
Titre de la pratique innovante prometteuse	« École des maris modèles ou clubs des maris modèles ».
Décrivez les pratiques innovantes, prometteuses ou bonnes. Quels sont les piliers / principes de l'initiative Spotlight abordés ?	<p>Une des bonnes pratiques de 2020 portant sur le Pilier 3 du programme Spotlight, notamment la prévention et transformation sociale est la mise en œuvre de l'approche école des maris modèles ou club des maris modèles dans les zones d'intervention du programme.</p> <p>C'est une stratégie novatrice reposant sur une adhésion volontaire et une implication communautaire pour faire des hommes des acteurs de changements et responsables de la promotion des droits des enfants (filles et garçons) et des femmes. Il s'agit donc d'un espace de réflexion et de décisions pour des maris modèles désireux d'entraîner d'autres maris et hommes à favoriser l'accès des femmes aux soins, conseils et assistance professionnelle dans le domaine de la santé et améliorer la fréquentation des structures sanitaires pour elles et pour leurs enfants et surtout réduire les Violences Basées sur le Genre (VBG) et les pratiques néfastes particulièrement les MGF et mariages d'enfants.</p> <p>Elle découle d'un constat qui fait que les hommes sont les détenteurs de pouvoir de décision sur les questions relatives à la santé, l'éducation, le bien-être, le pouvoir économique des femmes dans la famille et la communauté. Le processus consiste à identifier les sites et les maris modèles selon des critères bien définis, tenir des réunions des écoles des maris, organiser des activités et stratégies d'intervention, développer des partenariats avec eux.</p>





Étant donné que les écoles des maris sont des espaces de discussion, de prise de décision et d'action. Les principes d'écoute, de respect et de soutien mutuels doivent être observés scrupuleusement. C'est-à-dire qu'il n'y a pas de « leader » attiré du groupe, tous les membres sont égaux, ils sont des pairs. Pour permettre de gérer les discussions une personne parmi les membres, nommée animateur, est désignée pour diriger les séances. Il est désigné en amont de la réunion pour lui permettre de se préparer et de recueillir des informations complémentaires auprès des modérateurs. Il dirige les débats pendant la séance dont il a la charge.

A l'école, l'analyse des cas de VBG rencontrés au sein de la communauté dans le domaine de la santé de la reproduction, des violences basées sur le genre incluant les pratiques néfastes sont au centre des discussions, médiation et gestion des cas.

Les clubs des maris modèles mis en place ont pu gérer des cas de VBG, faire la médiation dans les couples où l'entente et la paix règnent, empêcher des cas de MGF et mariage d'enfant. Par exemple, les maris modèles (516) pour les 129 villages couverts à Diéma et Yélimané (04/villages) par MPDL ont pu sensibiliser 2064 personnes (516 filles, 450 garçons, 559 femmes et 403 hommes). Ceux mis en place à Kati et Bamako par APSEF sont au nombre de 123 composés de 1300 membres (11/villages) et 19% (246) d'entre eux ont eu à mener des actions de sensibilisation et médiations sur les VBG.

À la suite des causeries éducatives, deux cas de mariage d'enfants ont pu être empêchés. Dinguera dans la commune VI du District de Bamako et 2 autres à Bossofala, cercle de Kati. A Senou, Commune VI de Bamako, un mari modèle a signalé à l'animatrice le cas d'une femme qui a été violente par son mari jusqu'à ce qu'elle ait perdu l'usage d'un œil. Le mari a été interpellé et sensibilisé par un groupe de mari modèles sur les VBG. Il a juré de ne plus porter main sur sa femme, ni sur ses enfants. A Missabougou, Commune VI Bamako, un mari modèle a référé à l'animatrice du projet le cas d'une fille qui avait été précocement mariée et qui maintenant est divorcée et la fille sollicite l'aide du programme pour continuer ses études ou à défaut être renforcée dans une filière porteuse pour être autonome.





	<p>Le club des maris modèles ne protège pas que les femmes et les enfants, ils protègent aussi les hommes. Par exemple à Bossofala un mari modèle a pu éviter à deux hommes de se faire battre par leurs femmes. Au fait ces femmes ont l'habitude de battre leurs maris et grâce aux différentes interventions d'un mari modèle, elles ont promis de ne plus porter la main sur leurs maris.</p> <p>Les témoignages ci-dessous montrent l'importance de cette approche innovante : Un vieux de Bossofala, Kati : « j'avoue que les actions de ce projet ont déjà porté des fruits car, dans notre village toutes les nuits il y a au moins une femme qui criait sous de coup de bâton de son mari il y a plus de trois mois qu'on entend plus cela » Un mari modèle de Selinkegny de la commune de Siby, Kati : « nous nous rendons dans les familles où l'homme et la femme sont en conflits et nous leur demandons de faire du thé. Au tour de ce thé que nous appelons « Kèlè ban thé » (thé de réconciliation) nous les sensibilisons sur les conséquences des violences et des conflits ».</p>
Objectif de la pratique	<p>L'objectif de cette activité est d'assurer une forte implication et participation des détenteurs de pouvoir que sont les hommes dans la mise en œuvre des projets orientés essentiellement vers les filles et femmes pour corriger les stéréotypes considérant les MGF et mariages d'enfants comme étant une affaire de femme au point que les hommes ne s'y intéressaient guère et leur participation aux différentes actions reste faible voire insignifiante.</p> <p>Elle consistait à identifier et à impliquer les maris engagés dans les activités de prévention des MGF, mariages d'enfants, autres VBG et la promotion de la santé de la reproduction des adolescentes et jeunes femmes afin qu'ils puissent être acteurs de changements durables.</p>
Parties prenantes impliquées	<p>Les cibles de cette approche sont les hommes particulièrement les mariés engagés dans la promotion de l'éradication des VBG. Ils sont choisis par des autorités villageoises sur la base de critères tels que : Ils incluent des chefs de villages, des leaders traditionnels, des jeunes hommes des communautés villageoises ciblées.</p>
Qu'est-ce qui en fait une pratique innovante, prometteuse ou bonne ?	<p>C'est une innovation parce que ce sont les membres des communautés villageoises même qui pilotent cette approche. Elle a été jugée salutaire puisque certains chefs de village même sont des maris modèles et font à leur tour des séances de sensibilisation à leur pair et même aux</p>





**Spotlight
Initiative**

	femmes en faveur du changement des normes sociales positives. Ils sont très contents et fiers de leurs rôles/responsabilité qu'ils jouent au niveau de leurs communes.
Quels défis ont été rencontrés et comment ont-ils été surmontés ?	Pour le moment aucun défi n'a été rencontré dans la mise en œuvre de cette approche.
Résultats et impact	L'impact des actions des maris modèles est visible selon les communautés. Grâce aux interventions des maris modèles les violences conjugales sont en régression, les femmes ne sont plus battues, l'exploitation des enfants par le travail a aussi diminué ainsi que les cas des MGF et mariage d'enfant.
Adaptable (facultatif)	<p>Il reste à multiplier cette approche à l'échelle nationale et pas seulement dans les zones d'interventions du programme. Cette approche « d'école ou clubs des maris modèles », couplée à d'autres mécanismes communautaires mis en place comme les comités d'éveils et d'alertes sur les VBG, les réseaux d'hommes et de garçons engagés en faveur de l'abandon des VBG, les clubs d'élèves, les groupements d'adolescentes déscolarisées, non scolarisées autonomisées permettent d'augmenter l'appropriation des actions du projet et la pérennisation des acquis même au retrait du programme.</p> <p>De plus les Directions Régionales de la Promotion de la Femme Enfant et Famille rapportent que cela a réduit le nombre de cas de VBG qui leur étaient soumis et dont la gestion prenait assez de leur temps. Maintenant chaque survivante qui vient vers elles est référée aux membres des clubs des maris ou comités d'éveils de son quartier/village pour la gestion dudit cas, si le problème les dépasse, la DRPFEF s'en charge. Ce qui pérennise les actions du programme.</p>
Répliquable / évolutif (facultatif)	Il est possible de répliquer cette approche à l'échelle nationale afin de mieux responsabiliser les communautés à la base dans le cadre de la prévention et des réponses aux VBG.
Durable	Pour rendre cette pratique plus soutenable, il est impérieux de renforcer davantage les compétences (+ de formations et équipements en supports de communication selon les thématiques) des membres de ces clubs des maris modèles et d'autres mécanismes communautaires sur la prévention et gestion des cas de VBG, la promotion de la santé de la reproduction, la protection des enfants et des femmes.





**Spotlight
Initiative**

Validé (pour une bonne pratique uniquement)	L'approche a été validée par les bénéficiaires et a été jugée très salubre car elle répond à leurs attentes en termes de prévention, gestion des cas de VBG et promotion de la santé de la reproduction des adolescentes et des jeunes femmes.
Détails supplémentaires et informations de contact	Les personnes contact pour cette bonne pratique sont : Aminata Dicko Sangaré adsangare@unicef.org Daniela Luciani dluciani@unicef.org .

Titre de la pratique innovante, prometteuse ou bonne	« Espaces sûrs, Clubs des maris modèles ou clubs des futurs maris modèles ».
Décrivez les pratiques innovantes, prometteuses ou bonnes. Quels sont les piliers / principes de l'initiative Spotlight abordés ?	<p>Une des bonnes pratiques de 2020 portant sur le Pilier 3 du programme Spotlight, notamment la prévention et transformation sociale est la mise en œuvre de l'approche Espaces sûrs, Clubs des maris modèles et clubs des futurs maris dans les zones d'intervention du programme.</p> <p>Cette stratégie novatrice est axée sur : L'Autonomisation des filles</p> <p>Les efforts d'autonomisation des adolescentes et des jeunes filles se font à travers l'animation d'espaces sûrs créés à cet effet. Il s'agit d'espaces, au niveau communautaire, ayant pour vocation de favoriser la participation et une plus grande expression du potentiel des jeunes filles pouvant leur permettre de comprendre et d'agir pour la promotion et la protection de leurs droits reproductifs et sexuels, l'abandon des pratiques néfastes et autres VBG, catalysant ainsi, les changements sociaux et de comportement recherchés. Ces espaces sont animés par des mentores, femmes âgées de 25 à 45 ans, endogènes à la communauté, reconnues, respectées et pouvant servir comme modèle pour les adolescentes et les jeunes filles. Chaque espace sûr regroupe des adolescentes et des jeunes filles en 4 cohortes de 25, durant les 08 mois du programme de mentorat. L'autonomisation s'appuie sur : (i) le Soutien scolaire aux filles scolarisées et déscolarisées : les scolarisées et déscolarisées bénéficient de soutien scolaire et sont encadrées par des personnes compétentes en la matière grâce à la collaboration avec les centres d'animation</p>





pédagogique. Un des objectifs serait de faciliter la réintégration des déscolarisées au système éducatif formel, ou la possibilité de faire des formations professionnelles, (ii) la Promotion des droits socio-économiques des adolescentes et des jeunes filles et l’alphabétisation :

Les filles bénéficient de renforcement de capacités et d’accompagnement en support au renforcement de leurs compétences de vie pour plus de participation et de capacitation en gestion financière. Un accent sera mis sur les 16 – 24 ans afin de leur faciliter l’initiative entrepreneuriale.

Accès des adolescents et jeunes à un paquet intégré de services SR/PF de qualité :

Pour faire face aux besoins non satisfaits en contraception et l’utilisation des services de qualité en SR/PF, les mentores, les facilitateurs CDM/CDFM et les équipes du projet sont mis à contribution pour informer et orienter les mentorées et les membres des CDM/CDFM vers les points de prestation des services SRAJ. Pour cela, une orientation du personnel des CSCom en SRAJ est faite pour rendre les structures sanitaires "amies des jeunes".

Mise en place des Club Des Maris (CDM) et Club Des Futurs Maris (CDFM) :

Cette approche est une stratégie qui consiste à travailler avec les jeunes hommes mariés de 20 à 40 ans et les jeunes hommes célibataires de 14 et 24 ans en vue de créer un environnement propice à l’autonomisation des femmes à travers une véritable approche transformationnelle du genre et une masculinité positive pour promouvoir l’égalité de genre.

Organisée en 6 thématiques subdivisées en sessions, elles-mêmes en activités, les animations des CDM/CDFM se font dans un espace sûr qui est “un endroit où les membres des clubs se sentent physiquement et émotionnellement en sécurité pour partager des expériences personnelles et des sentiments sans crainte de ridicule, ni de honte”.

Elles visent à:

- Travailler avec les hommes en tant qu’alliés des femmes et des filles dans la réduction de la morbidité et mortalité maternelles, la lutte contre les pratiques néfastes pour mettre fin à toutes les formes de violence sexiste dont le mariage d’enfants, et promouvoir la SMNI et la SSR (accompagnement de sa partenaire pendant la grossesse, détection de signes de danger ..., pendant l’accouchement et les soins postnatals,).





- Promouvoir des attitudes positives à l'égard de l'égalité des sexes et la compréhension de l'égalité des sexes en tant "qu'intérêt commun" des femmes, hommes, garçons et filles, en déconstruisant les masculinités et les féminités nuisibles.
- Renforcer les compétences des hommes pour redéfinir pour eux-mêmes ce que signifie être un homme,
- Encourager les hommes à devenir des parents actifs qui participent à la création de ménages où les filles et les garçons sont égaux.

Communication pour le Changement Social et Comportemental (CCSC)

Les actions de CCSC portent sur la Communication Interpersonnelle (Causeries éducatives, Counseling, visite à domicile), et de communication de masse. Elles ciblent les adolescentes et jeunes non enrôlés dans les espaces sûrs, les hommes et femmes au sein des communautés. Aussi, des sessions de dialogue communautaire sont réalisées dans les quartiers/villages, à l'effet de convaincre les parents réticents, les leaders traditionnels/religieux communautaires du bien-fondé de l'intervention et maintenir l'enthousiasme au sein de la population. Il s'agit d'explorer avec eux les attitudes et croyances et d'attirer leur attention sur les incohérences qui en ressortent et de suggérer des solutions alternatives visant à influencer positivement sur les déterminants des droits reproductifs et sexuels, des pratiques néfastes (mariage d'enfant, excision, ...), et du genre. Le partenariat avec les radios de proximité vient en appui à ce dispositif.

36 espaces sûrs sont tous fonctionnels, pour 3536 mentorées qui suivent assidument les sessions hebdomadaires. Ces sessions ont pour contenu:

- La puberté, la reproduction, la menstruation et l'hygiène de la jeune fille, les infections sexuellement transmissibles y compris le VIH/Sida, la planification familiale, la nutrition, les grossesses, l'accouchement et l'avortement.
- Le genre, les droits des filles et des femmes, les violences basées sur le genre, les risques liés à la mutilation génitale féminine, les risques liés au mariage et à la grossesse précoce.
- L'estime de soi et la confiance en soi, les valeurs, la capacité à s'identifier et à gérer ses émotions, les relations saines et malsaines, la résolution de problèmes et de conflits, la négociation,





les relations interpersonnelles et la capacité à dire « NON », les techniques de refus (pression de la part de l'entourage), les capacités de communication et d'écoute, l'aptitude à se fixer des objectifs et à travailler en équipe, à servir d'exemple et à prendre une décision motivée.

□ L'introduction aux capacités financières et à l'argent ; l'épargne, les objectifs d'épargne, et les plans d'épargne ; les méthodes et lieux sécurisés pour garder l'argent ; les façons de dépenser de l'argent ; Emprunter prudemment et obtenir une grosse somme d'argent ; et la résolution des conflits relatifs à l'argent.

□ Du côté des hommes, les 36 Clubs Des Maris (CDM) /Clubs des futurs Maris (CDFM) sont tous fonctionnels, pour 2014 membres des CDM/CDFM qui suivent les sessions hebdomadaires. Ces sessions couvrent les sessions suivantes elles-mêmes déclinées en activités :

□ Accueil ; Genre et Pouvoir ; Répartition des Soins Non-Payés ; Participation des hommes dans la SMNI ; Relations de Couple ; Planification pour l'Avenir pour le club des maris.

□ Accueil ; Genre, Pouvoir et Identité ; Droits et Santé Sexuelle et Reproductive ; Violence ; Division de Soins Non-Payés ; Activisme pour le club des futurs maris.

□ Les activités de communication ont permis de toucher :


□ 2.171 porteurs d'obligation et 2.007 jeunes sur une prévision respectivement de 2000 et 1875.

De ces porteurs d'obligation touchés, il y a 1.227 femmes et 944 hommes. Aussi des 2.007 jeunes touchés, 1.282 sont des filles et 725 sont des garçons. « L'animation des clubs a permis une instauration de la confiance entre les membres des CDM/CDFM, la diminution des VGB au sein des couples, le respect du genre dans la famille. Aussi une large diffusion des leçons apprises lors des sessions, leur suivi pour application dans les ménages). »

Macky Touré, Artiste comédien à la troupe FÔLI de Ségou, Facilitateur CDM/CDFM de Sokalakono





Objectif de la pratique	<p>Le but est d'améliorer le niveau d'autonomisation des femmes et des adolescentes afin de leur permettre d'accéder plus facilement aux informations voire aux services de santé reproductive, et maternelle de qualité, et de promouvoir la masculinité positive. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"><input type="checkbox"/> Améliorer le niveau d'autonomisation des femmes et des adolescentes à travers la promotion des droits humains et socio-économiques<input type="checkbox"/> Renforcer les capacités des adolescentes et des filles en Droits des femmes et des filles ; santé de la reproduction et faciliter l'accès aux informations et services de santé de la reproduction de qualité, notamment la planification familiale, la lutte contre les IST/VIH.<input type="checkbox"/> Développer les compétences de vie courante,<input type="checkbox"/> Favoriser l'apprentissage de métiers et l'autonomisation économique, y compris l'alphabétisation des adolescentes et des jeunes femmes (avec le soutien scolaire).<input type="checkbox"/> Promouvoir la masculinité positive
Parties prenantes impliquées	<p>Bénéficiaires directs:</p> <ul style="list-style-type: none"><input type="checkbox"/> Adolescentes et jeunes femmes de 10 à 24 ans, les « mentorées », scolarisées ou pas, célibataires ou pas, en milieu rural et urbain ciblés.<input type="checkbox"/> Jeunes hommes mariés de 20 à 40 ans et célibataires de 14 et 24 ans <p>Bénéficiaires indirects :</p> <ul style="list-style-type: none"><input type="checkbox"/> Parents, enseignants communicateurs, leaders communautaires, prestataires de services de santé reproductive des adolescents et des jeunes (SSRAJ, compétence de vie).<input type="checkbox"/> Quartiers/villages.
Qu'est-ce qui en fait une pratique innovante, prometteuse ou bonne ?	<p>Il s'agit d'une innovation pour toucher les groupes cibles les plus marginalisés sous le leadership et la responsabilité des communautés villageoises bénéficiaires.</p>
Quels défis ont été rencontrés et comment ont-ils été surmontés ?	<p>Le défi majeur est de renforcer les actions au niveau des espaces sûrs par des activités de renforcement des capacités économiques des filles déscolarisées afin qu'elles puissent continuer dans le système.</p>
Résultats et impact	<p>À la suite des différentes interventions, les témoignages restent satisfaisants : « L'espace sûr m'a permis de connaître le sens du respect mutuel, nos</p> 



	valeurs et une meilleure connaissance des pathologies courantes du milieu et les mesures de prévention. Les activités des sessions m'ont donné l'envie de créer une association afin de sensibiliser les filles/femmes d'autres quartiers et villages. » Ramatoulaye Keita, Élève en 9 ^è année, Mentorée de l'espace sûr Médine
Adaptable (facultatif)	Il s'agit en termes de perspectives de renforcer les acquis et de mettre à échelle l'initiative au niveau d'autres communautés.
Répliquable / évolutif (facultatif)	Il est possible de répliquer cette approche à l'échelle nationale afin de mieux responsabiliser les communautés à la base sur la prévention et les réponses en termes de VBG.
Durable	Pour la pérennité et la durabilité, il est nécessaire de renforcer les capacités des acteurs communautaires.
Validé (pour une bonne pratique uniquement)	Cette initiative salubre a bénéficié de l'implication de tous les acteurs à tous les niveaux régionaux et communautaires. Elle répond aux besoins spécifiques des groupes cibles qui restent souvent marginalisés.
Détails supplémentaires et informations de contact	Les personnes contact pour cette bonne pratique sont : Faye Nana Mouneissa TOURE ; ftoure@unfpa.org et Caroline Muller cmuller@unfpa.org .

Title of the Innovative, Promising or Good Practice	« Elaboration et diffusion de chartes de bonnes pratiques sur les VBG pour prévenir et répondre aux cas de VBG en milieu scolaire et en dehors »
Provide a description of the innovative, promising, or good practice. What pillars/principles of the Spotlight Initiative does it address? (When did the activity begin? When will it be completed or is it ongoing?)	<p>Une des bonnes pratiques de 2021 portant sur le <u>Pilier 3 du programme</u> Initiative Spotlight, notamment la prévention et transformation sociale est la création participative et la diffusion des chartes de bonnes pratiques dans les écoles des zones d'intervention du programme à Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou et Bamako.</p> <p>En vue de renforcer la prévention des VBG en milieu scolaire, le programme Initiative Spotlight a adapté la stratégie innovante de travailler en milieu scolaire et privilégier la mise en œuvre <u>d'un paquet intégré d'activités</u> avec les enseignants, les élèves, l'administration scolaire, l'Association</p>



	<p>des Parents d'Elèves (APE) et le Comité de Gestion Scolaire (CGS). Ces activités ont été réalisées à travers :</p> <ul style="list-style-type: none">a) Le renforcement de capacités des élèves et enseignants, conseillers pédagogiques et professeurs sur la prévention et la réponse aux VBG,b) La mise en place et le fonctionnement d'un club d'élèves constitué de 10 membres dont 5 filles et 5 garçons avec un plan d'action à dérouler à l'école,c) L'organisation de compétitions interscolaires sur les VBG (sport, contes, dessins ; théâtre, chants poèmes, sketches...);d) L'intégration de leçons modèles sur les VBG dans les cours des élèves,e) L'élaboration et la dissémination d'une « charte de bonne pratique » dans les écoles ciblées qui définit la conduite de l'enseignant vis-à-vis de l'élève et vice versa afin de renforcer le mécanisme de prévention des VBG en milieu scolaire. <p>Cette activité a déjà été réalisée dans certaines zones d'intervention en 2021 mais est encore en cours ou prévue dans les autres.</p>
<p>Objective of the practice: What were the goals of the activity?</p>	<p>L'objectif de cette charte est de favoriser l'engagement pour l'élimination des VBG des membres des Comités de Gestion Scolaire (CGS), l'Association des Parents d'Elèves (APE), les enseignant/es, conseillers pédagogiques, professeurs et élèves (filles et garçons), en les formant notamment sur leur rôle dans la prévention, le suivi et le référencement des cas des VBG</p> <p>Elle consistait à identifier et à impliquer l'école dans la promotion de la scolarisation des enfants particulièrement du maintien des filles à l'école, la réduction des harcèlements y compris sexuels des élèves par les enseignants et entre élèves, les coups et blessures volontaires, les maltraitances psychologiques et les dénis de ressources, services et opportunités. Les acteurs impliqués deviennent des <u>acteurs de changements durables</u>.</p>
<p>Stakeholders involved: Who are the beneficiaries or target group of the practice? Describe how all relevant stakeholders were engaged.</p>	<p>Les cibles de cette approche sont l'ensemble des acteurs de l'école : les élèves, les enseignants/es, l'administration scolaire constituée d'hommes de femmes, de filles et garçons particulièrement engagés dans la promotion de l'éradication des VBG ainsi que les représentant/es des parents. Ils sont choisis par des autorités scolaires comme les Directeurs d'école, les responsables des CAP et</p>





	<p>AE sur la base de critères tels que : la disponibilité à servir l'école, l'engagement en faveur de l'abandon des VBG, les compétences avérées en prévention et réponse aux VBG. A titre d'exemple :</p> <p>a) 2080 élèves (50% de filles et 50% de garçons) membres des 208 clubs d'élèves (100) à Kati et Kolokani (108) renforcés sur les VBG mènent la paire éducation auprès de leurs pairs pour la prévention ;</p> <p>b) 663 enseignant/es (360 à Kati et 303 à Kolokani) (ont été renforcés sur la prévention des VBG à travers l'élaboration de chartes de bonnes pratiques, de leçons modèles sur les VBG pour prévenir ;</p> <p>c) Plus de 1000 exemplaires de la charte ont été diffusés dans les 208 écoles de Kolokani et Kati dans la région de Koulikoro et ont contribué à réduire les VBG en milieu scolaire</p>
<p>What makes this an innovative, promising, or good practice? Identify distinguishing feature(s) that make this an innovative, promising or a good practice in the efforts to EAWG and/or in the context of the UNDS reform.</p>	<p>C'est une innovation notable dans l'approche, car ce sont les élèves, les enseignants et l'ensemble du personnel administratif qui collaborent pour élaborer ensemble la charte, avec l'orientation des partenaires spécialisés. Ce processus participatif d'élaboration, associé à une dimension éducative pour tous les acteurs, permet à la charte de respecter les droits des femmes et des filles tout en s'adaptant aux spécificités de chaque zone scolaire et aux défis identifiés dans les écoles de ces zones. L'appropriation est ainsi plus efficace, ce qui génère des effets plus importants et durables. L'activité de production et de diffusion de la charte a été saluée par les autorités scolaires et les élèves, car selon eux, elle a grandement contribué à réduire les cas de VBG dans les écoles où elle a été mise en place.</p> <p>Lors de sa visite à Kayes, la Coordinatrice Résidente du Système des Nations Unies au Mali a recommandé que cette innovation soit étendue à l'échelle nationale afin que toutes les écoles du Mali puissent en bénéficier.</p>
<p>What challenges were encountered and how were they overcome?</p>	<p>La difficulté est que cette approche ne doit pas se faire en « stand-alone » au risque que la charte ne soit pas comprise, appropriée et respectée. Pour y pallier, la charte a été développée dans les zones d'intervention où il y a eu un travail en parallèle de formation des acteurs de l'école, de constitution des clubs d'élèves, de sensibilisation des communautés afin que la charte soit rapidement acceptée.</p>





	Les défis qui se posent désormais sont de fixer des modalités efficaces mais réalistes de suivi de l'application des chartes, avec des comités de suivi, des indicateurs... Les organisations de mise en œuvre sont en phase de proposer des solutions.
Outputs and Impact: What have been the results thus far? Do they contribute to long-term impact?	<p>L'impact de la diffusion de la charte de bonne pratique est visible selon les responsables scolaires et les élèves. La paire éducation faite par les clubs d'élèves couplée à la diffusion de la charte dans les écoles, a permis d'instaurer le dialogue entre élèves sur les sujets de VBG. Ils/elles échangent et dénoncent des cas de VBG. Elle a amélioré les relations élèves-élèves et élèves-enseignants.</p> <p><i>« Avant l'introduction de la charte, le constat était alarmant dans les rapports entre enseignants et élèves. Des cas de VBG étaient très fréquents comme les rapports sexuels entre élèves et enseignants, des agressions physiques à l'endroit des élèves comme des coups de fouets violents, des injures et dénigrement graves qui aboutissaient à la déscolarisation massive des filles. »</i></p> <p>À travers les programmes déroulés dans les écoles, on note la réduction de cas de VBG et zéro cas d'abandon de l'école lié aux mariages d'enfants n'a été notifié dans les 221 écoles où se déroule le programme de prévention des VBG a Kati et Kolokani. Les mêmes constats ont été rapportés dans les autres localités couvert par le Programme Initiative Spotlight.</p>
Adaptable (Optional) <i>In what ways can this practice be adapted for future use?</i>	L'approche est dans son essence très simple et peut donc être adaptée à d'autres contextes et ouverte à d'autres acteurs.
Replicable/Scale-Up (Optional) <i>What are the possibilities of extending this practice more widely?</i>	Il serait possible de répliquer cette approche à l'échelle nationale afin de mieux prévenir et réduire les VBG en milieu scolaire par les acteurs de l'école dans la mesure où le travail de sensibilisation, de formation et d'éveil puisse se faire dans et en hors de ces écoles en parallèle.
Sustainable <i>What is needed to make the practice sustainable?</i>	Pour rendre cette approche plus soutenable, il est nécessaire de travailler avec le MEN pour systématiser cette approche et assurer son utilisation dans toutes les écoles du Mali. Ceci demande du temps et des ressources humaines, matérielles et financières supplémentaires ainsi qu'une forte coordination avec le PNVBG (MPFEF).
Validated (for a good practice only): Has the practice been validated? Is	L'approche est validée par les acteurs locaux en charge de l'Education notamment les Centre d'Animation Pédagogique (CAP) et les autorités scolaires à la base telles que les Directeurs d'école,





**Spotlight
Initiative**

<p>there confirmation from beneficiaries/users that the practice properly addressed their needs and is there expert validation?</p>	<p>les enseignant/es, le CGS et les APE. Lors des revues annuelles de la coopération Mali-UNICEF, les Académies d'Enseignement (AE) ont salué cette initiative. Tous/tes ont jugé très salutaire cette approche qui répond à leurs attentes en termes de prévention, gestion des cas de VBG en milieu scolaire et en de l'école.</p>
<p>Additional details and contact information: Are there any other details that are important to know about the innovative, promising, or good practice? Please provide contact details of a focal person for this practice as well as any additional materials including photos/videos.</p>	<p>Les personnes contacts pour cette bonne pratique sont : Aminata Dicko Sangaré adsangare@unicef.org et Cecilia Suarnet csuarnet@unicef.org .</p>

<p>Title of the Innovative, Promising or Good Practice</p>	<p>« Décision d'étendre les activités du programme à des communautés non directement ciblées »</p>
<p>Provide a description of the innovative, promising, or good practice. What pillars/principles of the Spotlight Initiative does it address? (When did the activity begin? When will it be completed or is it ongoing?)</p>	<p>Dans le cadre de la mise en œuvre effective de ces activités, le programme Initiative Spotlight, a examiné à l'interne les approches pouvant permettre au programme d'atteindre rapidement ses objectifs, cela en fonction des opportunités qui s'offraient. Ainsi, au regard de la disposition géographique de certaines communautés initialement non ciblées directement par le programme, ont pu être enrôlées comme des zones d'activité. Ainsi une analyse basée sur la maximisation des ressources du programme et la situation Géographique des localités a permis d'enrôler une centaine de nouvelles de communautés comme bénéficiaires directes du programme.</p>





**Spotlight
Initiative**

Objective of the practice: What were the goals of the activity?	L'objectif principalement ciblé avec cette bonne pratique était de maximiser les ressources du programme d'une part, et d'autres part d'accroître les chances du programme à atteindre ses résultats chiffrés en termes de bénéficiaires à atteindre.
Stakeholders involved: Who are the beneficiaries or target group of the practice? Describe how all relevant stakeholders were engaged.	Les acteurs impliqués dans ces bonnes pratiques sont les ONG partenaires de SI, UNFPA et les nouvelles communautés bénéficiaires du programme :
What makes this an innovative, promising, or good practice? Identify distinguishing feature(s) that make this an innovative, promising or a good practice in the efforts to EAWG and/or in the context of the UNDS reform.	<p>Ceci est une bonne pratique pour diverses raisons :</p> <ul style="list-style-type: none">✓ Au-delà de leur agenda initial, les acteurs ont accepté d'engager une réflexion volontairement pour examiner comment accélérer l'obtention des résultats ; ce qui en fait une bonne pratique ;✓ Deuxièmement, engager la réflexion sur comment maximiser les ressources du programme durant la mise en œuvre, est une démarche assez salubre ; <p>Aussi, Elle permettra d'atteindre rapidement les résultats du Programme, notamment en termes de nombre de bénéficiaires</p>
What challenges were encountered and how were they overcome?	Aucun défi n'a été identifié pour l'instant. Cependant, il y avait un risque d'interruption à la fin du programme, sans que des résultats durables ne soient obtenus dans ces nouvelles localités. Le partenariat avec d'autres ONG locales intervenant dans les zones, devrait permettre d'achever et de rendre durable les résultats préliminaires qui seront obtenus.





<p>Outputs and Impact: What have been the results thus far? Do they contribute to long-term impact?</p>	<p>Les principaux résultats induits par ces bonnes pratiques sont les suivants :</p> <ol style="list-style-type: none">1- Les cibles du programme seront facilement atteintes, car ce sera plus de personnes touchées ;2- Les ressources du programmes (Humaines et matérielles) seront maximisées dans leur utilisation ; <p>La question des VBG et pratiques ont été opérationnalisées dans de nouvelles contrées au Mali.</p>
<p>Adaptable (Optional) <i>In what ways can this practice be adapted for future use?</i></p>	<p>Cette bonne pratique pourrait faire tache d'huile car, d'autres partenaires/OSC pourraient mener la même réflexion.</p>
<p>Replicable/Scale-Up (Optional) <i>What are the possibilities of extending this practice more widely?</i></p>	<p>Oui cette bonne pratique pourrait être mis à l'échelle et faire tache d'huile auprès des acteurs ou d'autres partenaires/OSC pourraient mener la même réflexion.</p>
<p>Sustainable <i>What is needed to make the practice sustainable?</i></p>	<p>Afin d'assurer la durabilité de l'extension des activités du programme à de nouvelles communautés, il serait bénéfique de tirer des leçons de cette pratique et d'en apprendre davantage sur le processus. Cela permettrait d'améliorer les approches et de s'adapter aux besoins spécifiques de chaque nouvelle communauté, favorisant ainsi une mise en œuvre plus efficace et durable.</p>



**Spotlight
Initiative**

<p>Validated (for a good practice only): Has the practice been validated? Is there confirmation from beneficiaries/users that the practice properly addressed their needs and is there expert validation?</p>	<p>Ceci est une démarche interne aux ONG partenaires ayant pris la décision, donc pas de processus de validation de cette bonne pratique. Cependant, si elle s'avère fructueuse, elle pourrait être documenté et validé.</p>
<p>Additional details and contact information: Are there any other details that are important to know about the innovative, promising, or good practice? Please provide contact details of a focal person for this practice as well as any additional materials including photos/videos.</p>	<p>Nana Faye MOUNEISSA Touré : ftoure@unfpa.org ; Caroline Muller : cmuller@unfpa.org ;</p>
<p>Title of the Innovative, Promising or Good Practice</p>	<p>«Evaluation interne volontaire des One Stop Center directement par les acteurs clés »</p>
<p>Provide a description of the innovative, promising, or good practice. What pillars/principles of the Spotlight Initiative does it address? (When did the activity begin? When will it be completed or is it ongoing?)</p>	<p>Le programme Initiative Spotlight, a organisé une mission conjointe d'évaluation interne composée de tous les acteurs clés autour des One Stop Centers.</p> <p>Cela constitue une bonne pratique en ce sens qu'elle se différencie d'une évaluation classique planifiée. Elle a été murie volontairement par l'ensemble des acteurs afin d'accompagner cet extrant</p>





**Spotlight
Initiative**

	important du Programme Initiative Spotlight Mali (Les One stop Center) d'une part, et d'autres part la volonté d'améliorer dans la mesure du possible, l'offre de service faite aux survivantes de VBG.
Objective of the practice: What were the goals of the activity?	L'objectif principal derrière cette bonne pratique était de comprendre les goulots d'étranglement existant et potentiel, pouvant réduire la qualité de l'offre de service dans les 10 One Stop Center mis en place par le programme Initiative Spotlight.
Stakeholders involved: Who are the beneficiaries or target group of the practice? Describe how all relevant stakeholders were engaged.	Les Gouvernement, les ONG/communautés, les agences des Nations unies sont les entités ayant menée cette Evaluation interne, qui sera bénéfique surtout pour les survivants/communautés, car impactera positivement sur la qualité des services offerts.
What makes this an innovative, promising, or good practice? Identify distinguishing feature(s) that make this an innovative, promising or a good practice in the efforts to EVAWG and/or in the context of the UNDS reform.	Elle constitue une bonne pratique pour diverses raisons : <ul style="list-style-type: none">✓ Une bonne pratique car non mandataire mais voulue par l'équipe afin d'améliorer les résultats du programme ;✓ Aussi, l'opportunité a été donnée à chaque maillon de la réponse (Police, le corps médical, etc) de regarder l'offre de service d'abord de manière intégrée mais aussi de façon isolée afin d'en évaluer l'efficacité.✓ Cela permet de faire des feedback pointu/ciblé non pas sur le programme global (comme le fait une évaluation classique) mais sur une composante spécifique, par un acteur direct ;





	<p>✓ De permettre aux acteurs les plus proches et moins proches (le niveau ministériel) de convenir des points à améliorer sur des extraits spécifiques d'un programme ;</p>
<p>What challenges were encountered and how were they overcome?</p>	<p>Le défi est le caractère dépendant des points d'insuffisance à corriger ainsi que le Budget limité/ non disponible pour cela, surtout en fin de la phase 1.</p> <p>Pour surmonter ces défis, les actions suivantes ont été adoptées :</p> <p>✓ Prévoir des activités de correction et les budgétisées sur la phase 2 du programme ;</p> <p>Encourager le gouvernement (désormais propriétaire des infrastructures) à prendre des dispositions afin de corriger les insuffisances constatées ;</p>
<p>Outputs and Impact: What have been the results thus far? Do they contribute to long-term impact?</p>	<p>Les résultats clés de cette bonne pratique sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Une opportunité a été créée pour la première fois pour réfléchir sur la qualité de la chaîne de réponse dans les One Stop Center pris ensemble ;▪ Les responsabilités ont pu être situées à tous les niveaux ; <p>Des connaissances ont été générées sur « comment un One stop center pourrait mieux fonctionner »</p>
<p>Adaptable (Optional)</p> <p>In what ways can this practice be adapted for future use?</p>	<p>Tout partenaire mettant en place un One stop center pourrait anticiper et bénéficier des conseils/apprentissages faits dans le cadre du programme Initiative Spotlight (grâce à cet exercice d'évaluation interne conduit par UNFPA, et les partenaires)</p>





**Spotlight
Initiative**

<p>Replicable/Scale-Up (Optional)</p> <p>What are the possibilities of extending this practice more widely?</p>	<p>Les acteurs clés pourraient songer à instituer cela dans le processus de mise en place des One Stop center ;</p>
<p>Sustainable</p> <p>What is needed to make the practice sustainable?</p>	<p>Il s'agira de publier les recommandations issues de l'évaluation afin que tous les acteurs se l'approprient pour des projets futurs</p>
<p>Validated (for a good practice only): Has the practice been validated? Is there confirmation from beneficiaries/users that the practice properly addressed their needs and is there expert validation?</p>	<p>Pas réellement encore institué comme une pratique, indispensable.</p>
<p>Additional details and contact information: Are there any other details that are important to know about the innovative, promising, or good practice? Please provide contact details of a focal person for this practice as well as any</p>	<p>UNFPA pendant la phase 2 du programme, essayera de travailler sur les conclusions de l'évaluation afin d'en faire un document de travail.</p> <p>Nana Faye MOUNEISSA Touré : ftoure@unfpa.org ; Caroline Muller : cmuller@unfpa.org ;</p>





**Spotlight
Initiative**

additional materials including photos/videos.	
Title of the Innovative, Promising or Good Practice	Caravanes mobiles d'information menées par les jeunes
Provide a description of the innovative, promising, or good practice. What pillars/principles of the Spotlight Initiative does it address? (When did the activity begin? When will it be completed or is it ongoing?)	<p>Caravanes itinérantes croisées avec la participation massive des jeunes de toutes catégories, jeux concours avec des questionnaires sur les VBG,</p> <p>La sensibilisation de proximité avec des méthodes et outils inspirés des coutumes et pratiques locales (porte à porte, grins ou groupements)</p> <p>L'organisation « d'open spaces » avec les OSC de droits humains, des associations traditionnelles et des radios locales communautaires</p> <p>La création et l'animation de réseaux locaux de lutte contre les VBG et de plaidoyer qui échangent entre eux de manière virtuelle.</p>
Objective of the practice: What were the goals of the activity?	Toucher le maximum de cibles directes et indirectes pour renforcer le plaidoyer en faveur de l'adoption de législations et politiques favorables à la lutte contre les VBG et la prise en charge des personnes survivantes
Stakeholders involved: Who are the beneficiaries or target group of the practice? Describe how all relevant stakeholders were engaged.	<p>Autorités compétentes, Associations de défense de droits humains, jeunes, organisations féminines, para juristes, leaders communautaires, personnes vivant avec handicap, personnes déplacées, etc.</p> <p>Les parties prenantes ont été impliquées dans la mobilisation et la mise en œuvre des activités.</p>





**Spotlight
Initiative**

	<p>Les associations ont bénéficié de sessions de renforcement de capacités et ont élaboré des plans d'action dans le cadre de la budgétisation sensible au genre et des plans d'action pour les mini caravanes de sensibilisation et vulgarisation des textes et lois</p>
<p>What makes this an innovative, promising, or good practice? Identify distinguishing feature(s) that make this an innovative, promising or a good practice in the efforts to EVAWG and/or in the context of the UNDS reform.</p>	<p>La mise en place d'activités portées de manière autonome par les acteurs eux-mêmes au niveau de leurs différentes communautés à travers, entre autres :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'inclusivité et la responsabilisation des acteurs de base de l'identification à la mise en œuvre des actions, en passant par l'analyse, la planification d'actions, en termes de réponses aux besoins ;- la mise en place d'un pool/réseaux de formateurs locaux en élaboration de plans et budgets qui intègrent les VBG, pratiques néfastes et santé reproductive et le cadre de suivi évaluation dans les zones d'intervention du programme Initiative Spotlight.- le transfert de compétence en élaboration de plans et budgets aux associations locales par le pool/réseau de formateurs.
<p>What challenges were encountered and how were they overcome?</p>	<p>Le contexte de covid-19 et d'insécurité ambiante par endroit a été le défi majeur.</p> <p>Pour respecter les mesures barrières contre la COVID-19, la mobilisation de masse a été remplacée par des mini caravanes itinérantes, des séances d'animations de proximité stratifiées organisées par les acteurs de défense des droits des femmes avec l'accompagnement du cabinet.</p> <p>Toutes les activités ont été réalisées dans le strict respect des mesures barrières, y compris des affiches d'information et de sensibilisation, avec un encouragement de l'achat des matériels et équipements de protection au niveau des fournisseurs locaux en soutien à la résilience des initiatives économiques locales des femmes et des jeunes.</p>





**Spotlight
Initiative**

Outputs and Impact: What have been the results thus far? Do they contribute to long-term impact?

Les VBG sont mieux connues et les citoyens s'engagent davantage dans la prévention, la dénonciation et l'impunité.

La réalisation de cinq (5) mini caravanes à Bamako, Kayes, Koulikoro, Sikasso et Ségou avec des activités de sensibilisation de masse et de proximité ont été réalisées et ont touché au moins 3 000 000 de personnes dont 100 000 cibles directes et 2 900 000 cibles indirectes.

La formation de 50 activistes d'OSC et associations défenseurs des droits des femmes sur les lois et textes d'application relatifs aux thématiques des droits des femmes et VBG pour échanger sur les idées et thématiques de VBG sur le forum créé à cet effet au terme des cinq (5) ateliers animés à Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, et le District de Bamako.

La formation de 50 activistes d'OSC et associations défenseurs qui ont été sélectionnés et formés pour mener des campagnes d'information et de sensibilisation autonomes sur les VBG, les lois et les textes d'application y afférents dans leurs localités respectives avec l'accompagnement du cabinet et les formatrices et formateurs.

La formation de 40 associations de défense des droits des femmes, d'OSC et des défenseures des droits humains pour l'utilisation des mécanismes d'échange avec les acteurs gouvernementaux et sur les techniques de plaidoyer.

La formation de 215 acteurs des associations de défense des droits des femmes, d'OSC et des défenseures des droits humains pour utiliser les mécanismes d'échange avec les acteurs gouvernementaux (Ministères, Assemblée nationale, Conseils régionaux).

La mise en place d'un réseau national virtuel de 430 acteurs locaux dans les cinq (5) zones d'intervention pour lutter contre les VBG.

Adaptable (Optional)

L'existence des réseaux locaux comprenant aussi des médias locaux qui continuent à échanger entre eux et agir ensemble.





**Spotlight
Initiative**

In what ways can this practice be adapted for future use?	<p>La mise place d'un pool de 40 formateurs locaux bien outillés avec des manuels.</p> <p>L'impulsion de dynamiques, d'organisation d'activités autonomes par les acteurs.</p> <p>La réalisation d'une vidéo sur les activités réalisées dont les formations et les mini caravanes.</p>
Replicable/Scale-Up (Optional) What are the possibilities of extending this practice more widely?	<p>Il y'a lieu de capitaliser, systématiser la pratique (contexte, méthodes, outils, stratégies, acteurs...) pour ensuite organiser des ateliers d'appropriation pour la mise en échelle et sa diffusion.</p>
Sustainable What is needed to make the practice sustainable?	<p>Pour étendre la pratique, il faut créer des opportunités de mise en œuvre sur le terrain sur une grande échelle à travers un plan/projet soutenu dans le moyen terme. Appuyer une dynamique de capitalisation, d'appropriation et d'implémentation sous forme d'un projet.</p>
Validated (for a good practice only): Has the practice been validated? Is there confirmation from beneficiaries/users that the practice properly addressed their needs and is there expert validation?	<p>C'est une pratique qui a été validée autour d'ateliers techniques et mise en œuvre dans une approche participative avec des acteurs accompagnés dans le cadre du programme initiative spotlight</p>
Additional details and contact information: Are there any other details that are important to know about the innovative, promising, or good practice? Please provide contact details of a focal	<p>Point focal: Zeinab NADJI nadji@unhcr.org</p> <p>file:///BREFADE1/Users/KarambeB/Desktop/BREFADE/1.HCR/PA2021/MEDIAS/CARAVANES%20D'E%20SENSIBILISATION%20CONTRE%20LES%20VBG%201.mp4</p>





**Spotlight
Initiative**

person for this practice as well as any additional materials including photos/videos.	
Title of the Innovative, Promising or Good Practice	“L’Homme Modèle”
Provide a description of the innovative, promising, or good practice. What pillars/principles of the Spotlight Initiative does it address? (When did the activity begin? When will it be completed or is it ongoing?)	Dans le cadre du PILIER II du Programme Initiative Spotlight, une des bonnes pratiques enregistrées en 2021 est le concept de « l’Homme Modèle ».
Objective of the practice: What were the goals of the activity?	Dans le cadre du renforcement des mécanismes multipartites visant à prévenir et à lutter contre les VBG, les VFF et PN, selon différents acteurs et actrices, l’approche « l’Homme modèle », a été utilisée dans différents contextes et environnements et a donné des résultats probants quant à l’engagement des hommes dans la prévention des violences à l’égard des femmes et des filles.
Stakeholders involved: Who are the beneficiaries or target group of the practice? Describe how all relevant stakeholders were engaged.	L’engagement volontaire d’un groupe d’hommes conscients de la souffrance des femmes constitue une bonne pratique dans la lutte contre la violence envers les femmes et les filles. Ce groupe s’efforce d’amener leurs pairs et toute la société à abandonner toute forme de violence à leur égard. Les femmes et les filles, en particulier celles en situation de vulnérabilité, sont les bénéficiaires directes de cette initiative. Cependant, les messages de plaidoyer et de sensibilisation sont destinés à l’ensemble de la société ainsi qu’aux autorités nationales et locales, afin de mettre en place les





**Spotlight
Initiative**

	<p>solutions appropriées et des mesures efficaces pour prévenir et punir les cas de violence enregistrés.</p>
<p>What makes this an innovative, promising, or good practice? Identify distinguishing feature(s) that make this an innovative, promising or a good practice in the efforts to EVAWG and/or in the context of the UNDS reform.</p>	<p>L'innovation réside dans le fait que les hommes, qui sont généralement les auteurs de violences faites aux femmes, se transforment en défenseurs de l'élimination de ces mauvaises pratiques. Habituellement, ce sont les femmes qui mènent les campagnes de plaidoyer et de sensibilisation au sein de la communauté. L'implication des hommes en tant que "Hommes modèles" constitue une véritable innovation et une bonne pratique. Cette approche vise à encourager les hommes à prendre conscience de leurs comportements et à s'engager activement dans la lutte contre la violence faite aux femmes. Cela contribue à créer un changement social positif et à promouvoir l'égalité des genres.</p>
<p>What challenges were encountered and how were they overcome?</p>	<p>Le défi était de persuader certains hommes d'adhérer à la cause et de les impliquer dans la sensibilisation de leurs pairs et de la communauté en général, en vue de l'abandon des pratiques néfastes et de la prévention des violences faites aux femmes. Il était nécessaire de gagner leur confiance, de les convaincre des effets néfastes de ces pratiques et de leur rôle essentiel dans la promotion de comportements respectueux envers les femmes. Cette approche visait à transformer les attitudes et les comportements des hommes, en les encourageant à devenir des agents de changement et à contribuer à l'élimination des violences faites aux femmes.</p>
<p>Outputs and Impact: What have been the results thus far? Do they contribute to long-term impact?</p>	<p>Cette approche a permis une meilleure prise de conscience collective dans les localités d'intervention. A long terme, on pourrait assister à une diminution notable des cas de VFF surtout avec l'option de montée à l'échelle de cette approche.</p>





**Spotlight
Initiative**

<p>Adaptable (Optional)</p> <p>In what ways can this practice be adapted for future use?</p>	<p>Les Hommes Modèles pourraient être organisés en réseaux et agir en tant qu'ambassadeurs de la cause. Ils devraient s'engager à sensibiliser leurs pairs dans le but d'étendre l'influence du mouvement à d'autres localités. Il est important que les autorités nationales et locales s'approprient cette initiative pour assurer sa pérennité et son impact à long terme. En soutenant et en reconnaissant le rôle des Hommes Modèles, les autorités peuvent renforcer l'engagement de la communauté et contribuer à la lutte contre les pratiques néfastes et les violences faites aux femmes.</p>
<p>Replicable/Scale-Up (Optional)</p> <p>What are the possibilities of extending this practice more widely?</p>	
<p>Sustainable</p> <p>What is needed to make the practice sustainable?</p>	<p>Pour assurer la durabilité de l'approche des Hommes Modèles, il est important que le ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille et les autorités locales s'approprient cette initiative. Des mécanismes internes doivent être mis en place pour assurer la continuité de ce travail, tels que l'intégration de l'approche des Hommes Modèles dans les politiques nationales de lutte contre les violences faites aux femmes. Cela nécessite l'allocation de ressources et la formation continue des Hommes Modèles, ainsi que la coordination avec d'autres acteurs clés. L'engagement des autorités est essentiel pour assurer la pérennité et l'efficacité de cette approche dans la promotion de l'égalité des sexes et l'élimination des pratiques néfastes.</p>
<p>Validated (for a good practice only): Has the practice been validated? Is there confirmation from beneficiaries/users that the practice properly addressed</p>	<p>Cette approche est appréciée des populations, surtout des femmes et des filles qui la trouvent originales en ce sens que les hommes, auteurs de la majorité des VFF et des VBG soient les porteurs des actions de plaidoyer et de sensibilisation contre les violences faites aux femmes et aux filles.</p>





**Spotlight
Initiative**

<p>their needs and is there expert validation?</p>	
<p>Additional details and contact information: Are there any other details that are important to know about the innovative, promising, or good practice? Please provide contact details of a focal person for this practice as well as any additional materials including photos/videos.</p>	<p>Cette initiative volontariste pourrait avoir ses limites avec le temps. Il est fortement recommandé qu'à la fin du projet que le MPFEF s'en approprie et réfléchisse avec les communautés concernées à mettre en place un mécanisme endogène visant à pérenniser l'approche.</p> <p>Fatimata Ossade Traoré : Fatimata.traoré@undp.org ;</p>
<p>Title of the Innovative, Promising or Good Practice</p>	<p>Appui à la vulgarisation d'une Application dénommée « ZERO VBG »</p>
<p>Provide a description of the innovative, promising, or good practice. What pillars/principles of the Spotlight Initiative does it address? (When did the activity begin? When will it be completed or is it ongoing?)</p>	<p>Zéro VBG est une application mobile innovante conçue pour informer, sensibiliser et dénoncer les violences basées sur le genre. Elle a été développée entre 2018 et 2020 et est promue à travers des caravanes dans les écoles et les communautés. Disponible sur le Play Store avec des supports vocaux dans trois langues, cette application vise à fournir des informations accessibles sur les VBG et à permettre aux victimes et aux témoins de signaler en toute sécurité les cas de violence. Elle utilise la technologie mobile pour lutter contre les VBG, prévenir ces violences et protéger les droits des femmes et des filles.</p>





**Spotlight
Initiative**

Objective of the practice: What were the goals of the activity?	L'application mobile Zéro VBG a été créée pour faciliter l'accès aux informations sur les violences basées sur le genre (VBG), ainsi que pour fournir des conseils de prévention et des mesures de recours en cas d'actes de violence. Elle permet aux utilisateurs d'obtenir facilement des ressources et des conseils pour faire face aux VBG, contribuant ainsi à la sensibilisation et à la prévention de ces violences. L'application vise à offrir un soutien et une assistance aux personnes concernées, en mettant à leur disposition les informations nécessaires pour agir et se protéger contre les VBG.
Stakeholders involved: Who are the beneficiaries or target group of the practice? Describe how all relevant stakeholders were engaged.	Les jeunes scolaires Les universitaires Les survivant (es) Les structures communautaires de prise en charge Les acteurs intervenants dans le domaine des VBG
What makes this an innovative, promising, or good practice? Identify distinguishing feature(s) that make this an innovative, promising or a good practice in the efforts to EVAWG and/or in the context of the UNDS reform.	Cette application par son contenu est une première dans le domaine de la lutte contre les VBG/VFF. Compte tenu de l'avancée des nouvelles techniques de l'information et l'ampleur des réseaux sociaux, cette application peut s'avérer un outil important pour l'atteinte de nos objectifs.
What challenges were encountered and how were they overcome?	Les défis majeurs rencontrés : <ul style="list-style-type: none">- La situation sécuritaire et pandémique volatile.- La situation politique du pays qui n'a pas facilité l'adoption d'une législation contre les VBG.





**Spotlight
Initiative**

	<p>Faces à ces difficultés nous avons poursuivi la mise en œuvre des activités à travers la digitalisation, le respect des mesures de restrictions adoptées par le gouvernement (l'utilisation des masques, des gels et la distanciation sociale) lors des activités de grand regroupement.</p>
<p>Outputs and Impact: What have been the results thus far? Do they contribute to long-term impact?</p>	<p>Il existe désormais, une application d'information, de sensibilisation et de prévention grâce à l'appui du programme Initiative Spotlight.</p> <p>Elle permettra de pérenniser les acquis du programme Initiative Spotlight à long terme.</p>
<p>Adaptable (Optional)</p> <p>In what ways can this practice be adapted for future use?</p>	<p>A travers</p> <ul style="list-style-type: none">- Une mise à jour de l'application ;- Une actualisation des données et informations ;- La mise à disposition de moyens matériels et financiers additionnels.
<p>Replicable/Scale-Up (Optional)</p> <p>What are the possibilities of extending this practice more widely?</p>	<p>La mise à disposition de moyens matériels et financiers additionnels.</p>
<p>Sustainable</p> <p>What is needed to make the practice sustainable?</p>	<ul style="list-style-type: none">- Appui financier ;- Renforcement technique.





**Spotlight
Initiative**

<p>Validated (for a good practice only): Has the practice been validated? Is there confirmation from beneficiaries/users that the practice properly addressed their needs and is there expert validation?</p>	<p>L'application a été testé et validée lors d'un atelier de lancement.</p> <p>Les informations fournies répondent aux besoins des communautés.</p>
<p>Additional details and contact information: Are there any other details that are important to know about the innovative, promising, or good practice? Please provide contact details of a focal person for this practice as well as any additional materials including photos/videos.</p>	<p>Oumou Bore Bella : oumou.bella@unwomen.org; Abdramane Coulibaly : abdramane.coulibaly@unwomen.org</p> <p>Facebook : Muso Dev</p> <p>Présidente : Procho Marguerite Sogoba Tel : 76 98 58 40</p>
<p>Title of the Innovative, Promising or Good Practice</p>	<p>Existence d'une plateforme de jeunes pour appuyer les efforts du programme à travers le pays</p>
<p>Provide a description of the innovative, promising, or good practice. What pillars/principles of the Spotlight Initiative does it address? (When did the activity begin? When will it be completed or is it ongoing?)</p>	<p>Depuis 2019, une plateforme de jeunes soutient les actions du programme Initiative Spotlight dans les zones d'intervention. Cette plateforme a été créée à la suite de formations visant à renforcer les capacités des jeunes dans le cadre du programme. Depuis sa création, la plateforme s'est structurée avec des statuts réglementaires, un plan stratégique, des documents officiels tels qu'un</p>





**Spotlight
Initiative**

	<p>récépissé, un siège social et un RIB. Elle a entrepris des actions visant à promouvoir l'abandon des pratiques néfastes et dégradantes. Aujourd'hui, les membres de la plateforme sont devenus des acteurs majeurs dans la lutte contre les VBG, les pratiques néfastes locales et la promotion de la santé des filles et des adolescentes. Ils travaillent à promouvoir le changement social et les changements de mentalité au sein de la jeunesse, qui constitue la future génération de parents, afin de mettre fin à la violence et à certaines pratiques néfastes et dégradantes.</p>
<p>Objective of the practice: What were the goals of the activity?</p>	<p>La plateforme de jeunes de l'Initiative Spotlight vise à promouvoir le changement social et de mentalité chez les jeunes en tant que futurs parents, pour mettre fin à la violence et aux pratiques néfastes.</p>
<p>Stakeholders involved: Who are the beneficiaries or target group of the practice? Describe how all relevant stakeholders were engaged.</p>	<ul style="list-style-type: none">- Les communautés- Les jeunes- Les autorités- Les institutions- Les leaders communautaires
<p>What makes this an innovative, promising, or good practice? Identify distinguishing feature(s) that make this an innovative, promising or a good practice in the efforts to EAWG and/or in the context of the UNDS reform.</p>	<p>Avant la mise en place de la coalition d'associations de jeunes, il n'y avait pas de structure regroupant les jeunes autour des problématiques de VBG, VFF et SSP.</p>





**Spotlight
Initiative**

What challenges were encountered and how were they overcome?	Les défis auxquels nous avons été confrontés comprenaient la situation sécuritaire et pandémique volatile, ainsi que la situation politique du pays qui n'a pas facilité l'adoption d'une législation contre les VBG. Malgré ces difficultés, nous avons maintenu la mise en œuvre des activités en utilisant des méthodes de digitalisation et en respectant les mesures de restrictions sanitaires telles que l'utilisation de masques, de gels et la distanciation sociale lors des activités de regroupement.
Outputs and Impact: What have been the results thus far? Do they contribute to long-term impact?	Une coalition de jeunes hommes et femmes bien renforcée et structurée, engagée pour la promotion des droits humains et la santé de la reproduction, existe avec un plan de travail, un plan stratégique. A long termes c'est un moyen sûr pour assurer la pérennisation des actions du programme Initiative Spotlight.
Adaptable (Optional) In what ways can this practice be adapted for future use?	Mise à disposition de moyens matériels et financiers permettant l'exécution efficace et efficiente de leur plan de travail ; Le renforcement technique des membres de la plateforme.
Replicable/Scale-Up (Optional) What are the possibilities of extending this practice more widely?	Mise à disposition de moyens matériels et financiers.
Sustainable What is needed to make the practice sustainable?	<ul style="list-style-type: none">- Appui technique pour la mobilisation des ressources et le partenariat ;- Appui financier pour la mise en œuvre des plans d'action.





**Spotlight
Initiative**

<p>Validated (for a good practice only): Has the practice been validated? Is there confirmation from beneficiaries/users that the practice properly addressed their needs and is there expert validation?</p>	<p>La plateforme a été jugé opportun car elle répond aux besoins d'implication de la jeunesse dans les activités des plaidoyers, de sensibilisation pour un changement de mentalité et social.</p>
<p>Additional details and contact information: Are there any other details that are important to know about the innovative, promising, or good practice? Please provide contact details of a focal person for this practice as well as any additional materials including photos/videos.</p>	<p>Oumou Bore Bella : oumou.bella@unwomen.org; Abdramane Coulibaly : abdramane.coulibaly@unwomen.org Facebook : PJEP.SR-VBG Mali Présidente : Assitan Loutandy Keita Tel : 66 58 78 28</p>
<p>Title of the Innovative, Promising or Good Practice</p>	<p>Existence des réseaux de la société civile pour lutte contre les violences faite aux femmes et aux filles</p>
<p>Provide a description of the innovative, promising, or good practice. What pillars/principles of the Spotlight Initiative does it address? (When did the activity begin? When will it be completed or is it ongoing?)</p>	<p>Dans le cadre du programme Initiative Spotlight, 05 réseaux d'OSC ont été mise en place dans les différentes régions de mise en œuvre du programme. Ces réseaux par leur composition sont une innovation, car ils regroupent les acteurs clés influents de la société civile, les leaders traditionnels,</p>





**Spotlight
Initiative**

	religieux, la jeunesse, les associations de femmes et les organisations de défense des droits des femmes, les communicateurs traditionnels autour de la problématique des VBG.
Objective of the practice: What were the goals of the activity?	<p>Promouvoir le changement de comportement, le changement social et l'engagement de la communauté à travers une approche à base communautaire.</p> <p>-Renforcer les efforts traditionnels de résolution de conflits, de promotion de droits en créant une synergie avec les centres de prise en charge existants (ONE STOP CENTER) dans les zones de mise en œuvre.</p>
Stakeholders involved: Who are the beneficiaries or target group of the practice? Describe how all relevant stakeholders were engaged.	<ul style="list-style-type: none">- Les chefs traditionnels et religieux- Les parents- Les chefs de famille- Les jeunes- Les autorités- Les institutions
What makes this an innovative, promising, or good practice? Identify distinguishing feature(s) that make this an innovative, promising or a good practice in the efforts to EAWG and/or in the context of the UNDS reform.	Le fait d'avoir tous les acteurs influents (chef de village, conseil, griot, pasteur, imam, prêcheurs, groupement de femmes et de jeunes, chasseurs) regroupé autour de la problématique des violences.





What challenges were encountered and how were they overcome?	<p>Les défis majeurs rencontrés</p> <ul style="list-style-type: none">- La situation sécuritaire et pandémique volatile.- La situation politique du pays qui n'a pas facilité l'adoption d'une législation contre les VBG.- Faces à ces difficultés nous avons poursuivi la mise en œuvre des activités à travers la digitalisation, le respect des mesures de restrictions adoptées par le gouvernement (l'utilisation des masques, des gels et la distanciation sociale) lors des activités de grand regroupement.
Outputs and Impact: What have been the results thus far? Do they contribute to long-term impact?	<ul style="list-style-type: none">- Un plan de travail élaboré par des acteurs influent au niveau des communauté d'intervention.- Des acteurs bien renforcés sur le concept Genre, VBG, types, causes et conséquences, les moyens de mobilisation de ressources. <p>Ces réseaux pourront constituer un relais au niveau des communauté à long termes grâce aux renforcements du programme.</p>
Adaptable (Optional) In what ways can this practice be adapted for future use?	<ul style="list-style-type: none">- Mise à disposition de moyens matériels et financiers permettant l'exécution efficace et efficiente de leur plan de travail ;- Le renforcement technique des membres de la plateforme.
Replicable/Scale-Up (Optional) What are the possibilities of extending this practice more widely?	<p>Mise à disposition de moyens matériels et financiers.</p>
Sustainable	<ul style="list-style-type: none">- Appui technique pour la mobilisation des ressources et le partenariat ;- Appui financier pour la mise en œuvre des plans d'action.





<p>What is needed to make the practice sustainable?</p>																							
<p>Validated (for a good practice only): Has the practice been validated? Is there confirmation from beneficiaries/users that the practice properly addressed their needs and is there expert validation?</p>	<p>Le réseau a été mis en place à cause de déficit de regroupement et l'absence de synergie dans les interventions des parties prenantes et la société civile.</p> <p>Ces acteurs avaient besoin d'une restructuration et d'un renforcement en lien avec leur rôle au niveau de la communauté.</p>																						
<p>Additional details and contact information: Are there any other details that are important to know about the innovative, promising, or good practice? Please provide contact details of a focal person for this practice as well as any additional materials including photos/videos.</p>	<p>Oumou Bore Bella : oumou.bella@unwomen.org; Abdramane Coulibaly : abdramane.coulibaly@unwomen.org</p> <table border="1" data-bbox="676 786 1988 1133"> <tr> <td>Djénèba MARIKO</td> <td>Présidente du Réseau de Bamako</td> <td>bafima2000@gmail.com</td> <td>66546754</td> </tr> <tr> <td>Niamé TRAORE</td> <td>Présidente du Réseau de Koulikoro</td> <td>tniame6@gmail.com</td> <td>66764941/76382713</td> </tr> <tr> <td>Haby SIBY</td> <td>Présidente du Réseau de Sikasso</td> <td>habysiby69@gmail.com</td> <td>70842791</td> </tr> <tr> <td>Coumba DIARRA</td> <td>Présidente du Réseau de Kayes</td> <td>diarracoumba9192@gmail.com</td> <td>65608113</td> </tr> <tr> <td>Zalia MAÏGA TOURE</td> <td>Présidente du Réseau de Ségou</td> <td>lpce1977@gmail.com</td> <td>77297071</td> </tr> </table>			Djénèba MARIKO	Présidente du Réseau de Bamako	bafima2000@gmail.com	66546754	Niamé TRAORE	Présidente du Réseau de Koulikoro	tniame6@gmail.com	66764941/76382713	Haby SIBY	Présidente du Réseau de Sikasso	habysiby69@gmail.com	70842791	Coumba DIARRA	Présidente du Réseau de Kayes	diarracoumba9192@gmail.com	65608113	Zalia MAÏGA TOURE	Présidente du Réseau de Ségou	lpce1977@gmail.com	77297071
Djénèba MARIKO	Présidente du Réseau de Bamako	bafima2000@gmail.com	66546754																				
Niamé TRAORE	Présidente du Réseau de Koulikoro	tniame6@gmail.com	66764941/76382713																				
Haby SIBY	Présidente du Réseau de Sikasso	habysiby69@gmail.com	70842791																				
Coumba DIARRA	Présidente du Réseau de Kayes	diarracoumba9192@gmail.com	65608113																				
Zalia MAÏGA TOURE	Présidente du Réseau de Ségou	lpce1977@gmail.com	77297071																				

<p>Title of the Innovative, Promising or Good Practice</p>	<p>Mise en œuvre de l'approche innovante « Commune amie des filles » dans les communautés ciblées.</p>
---	--





**Spotlight
Initiative**

<p>Provide a description of the innovative, promising, or good practice. What pillars/principles of the Spotlight Initiative does it address? (When did the activity begin? When will it be completed or is it ongoing?)</p>	<p>Dans chacune des communes d'intervention du Programme Initiative Spotlight a été mis en place « Un Conseil Communal des Adolescent/es et des Jeunes : CCAJ » dans le cadre de l'expérience des « Communes amies des enfants et des jeunes ».</p> <p>Les communes sont appuyées par les partenaires de mise -en œuvre pour organiser des votes et élire les membres de ce CCAJ (20) au plus constitués de 10 garçons et 10 filles âgés entre 13-18 ans et 19-24ans. Les réseaux de jeunes locaux sont mobilisés, notamment à travers les antennes locales des partenaires de l'UNICEF à savoir : AEJT et CCNEJ. Avant l'élection, chacun des candidats vient avec son programme qu'il/elle défendra devant les participant/es. Les candidats dont les projets sont retenus seront membres du CCAJ. Le contenu des programmes doit être en lien avec les VBG, les pratiques néfastes (MGF, mariages d'enfants...), les droits de l'enfant (filles, garçons) et de la femme, la Santé de la Reproduction, les normes sociales positives, la scolarisation des filles et leur maintien à l'école....</p> <p>Après la sélection des membres des CCAJ qui auront présenté des projets porteurs, une requête sera soumise à la commune pour mettre à la disposition des jeunes conseillers un espace de travail équipé et l'allocation d'un budget (incluant une partie du budget communal) pour la concrétisation des projets qui seront sélectionnés.</p> <p>C'est dans ce cadre que l'ONG partenaire APSEF a mis en place 7 CCAJ dans le cercle de Kati en 2022.</p>
<p>Objective of the practice: What were the goals of the activity?</p>	<p>L'initiative « Communes amies des enfants et jeunes » a pour objectif d'encourager les villages, villes et cités à mettre en œuvre des conventions visant à faire participer les enfants et les jeunes à la gestion des affaires locales. ».</p>



<p>Stakeholders involved: Who are the beneficiaries or target group of the practice? Describe how all relevant stakeholders were engaged.</p>	<p>Les parties prenantes sont particulièrement les collectivités locales notamment les mairies, les sous-préfets, les réseaux de jeunes locales, les adolescent/es et jeunes scolarisées et non scolarisées, les SLPFEF, les ONG partenaires.</p>
<p>What makes this an innovative, promising, or good practice? Identify distinguishing feature(s) that make this an innovative, promising or a good practice in the efforts to EVAWG and/or in the context of the UNDS reform.</p>	<p>C'est une innovation car les collectivités autrefois n'impliquaient pas les jeunes dans les prises de décision les concernant. Cette approche met les adolescent/es et jeunes au centre de la prise de décision en les incitant à élaborer, soumettre et défendre des projets porteurs pour améliorer la santé, l'éducation, la protection de leurs paires. Ces projets seront inscrits dans les PDSEC des communes en question, mis en œuvre par les adolescent/es et jeunes et suivis par les collectivités et ONG partenaires.</p>
<p>What challenges were encountered and how were they overcome?</p>	<p>Après la sélection des membres des CCAJ qui auront présenté des projets porteurs, une requête sera soumise à la commune pour mettre à la disposition des jeunes conseillers un espace de travail équipé et l'allocation d'un budget (incluant une partie du budget communal) pour la concrétisation des projets qui seront sélectionnés. Les mairies disposent de peu de fonds. Le partenariat avec les OSC a permis de mettre une somme forfaitaire pour démarrer le processus. Il urge de trouver des fonds adéquats pour pérenniser l'approche même après le programme Initiative Spotlight.</p>



Outputs and Impact: What have been the results thus far? Do they contribute to long-term impact?

En 2022, les 7 « Conseils Communaux des Adolescent/ses et Jeunes (CCAJ) » ont été mis en place en 2021 (en y accordant plus de places aux jeunes filles) dans les 7 communes d'interventions de APSEF dans le cercle de Kati ont élaboré chacun un plan d'action pour la prévention et réponse aux VBG.

Le contenu de ces plans d'actions est basé sur la sensibilisation sur les VBG, l'importance de la scolarisation et le maintien des filles à l'école, l'impact du mariage avant 18 ans sur la scolarisation des filles, la participation des jeunes/jeunes filles dans la gestion des affaires de la commune. Chaque CCAJ a réalisé entre 4 et 7 réunions au cours de l'année.

Aussi les activités suivantes ont été menées :

- ✓ Organisation de **séances de sensibilisation à l'école** auprès des élèves et dans les quartiers auprès des jeunes filles sur **l'importance de la scolarisation** particulièrement des filles,
- ✓ L'impact **des VBG sur la scolarisation des enfants** notamment des filles,
- ✓ La **recherche de partenaires** pour faciliter l'accès des filles à des **kits de dignité**,
- ✓ La recherche de partenaires pour faciliter **l'accès des filles aux actes de naissances**,
- ✓ La **réintégration des filles déscolarisées** pour des fins de mariage à l'école formelle, le maintien des filles à l'école.

Ainsi, ces 7 CCAJ ont pu réaliser ces activités :

- Mettre à disposition des écoles de Dianeguella des kits de dignité pour les filles





	<ul style="list-style-type: none"><input type="checkbox"/> Appuyer 114 filles à avoir accès aux actes de naissance (enregistrement de ces filles par leurs parents sensibilisés à cet effet sur l'importance de l'acte de naissance pour les enfants)<input type="checkbox"/> Réintégrer 17 filles qui avaient arrêtées l'école à la suite de leur mariage précoce<input type="checkbox"/> Inscrire les thématiques sur les VBG dans les PDSEC des communes de N'Daban et Tjiba<input type="checkbox"/> Adopter des mesures communautaires pour accroître le maintien des filles à l'école dans les communes de Nioumamakana, Sobra, Ntjiba, Bossofala. Par exemple, dans ces localités, il est interdit aux parents de déscolariser les filles quelques soit la raison. Aussi si vous les envoyer à l'exode, vous êtes sommées d'aller les chercher et les faire revenir au village. <p>Avec l'appui de ces CCAJ, dans toutes les écoles le maintien des filles est très visible car selon les communautés à date c'est très fréquent de trouver des classes dans lesquelles, l'effectif de filles dépasse celui des garçons ou les effectifs sont presque les mêmes. Ceci est dû en grande partie aux mesures prises par les CCAJ.</p>
<p>Adaptable (Optional)</p> <p><i>In what ways can this practice be adapted for future use?</i></p>	<p>L'approche est adaptable à toutes les communes et mérite d'être portée à l'échelle nationale.</p>
<p>Replicable/Scale-Up (Optional)</p> <p><i>What are the possibilities of extending this practice more widely?</i></p>	<p>Il est possible de répliquer cette approche à l'échelle nationale afin de mieux outiller les adolescentes et jeunes à assurer leur leadership dans la gestion des questions les concernant.</p>





**Spotlight
Initiative**

Sustainable <i>What is needed to make the practice sustainable?</i>	Les projets des adolescent/es et jeunes seront évalués et s'ils sont porteurs, l'initiative sera étendue à d'autres communes du cercle et de la région. Un plaidoyer sera fait pour que ces jeunes conseillers locaux obtiennent des sièges d'observateurs auprès du Parlement des Enfants au niveau régional.
Validated (for a good practice only): Has the practice been validated? Is there confirmation from beneficiaries/users that the practice properly addressed their needs and is there expert validation?	L'approche a été validée par les acteurs à la base particulièrement les collectivités (mairies, sous-préfecture, l'éducation, la santé, la promotion de la femme enfant famille). Pour rendre cette approche plus soutenable, il est nécessaire de travailler avec le MPFEF et ses partenaires pour systématiser cette approche et assurer son utilisation dans toutes les mairies du Mali. Ceci demande du temps et des ressources humaines, matérielles et financières supplémentaires. Il urge de trouver les fonds nécessaires pour dupliquer cette approche à d'autres zones non couvertes par l'Initiative Spotlight.
Additional details and contact information: Are there any other details that are important to know about the innovative, promising, or good practice? Please provide contact details of a focal person for this practice as well as any additional materials including photos/videos.	Les personnes contact pour cette bonne pratique sont : <i>Aminata Dicko Sangaré</i> adsangare@unicef.org et Elisa Frias efrias@unicef.org.
Title of the Innovative, Promising or Good Practice	Plateforme nationale sur les violences basées sur le genre (VBG) : Une base de données innovante et durable sur toutes les formes de VBG au MALI.
Provide a description of the innovative, promising, or good practice. What pillars/principles of the Spotlight Initiative does	Faciliter l'accès à des données actualisées sur les VBG à un seul niveau pour satisfaire les besoins en données. Il est aussi à noter que ces données permettront le suivi et le rapportage liés aux indicateurs des ODD 5.2, 5.3 et 5.6 et ceux de l'Agenda 2063 pour l'Afrique en matière des VBG ; aussi, elles serviront de mesures d'évaluation de performance





**Spotlight
Initiative**

it address? (When did the activity begin? When will it be completed or is it ongoing?)	du document de la stratégie nationale pour l'abandon des VBG et de différents plans annuels et pluriannuels sous le leadership du Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (MPFEF).
Objective of the practice: What were the goals of the activity?	Les acteurs impliqués dans ces bonnes pratiques sont le Gouvernement, les ONG partenaires du programme Initiative Spotlight, UNFPA et les autres acteurs.
Stakeholders involved: Who are the beneficiaries or target group of the practice? Describe how all relevant stakeholders were engaged.	Ceci est une bonne pratique pour diverses raisons : <ul style="list-style-type: none"><input type="checkbox"/> Au-delà des EDS et MICS, les acteurs disposeront de données actualisées au niveau national et local pour renseigner les programmes et orienter les décisions ;<input type="checkbox"/> Engager la réflexion sur la mobilisation des ressources ;<input type="checkbox"/> Évaluer et atteindre rapidement les résultats du Programme, notamment en termes de nombres et de bénéficiaires
What makes this an innovative, promising, or good practice? Identify distinguishing feature(s) that make this an innovative, promising or a good practice in the efforts to EAWG and/or in the context of the UNDS reform.	Les principaux défis restent la remontée des données du niveau local au niveau national et leur centralisation. Le partenariat avec d'autres ONG locales intervenant dans les zones, devrait permettre d'atteindre les résultats escomptés et de les rendre durable.
What challenges were encountered and how were they overcome?	Les principaux résultats induits par ces bonnes pratiques sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"><input type="checkbox"/> Des données actualisées seront disponibles ;<input type="checkbox"/> Les ressources (Humaines et matérielles) seront maximisées dans leur utilisation ;





**Spotlight
Initiative**

	<input type="checkbox"/> Les décisions seront prises sur la base des données réelles de qualité au Mali.
Outputs and Impact: What have been the results thus far? Do they contribute to long-term impact?	Cette bonne pratique pourrait être appuyée par tous les acteurs intervenant dans le domaine.
Adaptable (Optional) <i>In what ways can this practice be adapted for future use?</i>	Cette bonne pratique pourrait être appuyée par tous les acteurs intervenant dans le domaine.
Replicable/Scale-Up (Optional) <i>What are the possibilities of extending this practice more widely?</i>	Il serait nécessaire que des leçons soient tirées de la pratique, que les acquis soient renforcés en plus du leadership du Gouvernement qui abrite la base des données.
Sustainable <i>What is needed to make the practice sustainable?</i>	Il s'agit d'une démarche de l'État appuyé par le programme Initiative Spotlight. Les défenseurs des droits des femmes et autres acteurs de lutte contre les VBG pourront désormais recueillir des information/données nécessaires à leur plaidoyer. Il est prévu la mise à l'échelle de cette base de données sur l'étendue du territoire malien, dont les zones du nord touchées par la crise socio-politique, avec le renforcement des capacités des acteurs de la statistiques VBG. Le renforcement institutionnel national se poursuit pour assurer la gestion durable de cette base de données.
Validated (for a good practice only): Has the practice been validated? Is there confirmation from beneficiaries/users that the practice properly addressed their needs and is there expert validation?	Pas de détails spécifiques pour cette bonne pratique





**Spotlight
Initiative**

Additional details and contact information: Are there any other details that are important to know about the innovative, promising, or good practice? *Please provide contact details of a focal person for this practice as well as any additional materials including photos/videos.*

La personne contact pour cette bonne pratique est Nana Mouneissa Faye Touré :
ftoure@unfpa.org;





**Spotlight
Initiative**

<p>Title of the Innovative, Promising or Good Practice</p>	<p>Mise en œuvre de l'approche innovante « jeu des mères protectrices des filles ou mères amies des filles » ou « NTA DEN, NTA BA ».</p>
<p>Provide a description of the innovative, promising, or good practice. What pillars/principles of the Spotlight Initiative does it address? (When did the activity begin? When will it be completed or is it ongoing?)</p>	<p>Dans chacun des villages d'intervention du Programme Initiative Spotlight a été mis en place le « jeu des mères protectrices ou mère amie ».</p> <p>C'est une pratique innovante qui a fait ses preuves dans l'acquisition des connaissances sur la sexualité, la gestion des menstrues et les stratégies pour prévenir les violences à l'endroit des filles particulièrement vulnérables.</p> <p>La facilitation du dialogue constructif entre générations avec des débats intergénérationnels au niveau communautaire afin d'instaurer « <i>Le jeu de la mère protectrice ou mère amie</i> ^[1] » appelé en langue bambara « <i>NTA DEN, NTA BA</i> » qui signifie « <i>Ma fille, ma Mère</i> » permet de créer des liens de protection entre les femmes et les filles particulièrement vulnérables du village.</p> <p>Ce jeu était jadis utilisé pour mieux éduquer les filles sur le plan social. C'est pour mieux assurer la protection des filles et revaloriser ce jeu que les ONG partenaires de l'UNICEF l'utilisent dans ses zones d'interventions. <u><i>C'est un puissant moyen pour protéger les filles et les éduquer.</i></u></p> <p>Pour réaliser le jeu des mères protectrices, le nom et prénom de chaque fille (10 à 18 ans) est inscrit sur un bout de papier plié puis mis dans un panier. Les femmes du village présentes sur la même place tirent au hasard un bout de papier. Le nom et prénom de la fille inscrit sur le papier est lu à haute voix pour permettre aux autres participantes de le savoir. La fille dont le nom est inscrit sur le bout de papier devient la protégée de celle qui l'a tirée. Si vous tombez sur le nom de votre fille, vous reprenez le jeu.</p> <p>La mère protectrice contribue à la protection de sa fille en servant de personne de référence pour des questions comme l'éducation sexuelle, et scolaire, compétences de vie. Elle doit protéger sa fille contre toutes formes de violences (mariage d'enfant, MGF, déscolarisation,</p>





	<p>tâches domestiques excessives, exode rural et urbain...). Elle devient sa conseillère pour son bien-être et son défenseur pour toutes les questions de droits lui revenant. La mère protectrice sera connue de tout le village et de ce fait elle est autorisée à faire un tel travail parce que c'est une norme qui sera adoptée par la communauté.</p> <p>Ce jeu permet non seulement de veiller sur les droits des filles et leur respect mais aussi de créer la cohésion sociale entre les familles. Toute décision que les parents veulent prendre au sujet de leur fille doit être négociée auprès de sa mère protectrice. Les filles des villages d'intervention bénéficient de cette action de protection.</p> <p>Les animateurs/trices du projet suivent régulièrement les actions auprès des différents binômes pour s'assurer du bon fonctionnement de ce système (communication entre mère et fille, appui à la résolution des problèmes, échange sur le cycle menstruel). Les animateurs apportent également des informations, forment les mères afin qu'elles puissent mieux jouer leurs rôles.</p>
<p>Objective of the practice: What were the goals of the activity?</p>	<p>L'approche innovante « jeu des mères protectrices des filles ou mères amies des filles » ou « NTA DEN, NTA BA » a pour objectif d'éduquer les filles sur le plan social et de mieux les protéger contre toutes formes de Violences Basées sur le Genre.</p> <p>La mère protectrice veille à ce que sa fille protégée ne soit ni déscolarisée, ni donnée en mariage avant 18 ans, ni excisée, ni abusée, ni battue.... Les mères protectrices se réunissent régulièrement et les filles protégées également constituent un réseau et se soutiennent mutuellement.</p>
<p>Stakeholders involved: Who are the beneficiaries or target group of the practice? Describe how all relevant stakeholders were engaged.</p>	<p>Les bénéficiaires sont les filles de 10-18 ans issues des communautés villageoises d'intervention du Programme Initiative Spotlight et les mères. D'autres parties prenantes sont associées à l'innovation notamment les <u>pères des filles</u>. Leur consentement est requis avant la mise en œuvre de l'approche.</p>





**Spotlight
Initiative**

	<p>Les autorités locales (chef de village et ses conseillers, présidente des femmes, membres des groupements d'adolescentes, les membres des comités d'éveils et d'alertes sur les VBG, les collectivités locales notamment les mairies, les sous-préfets, les réseaux de jeunes locales, les adolescent/es et jeunes scolarisées et non scolarisées, les SLPFEF, les ONG partenaires sont aussi parties prenantes à l'innovation.</p>
<p>What makes this an innovative, promising, or good practice? Identify distinguishing feature(s) that make this an innovative, promising or a good practice in the efforts to EVAWG and/or in the context of the UNDS reform.</p>	<p>C'est une innovation car les filles de ces zones d'interventions n'étaient pas valorisées et leurs droits étaient bafoués. Elles étaient objets de violences et étaient sans défense. Leurs voix ne comptaient pas et elles n'étaient associées à aucune prise de décision les concernant.</p> <p>Cette approche permet à leurs mères protectrices de les défendre et s'assurer que leurs voix comptent dans toutes les décisions qui les concernent. L'approche a permis de valoriser les filles, renforcer leurs compétences sur la santé de la reproduction et empêcher toute déscolarisation ou mariage avant 18 ans à ces filles. Elles vivent dans un environnement mieux protecteur avec cette approche innovante.</p>
<p>What challenges were encountered and how were they overcome?</p>	<p>Le défi majeur était d'assurer que le père et la mère biologique de la fille et leurs réseaux de référence adhèrent à l'approche. Comme c'était une ancienne pratique des communautés villageoises qui permettait d'éduquer et protéger les filles surtout contre les grossesses précoces, l'approche a été vite entérinée par les autorités parentales et locales.</p> <p>L'autre défi était de renforcer les capacités des mères et les filles sur la prévention et réponse aux VBG et les droits des enfants. Les ONG partenaires ont été mises à profit pour ce faire. Il urge de trouver des fonds adéquats pour pérenniser l'approche même après le programme Initiative Spotlight.</p>





**Spotlight
Initiative**

<p>Outputs and Impact: What have been the results thus far? Do they contribute to long-term impact?</p>	<p>L'approche a permis d'améliorer très spécifiquement les conditions de vie des <u>filles et protégées et leurs mères protectrices</u> au niveau communautaire, de renforcer la prévention, la référence et prise en charge des survivantes de VBG, de maintenir les filles protégées scolarisées à l'école et empêcher les cas de mariages avant 18 ans et mutilations génitales des filles.</p> <p>Les filles protégées et leurs mères protectrices constituent un groupe de pression au niveau communautaire. Elles discutent des conséquences de la pratique de la mutilation génitale féminine et du mariage des enfants sur la santé de la fille et de la femme dans tous les villages couverts par le projet. Elles contribuent à faire empêcher le mariage de leurs camarades grâce à la reconnaissance communautaire de leur rôle de jeunes filles leader et aux négociations et médiations avec les familles des filles à risque. Elles peuvent rompre le cercle trans générationnelle de la VBG car selon les données collectées lors des consultations périodiques elles affirment que leurs filles ne seront pas excisées et ne seront pas mariées avant 18 ans, ni déscolarisées pour quelques fins que ce soit.</p> <p>Entre 2019 et 2023, 1043 mariages de filles avant 18 ans ainsi que 1787 cas des MGF ont été évités. Et ce mécanisme y a largement contribué.</p>
<p>Adaptable (Optional)- In what ways can this practice be adapted for future use?</p>	<p>L'approche est adaptable à tous les villages d'intervention Spotlight et d'autres villages hors couverture Spotlight et mérite d'être portée à l'échelle nationale.</p>
<p>Replicable/Scale-Up (Optional)</p>	<p>Il est possible de répliquer cette approche à l'échelle nationale afin de mieux éduquer et protéger les filles de 10-18 ans contre toutes formes de VBG et assurer leur leadership dans la gestion des questions les concernant.</p>
<p>Sustainable</p> <p><i>What is needed to make the practice sustainable?</i></p>	<p>L'approche est soutenable puisque c'est une ancienne pratique positive qui a été revalorisée.</p> <p>Vu l'impact positif sur l'éducation et la protection des filles, les autorités parentales, locales et communales ont recommandé d'initier « le jeu des pères protecteurs » pour les garçons</p>





**Spotlight
Initiative**

	<p>qui sont les principaux auteurs des violences afin qu'ils adoptent des comportements de masculinité positive et réduire les VBG.</p> <p>L'approche est déjà utilisée dans tous les programmes et projets de prévention et réponse aux VBG de l'UNICEF avec les fonds d'autres donateurs.</p>
<p>Validated (for a good practice only): Has the practice been validated? Is there confirmation from beneficiaries/users that the practice properly addressed their needs and is there expert validation?</p>	<p>L'approche a été validée par les acteurs à la base particulièrement les pères, mères, autorités locales, collectivités (mairies, sous-préfecture, l'éducation, la santé, la promotion de la femme de l'enfant et de la famille).</p> <p>Pour rendre cette approche plus soutenable, il est nécessaire de travailler avec le MPFEF et ses partenaires pour systématiser cette approche et assurer son utilisation dans toutes les villages, communes, cercles et régions du Mali si les fonds sont disponibles. Ceci demande du temps et des ressources humaines, matérielles et financières supplémentaires. Il urge de trouver les fonds nécessaires pour dupliquer cette approche à d'autres zones non couvertes par l'Initiative Spotlight.</p>
<p>Additional details and contact information: Are there any other details that are important to know about the innovative, promising, or good practice? Please provide contact details of a focal person for this practice as well as any additional materials including photos/videos.</p>	<p>Les personnes contact pour cette bonne pratique sont : <i>Aminata Dicko Sangaré</i> adsangare@unicef.org et Elisa Frias efrias@unicef.org.</p>





Section B: Knowledge Production (since the beginning of your programme)

A Knowledge Product converts uncaptured knowledge, experience, lessons learned and cutting-edge expertise on a specific topic or derived from implementation into a learner-oriented product.

A learner-oriented product is structured in a practical way that allows the reader to clearly understand and retain the knowledge being provided. Knowledge Products play a key role in advancing the Initiative's [Knowledge Management Strategy](#) to document, analyze and disseminate knowledge, as well as capture lessons learned and innovative, promising and good practices. As such, a Knowledge Product can be understood as an **output and a key asset for the success of Spotlight Initiative.**

Types of Knowledge Products include the following:

- Assessments
- Research Papers
- Brochures
- Capacity Development Modules
- Guidance note.
- Tools
- Infographics
- Magazines/Newsletters
- Policy Briefs
- Position Papers/Thematic Strategy Briefs
- Briefs/Factsheets

For more information, please refer to the Spotlight Initiative Knowledge Products Guidelines available [here](#).





Please list all Knowledge Products developed by the Spotlight Initiative since the beginning of your programme, and any knowledge products that are in the pipeline.

Title of Knowledge Product	Product type(s)* (Select from the list above. If other, please specify)	Brief Description & Purpose	Date completed/published or expected to be	Link to Knowledge Product (if available)
Revue de la Littérature sur les normes sociales liées à la Mutilation Génitale Féminine ou Excision (MGF/E) et approches en termes de changement de comportement pour lutter contre la MGF/E et le mariage des enfants.	Research Papers	Cette revue de la littérature constitue la première étape d'une recherche qualitative et quantitative menée par Overseas Development Institute	Juillet 2021 – en présentée officiellement janvier 2022	ODI-ET-FGM-LiteratureReviewSummary.pdf ODI Revue litterature MGF Spotlight 2021.pdf ODI-ET-MGF-ExecutiveSummary-Oct22.pdf ODI-MGF-Analyse de situation-Feb23.pdf ODI-MGF-QuantativeBaselineReport-Jan23.pdf
Etude sur les normes sociales liées à la Mutilation Génitale Féminine ou Excision (MGF/E) et approches en termes de changement de comportement pour lutter contre la MGF/E et	Research Papers	Suite de la recherche qualitative et quantitative menée par Overseas Development Institute qui leur permettra de développer des outils contextualisés pour le changement	Mi-2022	Contact : efrias@unicef.org





**Spotlight
Initiative**

le mariage des enfants.		de comportement		
Cahier de formation sur la planification et la budgétisation sensible au genre a l'intention des structures techniques des départements ministériels	Capacity Development Modules	Le présent cahier de formation sur la PBSG est composé de cinq modules comprenant des sessions. En effet, les modules fournissent une vue d'ensemble complète sur les processus et étapes dans la budgétisation sensible au genre dans le cadre des cycles de programmation budgétaire.		CAHIER DE FORMATION SUR LA PBSG.pdf
Note Informatve sur les espaces sûrs, écoles des maris et des futurs maris	<input type="checkbox"/> Briefs/Factsheets	Cette note informative sur les espaces sûrs, écoles des maris et futurs maris consiste à communiquer des informations détaillées sur la stratégie qui consiste à travailler avec les jeunes hommes mariés de 20 à 40 ans et les jeunes hommes célibataires de 14 et 24 ans en vue de créer un environnement propice à l'autonomisation des femmes à travers une véritable approche transformationnelle du genre et une masculinité positive pour promouvoir l'égalité de genre	Octobre 2020	NOTE INFORMATIVE SUR LES ESPACES SÛRS.doc





**Spotlight
Initiative**

Rapport de la formation de renforcement des capacités des conseillers communaux sur l'intégration du genre dans le plan de développement économique, social et culturel (PDESC) pour prévenir et lutter contre les violences basées sur le genre et les pratiques néfastes faites aux femmes et aux filles	<input type="checkbox"/> Brochures	Ce présent document est le rapport de la formation de renforcement des capacités des conseillers et conseillères municipaux sur l'intégration du genre dans le plan de développement économique, social et culturel (PDSEC) pour prévenir et lutter contre les violences basées sur le genre et les pratiques néfastes faites aux femmes et aux filles.	25 FEVRIER AU 09 AVRIL 2021	RAP Abrégé FORMATION CONSEILLERS COMMUNAUX SUR LA PBSG DANS LE PDSEC-Pilier 1 Spotlight (1).pdf
Rapport de formation de désignations de fonctionnaires de Police pour une formation sur la planification et la budgétisation sensible au Genre des acteurs clés de la Police Nationale à l'intégration du Genre dans les politiques et stratégie de sécurité et de protection des personnes.	<input type="checkbox"/> Brochures	Ce rapport rentre dans le cadre du renforcement des capacités et l'efficacité institutionnelle des services de la Police pour une meilleure performance dans le cadre de la mise en œuvre de leurs politiques, programmes et de budgets sensibles au genre	21 février 2021	Rapport atelier PBSG Police Sikasso (1).pdf
Rapport de la formation des acteurs clés de la justice pour l'analyse, la relecture, l'élaboration et l'évaluation de	<input type="checkbox"/> Brochures	Ce présent rapport est issu de la formation des acteurs clés de la justice pour l'analyse, la lecture, l'élaboration et la révision des	Mars 2021	RAPPORT DE LA FORMATION DES ACTEURS CLES DE LA JUSTICE.pdf





**Spotlight
Initiative**

lois et politiques pour mettre fin aux VFF au mali		textes sur les VFF/VBG s'est tenue du 22 au 25 mars à Bamako.		
Rapport final de l'étude de Répertoire et évaluation des capacités des principaux groupes de défense des droits des femmes et les organisations de la société civile, incluant ceux représentant les jeunes et les groupes exposés aux discriminations croisées dans les Régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou et le District de Bamako	<input type="checkbox"/> Research Papers	Le présent rapport découle de L'Etude de répertoriage et d'évaluation des groupes de défense des droits des femmes et les organisations de la société civile, incluant ceux représentant les jeunes et les groupes exposés aux discriminations croisées est une mission commanditée par le système des Nations Unies dans le cadre de la mise en œuvre du pilier 6 de l'Incitative Spotlight au Mali.	Juillet 2020	Rapport Final d'Etude Repertoire OSC Spotlight - Consultant National 12-08-2020.pdf
Supports de la formation pour l'analyse, la relecture, l'élaboration et l'évaluation de lois et politiques pour mettre fin aux VFF au mali	<input type="checkbox"/> Capacity Development Modules	Ce présent document a été développé dans le cadre du renforcement des capacités techniques et institutionnelles des acteurs clés étatiques et non étatiques nationaux et locaux pour faire l'analyse, la relecture, l'élaboration et l'évaluation des textes législatifs et politiques pour mettre fin aux VFF, y compris les	Février 2020	SUPPORTS DE FORMATION ACTEURS CLES JUSTICE PILIER 1 SPOTLIGHT.pdf





**Spotlight
Initiative**

		VBG et pratiques néfastes, sur l'égalité de genre, et sur les droits à la santé de la reproduction, conformément aux normes internationales des droits humains y compris le droit coutumier et religieux en lien avec le droit positif.		
Enquête Connaissances Attitudes et Pratiques sur les MGF/E et les mariages d'enfants dans 80 villages des districts sanitaires de Kayes Yélimané et Diéma	<input type="checkbox"/> Research Papers	Cette étude « Connaissances Attitudes et Pratiques sur les MGF/E et les mariages d'enfants » s'inscrit dans le cadre de la réalisation d'un projet de promotion de l'abandon de l'excision, du mariage d'enfant et autres violences basées sur le genre dans 80 villages des cercles de Nara.	Octobre 2020	Rapport __ final Enquête CAP Spotlight AMSOPT UNFPA vf.pdf
Protocole National prise en charge holistique des conséquences des violences basées sur le genre	<input type="checkbox"/> Position Papers/Thematic Strategy Briefs	Ce présent document relatif au protocole national de prise en charge holistique des conséquences des violences basées sur le genre au Mali a été réalisé au Mali afin de contribuer aux efforts de lutte contre les Violences basées sur le Genre.	Juin 2020	Protocole de Prise en Charge Holistique VGB (VF).pdf





**Spotlight
Initiative**

Manuel de formation pour les Facilitateurs la prise en charge sécurité et justice des violences basées sur le genre.	<input type="checkbox"/> Capacity Development Modules	Le manuel de formation sur la prise en charge des cas de violences basées sur le Genre entre dans le cadre de la mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight initiative « Programme National de Prévention et Réponse aux violences faites aux femmes et aux filles au Mali ». Il vise à protéger les femmes et les filles contre les violences basées sur le genre (VBG) y compris les pratiques néfastes.		A4 Manuel de Formation pour Facilitateur - PEC Sécurité et Justice.pdf
Dépliants Programme Spotlight Initiative	<input type="checkbox"/> Infographies	Afin de donner plus de visibilité au Programme SI, ces dépliants ont été produits pour ainsi permettre aux communautés, acteurs... d'avoir une large connaissance sur le programme.		
Rapport Final de l'évaluation des Capacités et des Besoins des Institutions Nationales et Locales en matière de lutte contre les Violences Basées sur le Genre et les Violences	<input type="checkbox"/> Research Papers	Ce présent document, est issu de l'évaluation des capacités et des besoins des institutions nationales et locales en matière de lutte contre les Violences	Juillet 2020	Evaluation des Capacités et des Besoins des Institutions Nationales et Locales en matière de lutte contre.doc





**Spotlight
Initiative**

Faites aux Femmes		Basées sur le Genre (VBG) et Violences Faites aux Femmes (VFF).		
Plan de renforcement des capacités des Institutions nationales et locales en matière de lutte contre les violences basées sur le Genre, violences faites aux femmes et aux filles et la promotion de la santé de la reproduction	<input type="checkbox"/> Capacity Development Modules	Dans le cadre de la mise en œuvre du Pilier 2 de l'Initiative Spotlight qui vise le renforcement des capacités des institutions nationales et locales en matière de lutte contre les VBG, VFF, il a été prévu dans la seconde partie de l'étude évaluative des capacités des institutions nationales et locales à lutter contre les violences basées sur le genre y compris les pratiques néfastes, les violences faites aux filles et aux femmes et promouvoir les droits SSR au Mali, l'élaboration d'un plan de renforcement des capacités desdites institutions diagnostiquées	Juillet 2020	Plan de renforcement V-F PRINT 210x297mm (+5mm).pdf





**Spotlight
Initiative**

Spotlight mag n°1	<input type="checkbox"/> Magazines/Newsletters	Ce magazine d'information du Programme Initiative Spotlight est produit dans le but de documenter et de communiquer sur les réalisations faites par le Programme en 2019.	Décembre 2019	Spotlight mag N°1.pdf
Spotlight mag n°2	<input type="checkbox"/> Magazines/Newsletters	Ce magazine d'information du Programme Initiative Spotlight est produit dans le but de documenter et de communiquer sur les réalisations faites par le Programme en 2020.	Septembre 2020	Spotlight Magazine N°3.pdf
Spotlight mag n°3	<input type="checkbox"/> Magazines/Newsletters	Ce magazine d'information du Programme Initiative Spotlight est produit dans le but de documenter et de communiquer sur les réalisations faites par le Programme en 2021.	Décembre 2021	Spotlight Mali Mag n°2.pdf
Passeport MenEngage pour les Masculinités positives au mali	<input type="checkbox"/> Tools	Ce présent passeport MenEngage est conçu dans le cadre du soutien des hommes dans la lutte contre les VGB. Il est de ce fait un document qui explique l'initiative MenEngage, les rôles et missions		Passeport Menengage.doc





**Spotlight
Initiative**

		des membres.		
Bulletin Statistique Violences Basées sur le Genre Santé de la reproduction Projections démographiques	<input type="checkbox"/> Magazines/Newsletters <input type="checkbox"/>	Ce présent Bulletin développé par la Direction Nationale de la Population produit avec l'appui de l'Union Européenne et des Nations Unies à travers le programme Initiative Spotlight, donne des statistiques détaillées sur les questions liées au VBG, à la SR ainsi que sur les projections démographiques au Mali.	Août 2021	Bulletin statistique.pdf
Bulletin Pop-Infos Magazine d'informations sur la population	<input type="checkbox"/> Magazines/Newsletters	Ce présent Bulletin a été développé par la Direction Nationale de la Population avec l'appui de l'Union Européenne et des Nations Unies à travers le programme Initiative Spotlight.	Août 2021	Bulletin pop-info.pdf



Spotlight Initiative
List of equipment / vehicles / remaining major supplies / assets and its end-use upon completion of the Spotlight programme
Programme: **INITIATIVE SPOTLIGHT MALI**



No.	Item description	Agency	Agency reference, if of	No. of	Total cost in USD	commentaires
Transferred to entity A (Government) POLICE NATIONALE						
	Ordinateurs Bureautiques Monoblocs (Tout en un)					Dans le cadre de l'appropriation du programme SI par les acteurs étatiques et la perennisation des acquis du projet les partenaires garderont les matériels pour assurer la continuité des activités de plaidoyer et sensibilisation au niveau communautaire.
	Intel core i3					
	8GB RAM (1x8GB)	UNWOMEN				
	Stockage 500 Go					
	1 Windows 10 Pro Authentique +			30	\$ 30 041,51	
	2 Laptops : Windows 10 Pro , Icore 5 , 512 GB de Stockage , RAM UNWOMEN			5	\$ 6 488,30	
	3 Imprimantes HP Color Laserjet Pro MFP M479 FDW	UNWOMEN		3	\$ 1 884,42	
	4 Projecteur View SONIC (Tri LCD , Entrés HDMI ET VGA)	UNWOMEN		6	\$ 3 492,66	
	6 LICENCE ZOOM	UNWOMEN		1	\$ 2 059,79	
Subtotal					\$ 43 966,68	
Transferred to entity B (CSO) PACINDHA						
	Ordinateurs Bureautiques Monoblocs (Tout en un)					Dans le cadre de la perennisation des acquis du projet les partenaires garderont les matériels pour assurer la continuité des activités de plaidoyer et sensibilisation au niveau communautaire.
	Intel core i3					
	8GB RAM (1x8GB)	UNWOMEN				
	Stockage 500 Go					
	1 Windows 10 Pro Authentique +			1	\$ 1 001,38	
	2 Laptops : Windows 10 Pro , Icore 5 , 512 GB de Stockage , RAM UNWOMEN			1	\$ 1 297,66	
	3 Projecteur View SONIC (Tri LCD , Entrés HDMI ET VGA)	UNWOMEN		2	\$ 1 164,22	
Subtotal					\$ 3 463,26	
Transferred to entity C (CSO) APDF						
	Ordinateurs Bureautiques Monoblocs (Tout en un)					Dans le cadre de la perennisation des acquis du projet les partenaires garderont les matériels pour assurer la continuité des activités de plaidoyer et sensibilisation au niveau communautaire.
	Intel core i3					
	8GB RAM (1x8GB)	UNWOMEN				
	Stockage 500 Go					
	1 Windows 10 Pro Authentique +			1	\$ 1 001,38	
	2 Laptops : Windows 10 Pro , Icore 5 , 512 GB de Stockage , RAM UNWOMEN			1	\$ 1 297,66	
	3 Projecteur View SONIC (Tri LCD , Entrés HDMI ET VGA)	UNWOMEN		2	\$ 1 164,22	
Subtotal					\$ 3 463,26	
Transferred to entity D (CSO) PLATEFORME DES JEUNES ENGAGES CONTRE LES VBG						
	Ordinateurs Bureautiques Monoblocs (Tout en un)					Dans le cadre de la perennisation des acquis du projet les partenaires garderont les matériels pour assurer la continuité des activités de sensibilisation de leurs paires et de plaidoyer au niveau communautaire.
	Intel core i3					
	8GB RAM (1x8GB)					
	Stockage 500 Go					
	1 Windows 10 Pro Authentique +	UNWOMEN		4	\$ 4 005,54	
	2 Laptops : Windows 10 Pro , Icore 5 , 512 GB de Stockage , RAM UNWOMEN	UNWOMEN		5	\$ 6 488,30	
	3 Projecteur View SONIC (Tri LCD , Entrés HDMI ET VGA)	UNWOMEN		5	\$ 2 910,55	
Subtotal					\$ 13 404,39	
Transferred to entity E (GOVERNMENT) PNVBG						

Ordinateurs Bureautiques Monoblocs (Tout en un)					
	Intel core i3				
	8GB RAM (1x8GB)				
	Stockage 500 Go				
	1 Windows 10 Pro Authentique +				
	2 Laptops : Windows 10 Pro , Icore 5, 512 GB de Stockage , RAM UNWOMEN	2	\$	2 595,32	
	Subtotal			\$ 3 596,70	

Dans le cadre de l'appropriation du programme SI par les acteurs étatiques et la perennisation des acquis du projet les partenaires garderont les matériels pour assurer la continuité des activités.

Aid lines / sections as needed

Transferred to entity FI (CSO) AFAS VIH BAWAKO

Ordinateurs Bureautiques Monoblocs (Tout en un)					
	Intel core i3				
	8GB RAM (1x8GB)				
	Stockage 500 Go				
	1 Windows 10 Pro Authentique +				
	1 Windows 10 Pro Authentique +	1	\$	1 001,38	
	Subtotal			\$ 1 001,38	

Dans le cadre de la perennisation des acquis du projet les partenaires garderont les matériels pour assurer la continuité des activités de plaidoyer et sensibilisation au niveau communautaire.

Transferred to entity G (CSO) COALITION DES LEADERS COMMUNAUTAIRES DE SIKASSO

	1 Laptops : Windows 10 Pro , Icore 5 , 512 GB de Stockage , RAM UNWOMEN	3	\$	3 892,98	
	Subtotal			\$ 3 892,98	

Dans le cadre de la perennisation des acquis du projet les partenaires garderont les matériels pour assurer la continuité des activités de plaidoyer et sensibilisation au niveau communautaire.

Transferred to entity H (CSO) RESEAU DES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE DE SEGOU

	1 Laptops : Windows 10 Pro , Icore 5 , 512 GB de Stockage , RAM UNWOMEN	5	\$	6 488,30	
	Subtotal			\$ 6 488,30	

Dans le cadre de la perennisation des acquis du projet les partenaires garderont les matériels pour assurer la continuité des activités de plaidoyer et sensibilisation au niveau communautaire.

Transferred to entity I (CSO) RESEAU DES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE DE KAYES

	1 Laptops : Windows 10 Pro , Icore 5 , 512 GB de Stockage , RAM UNWOMEN	5	\$	6 488,30	
	Subtotal			\$ 6 488,30	

Dans le cadre de la perennisation des acquis du projet les partenaires garderont les matériels pour assurer la continuité des activités de plaidoyer et sensibilisation au niveau communautaire.

Transferred to entity J (CSO) AMPA ALBINOS

	1 Laptops : Windows 10 Pro , Icore 5 , 512 GB de Stockage , RAM UNWOMEN	1	\$	1 001,38	
	Subtotal			\$ 1 001,38	

Dans le cadre de la perennisation des acquis du projet les partenaires garderont les matériels pour assurer la continuité des activités de plaidoyer et sensibilisation au niveau communautaire.

Transferred to entity K (CSO) UMGH

	1 Laptops : Windows 10 Pro , Icore 5 , 512 GB de Stockage , RAM UNWOMEN	1	\$	1 001,38	
	Subtotal			\$ 1 001,38	

Dans le cadre de la perennisation des acquis du projet les partenaires garderont les matériels pour assurer la continuité des activités de plaidoyer et sensibilisation au niveau communautaire.

Transferred to entity L (CSO) RESEAU DES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE DE SIKASSO

	1 Laptops : Windows 10 Pro , Icore 5 , 512 GB de Stockage , RAM UNWOMEN	5	\$	6 488,30	
	Subtotal			\$ 6 488,30	

Dans le cadre de la perennisation des acquis du projet les partenaires garderont les matériels pour assurer la continuité des activités de plaidoyer et sensibilisation au niveau communautaire.

Transferred to entity M (CSO) COALITION DES LEADERS COMMUNAUTAIRES DE KOULIKORO

	1 Laptops : Windows 10 Pro , Icore 5 , 512 GB de Stockage , RAM UNWOMEN	3	\$	3 892,98	
	Subtotal			\$ 3 892,98	

Dans le cadre de la perennisation des acquis du projet les partenaires garderont les matériels pour assurer la continuité des activités de plaidoyer et sensibilisation au niveau communautaire.

Transferred to entity N (CSO) COALITION DES LEADERS COMMUNAUTAIRES DE KAYES

	1 Laptops : Windows 10 Pro , Icore 5 , 512 GB de Stockage , RAM UNWOMEN	3	\$	3 892,98	
	Subtotal			\$ 3 892,98	

Dans le cadre de la perennisation des acquis du projet les partenaires garderont les matériels pour assurer la continuité des activités de plaidoyer et sensibilisation au niveau communautaire.

Transferred to entity P (CSO) GROUPE DE REFERENCE NATIONAL DE LA SOCIETE CIVILE DU MALI

	1 MINI TABLETTE	11	\$	5 625,62	
	2 DISPOSITIF DE CONNEXION INTERNET SOBOX	11	\$	2 291,30	
	4 LENOVO YOGA THINKBOOK 14 S PLIABLE EN TABLETTE	7	\$	10 483,11	
	Subtotal			\$ 18 400,03	

Dans le cadre de la perennisation des acquis du projet les partenaires garderont les matériels pour assurer la continuité des activités de plaidoyer et sensibilisation au niveau communautaire.

Transferred to entity Q (CSO) GROUPE DE REFERENCE NATIONAL DE LA SOCIETE CIVILE DU MALI

	1 MINI TABLETTE	11	\$	5 625,62	
	2 DISPOSITIF DE CONNEXION INTERNET SOBOX	11	\$	2 291,30	
	4 LENOVO YOGA THINKBOOK 14 S PLIABLE EN TABLETTE	7	\$	10 483,11	
	Subtotal			\$ 18 400,03	

Dans le cadre de la perennisation des acquis du projet les partenaires garderont les matériels pour assurer la continuité des activités de plaidoyer et sensibilisation au niveau communautaire.

Transferred to entity R (CSO) GROUPE DE REFERENCE NATIONAL DE LA SOCIETE CIVILE DU MALI

	1 MINI TABLETTE	11	\$	5 625,62	
	2 DISPOSITIF DE CONNEXION INTERNET SOBOX	11	\$	2 291,30	
	4 LENOVO YOGA THINKBOOK 14 S PLIABLE EN TABLETTE	7	\$	10 483,11	
	Subtotal			\$ 18 400,03	

Dans le cadre de la perennisation des acquis du projet les partenaires garderont les matériels pour assurer la continuité des activités de plaidoyer et sensibilisation au niveau communautaire.

Transferred to entity S (CSO) GROUPE DE REFERENCE NATIONAL DE LA SOCIETE CIVILE DU MALI

	1 MINI TABLETTE	11	\$	5 625,62	
	2 DISPOSITIF DE CONNEXION INTERNET SOBOX	11	\$	2 291,30	
	4 LENOVO YOGA THINKBOOK 14 S PLIABLE EN TABLETTE	7	\$	10 483,11	
	Subtotal			\$ 18 400,03	

Dans le cadre de la perennisation des acquis du projet les partenaires garderont les matériels pour assurer la continuité des activités de plaidoyer et sensibilisation au niveau communautaire.

Subtotal \$ 18 400,03

Transferred to entity Q (CSO) OMP

1 Laptops : Windows 10 Pro , Icore 5 , 512 GB de Stockage , RAM UNWOMIEN

Subtotal 1 \$ 1 297,66
\$ 1 297,66

Transferred to entity R (GOVERNMENT) MINISTERE DE LA JUSTICE

3 Laptops : Windows 10 Pro , Icore 5 , 512 GB de Stockage , RAM UNWOMIEN

4 Projecteur View SONIC (Tri LCD , Entrés HDMI ET VGA) UNWOMIEN

6 LICENCE ZOOM UNWOMIEN

Subtotal 16 \$ 20 762,56
5 \$ 2 910,55
1 \$ 2 059,79
\$ 25 732,90

Dans le cadre de l'appropriation du programme SI par les acteurs étatiques et la perennisation des acquis du projet les

Transferred to entity S (NGO CROIX ROUGE)

Moto animateurs CRE/CRM UNFPA

Ordinateurs CRE/CRM UNFPA

Photocopieuses-Imprimante-scanner-projecteur CRE/CRM UNFPA

Ordinateur pour unités de prise en charge intégrée CRE/CRM UNFPA

Ordinateur pour unités de prise en charge intégrée CRE/CRM UNFPA

Subtotal 2 \$ 4 054,00
4 \$ 4 060,00
4 \$ 3 040,00
8 \$ 8 104,00
4 \$ 1 688,00

Subtotal \$ 20 946,00

Transferred to entity T (Gouvernement MPEEF)

Bureau de travail avec retour (en bois 180cm*90cm*76cm

avec 3 tiroirs à clé et 3 tiroirs ouvert sur le retour) ONE STOP UNFPA

180cm*50cm) ONE STOP CENTER UNFPA

Table Basses ONE STOP CENTER UNFPA

Chaises visiteurs sans accoudoir ONE STOP CENTER UNFPA

Refrigerateur ONE STOP CENTER UNFPA

Imprimantes lazer Multifonctionnelles canon MIF4750 ONE UNFPA

3 GHz Ram: 4 GO Disque dur: 250 GO minimum port USB: 6 UNFPA

ports minimum Crate reseau Ethernet 10/100 Mbps Lecteur UNFPA

CD DVD RW Ecran 19 pouces Antivirus avec licence Windows UNFPA

7 32. ONE STOP CENTER UNFPA

Core(TM) i5-8365U CPU @ 1.60GHz 1.90GHz UNFPA

Mémoire RAM installée: 8,00 Go UNFPA

Type du Système: Système d'exploitation 64 bits UNFPA

Disque Dur: 512 Go. UNFPA

Appareils Photos Numériques ONE STOP CENTER UNFPA

Lits hébergement ONE STOP CENTER UNFPA

Kits digite ONE STOP CENTER UNFPA

Lits d'hospitalisation ONE STOP CENTER UNFPA

Lits de réanimation ONE STOP CENTER UNFPA

Tablettes Operating System AndroidScreen Resolution UNFPA

Containeur prefabrique 20 pieds UNFPA

Containeur prefabrique 40 pieds UNFPA

Subtotal 26 \$ 5 184,40
4 \$ 2 221,60
26 \$ 2 184,00
130 \$ 5 122,00
13 \$ 5 850,00
13 \$ 9 100,00

13 \$ 12 740,00

13 \$ 28 600,00

13 \$ 1 820,00

10 \$ 2 500,00

1000 \$ 28 831,44

40 \$ 8 687,78

20 \$ 7 003,19

250 \$ 110 244,89

12 \$ 144 000,00

3 \$ 60 000,00

Subtotal \$ 437 469,30

Transferred to entity

Ordinateur portable DELL (Latitude E7470 8thGen , 8GB,500 GE UNDP

Ecran DELL avec accessoires (Ecran14" Docking station DELL W UNDP

Imprimante multifonction HP Noir et blanc Laserjet Pro M130 UNDP

9 \$ 31 558,86

8 \$ 1 771,76

6 \$ 3 045,18

Subtotal	\$ 36 375,80
Total	642 263,98

Name of representative	Date	Signature
UNDP MALEYE DIOP		
UNFPA Yves sasserrath		
UN WOMEN Marie Goreth Nizigama		

- Guidance (delete prior to submission)**
- Add a name of the programme at the top of the sheet.
 - Add a name and type (CSO, government, etc.) of the receiving entity in each section in the blue line, i.e. "Transferred to entity "A" (C
 - Under "item description", indicate the type of equipment, make, details & specifications.
 - For "agency reference", indicate any needed tag numbers / asset tracking numbers in use by the agency, if any.
 - TBD For "total costs in USD", indicate the purchase price of the item. If there are more items of the same type, indicate the number of units in the No. of units field and indicate the total price for all items combined (not one unit only) in the field Total costs
 - Calculate the sub-total costs of assets transferred under each section / entity, and a full total at the end of the sheet.
 - Add as many lines and sections as needed.

